

Harry N. Howard, from
American Ambassador
at London

La
Question de Mossoul
à la 35^{me} Session
du Conseil de la Société des Nations
(Genève)

« *La justice fut aussi la force.* »
PASCAL.



LAUSANNE
IMPRIMERIE DE LA SOCIÉTÉ SUISSE DE PUBLICITÉ

1925

The
George Washington University
Library



Special Collections
Division

**DOES NOT
CIRCULATE**

La
Question de Mossoul
à la 35^{me} Session
du Conseil de la Société des Nations
(Genève)

« *La justice fut aussi la force.* »
PASCAL.



LAUSANNE
IMPRIMERIE DE LA SOCIÉTÉ SUISSE DE PUBLICITÉ
—
1925

EXPOSÉ

de Monsieur AMERY

Ministre des Colonies de la Grande Bretagne

**à la séance tenue à Genève le 3 septembre 1925 (matin),
du Conseil de la Société des Nations.**

M. Unden a rappelé aux Membres du Conseil l'historique de la question qui leur est actuellement soumise. Il a mentionné les termes de l'article 3 du Traité de Lausanne, ainsi que les débats de la trentième session du Conseil, au cours desquels le représentant de la Grande-Bretagne et celui de la Turquie ont déclaré tous deux qu'ils acceptaient d'avance les décisions du Conseil de la Société et ont officiellement accepté la résolution qui prenait acte de cette déclaration.

Je suis heureux que M. Unden ait insisté fortement sur ces déclarations solennelles, qui ne prêtent à aucune équivoque; elles sont importantes tant au point de vue de la vive préoccupation qu'éprouvent les deux parties à la présente controverse d'affermir l'autorité et l'influence de la Société des Nations, qu'au point de vue de leur désir d'assurer, ce à quoi elles n'ont pu aboutir par voie de discussion entre elles, à savoir, un règlement qui constituera entre elles la base d'une paix et d'une bonne entente durables.

A cet égard, je voudrais traiter brièvement un point qui figure dans le rapport de la Commission, mais qui, je crois, peut être examiné opportunément au stade actuel de mon argu-

mentation, plutôt qu'à l'occasion de l'ensemble des conclusions du rapport. Dans le paragraphe A de ses conclusions politiques, la Commission exprime l'avis que, juridiquement, le territoire contesté doit être considéré comme faisant partie intégrante de la Turquie, tant que cette dernière Puissance n'aura pas renoncé à ses droits. Tout en admettant que, jusqu'au moment où le Conseil de la Société des Nations aura annoncé sa décision, la souveraineté légale sur l'ensemble de la région comprise entre les frontières revendiquées respectivement par le Gouvernement de Sa Majesté et par le Gouvernement turc, puisse rester turque, au sens strictement technique, il est parfaitement clair, selon moi, que le Gouvernement turc, en vertu à la fois de l'article 3 du Traité de Lausanne et de la déclaration solennelle faite par son représentant devant le Conseil, est convenu par avance de renoncer à la souveraineté turque sur tout le territoire situé au-delà de la ligne que le Conseil pourra fixer comme frontière, et que la souveraineté légale, dans la mesure où elle pourra être transférée par la décision du Conseil, sera donc dévolue automatiquement dès le moment où le Conseil formuiera sa décision.

La résolution à laquelle j'ai fait allusion, réglait en même temps la question de la méthode par laquelle le Conseil devait s'assurer des faits sur lesquels il pourrait fonder sa décision. Deux solutions possibles avaient été mises en avant : l'organisation d'un plébiscite d'une part, et d'autre part, la nomination d'une Commission d'enquête. La résolution, sans préjuger de la question, institua une Commission spéciale composée de trois membres, et chargée de présenter au Conseil tous les renseignements et toutes les suggestions qui pourraient être de nature à l'aider à aboutir à une décision. La Commission fut laissée entièrement libre de fixer ses propres méthodes de travail.

Le rapport de la Commission montre la façon dont ses membres se sont acquittés de la tâche difficile et lourde de responsabilités qui leur avait été assignée. Dans leur examen de

cette question très complexe, ils ont utilisé toutes les méthodes qu'ils pouvaient employer, et ils n'ont épargné aucun effort. Ils ont été infatigables tant dans leurs recherches historiques que dans leurs investigations personnelles, qui impliquaient nécessairement de longs déplacements effectués dans des conditions très peu confortables. Je serais très heureux qu'il me fût permis de dire, au nom du Gouvernement de Sa Majesté, combien celui-ci apprécie les travaux des membres de la Commission, et reconnaît l'impartialité et la largeur de vues qui ont inspiré les conclusions auxquelles ils ont abouti.

Peut-être pourrai-je attirer l'attention sur le passage qui figure à la page 10 de leur rapport, et dans lequel ils expriment l'opinion que leur mode d'enquête devait nécessairement entraîner une certaine surexcitation des esprits dans une population dont l'éducation politique est encore très primitive. On reconnaîtra, peut-être, que la tâche des autorités britanniques et de celles du Gouvernement de l'Irak n'était pas aisée. Je ne désire pas entrer dans le détail d'aucun des cas particuliers dans lesquels des difficultés se sont produites. Je puis seulement assurer mes collègues que le Gouvernement britannique et le Gouvernement de l'Irak ont été tous deux sincèrement désireux de favoriser le succès de l'enquête par tous les moyens en leur pouvoir compatibles avec le maintien de l'ordre et de la sécurité publique. Le Conseil reconnaîtra, j'en suis sûr, que les autorités locales méritent de grands éloges pour le succès qu'elles ont obtenu à cet égard, et que les membres de la Commission méritent les mêmes éloges pour les qualités de tact et de jugement avec lesquelles ils ont accompli la tâche que leur imposait leur mandat.

Quant à la suggestion selon laquelle la procédure à suivre par le Conseil, en ce qui concerne la base de sa décision, devait comprendre le recours à un plébiscite, l'expérience pratique des membres de la Commission, au contact des conditions locales et de la psychologie d'une population primitive, les avait am-

nés à rejeter catégoriquement la possibilité de l'emploi de cette méthode pour s'assurer des vœux réels des habitants de la région contestée. Je reproduis une partie de leurs propres conclusions, qui figurent aux pages 18 et 19 du rapport :

« La Commission a pu se convaincre de toute la force des affirmations britanniques concernant les difficultés pratiques insurmontables d'organiser un plébiscite, et des doutes très sérieux qui pourraient subsister à l'égard de sa sincérité... »

« La Commission ne saurait donc proposer au Conseil de recourir à cette procédure. Elle estime que le mode de procédure proposé par le Gouvernement britannique est le plus propre à fournir au Conseil les éléments nécessaires pour la solution du litige. C'est d'ailleurs la procédure même qui a été suivie par la Commission au cours de ses travaux. Toutefois, comme elle l'a souligné dans d'autres parties de ce rapport, la Commission s'est efforcée, au cours de son enquête, de s'inspirer du désir du Gouvernement turc en ne négligeant aucun moyen, ni aucune occasion de recueillir les vœux de la population. »

Si le Conseil juge fondée cette conclusions, — (les arguments à l'appui sont exposés en détail dans la deuxième partie du rapport) — c'est au corps même du rapport, c'est-à-dire à la partie qui traite des « Considérations sur le fond de la question », que le Conseil aura naturellement recours pour les faits et les arguments pertinents, au point de vue de la décision qu'il doit prendre, et c'est de cette partie du rapport que je vais m'occuper maintenant. Ce faisant, je ne me propose pas de retenir l'attention du Conseil en exposant à nouveau, tout au long, les arguments soumis aux membres de la Commission par les deux parties au différend, ou en m'efforçant de réfuter toutes les opinions ou tous les faits présentés ou acceptés par la Commission et auxquels le Gouvernement de Sa Majesté ne peut donner son assentiment. Je serai naturellement très heu-

reux d'examiner en détail l'un quelconque de ces points, à une période ultérieure, si le Conseil estime qu'une discussion approfondie du rapport est nécessaire en vue d'élucider la question. Entre temps, il me suffira d'aborder immédiatement les Conclusions de la Commission qui sont résumées, sous huit rubriques principales, aux pages 86 - 90 du rapport.

La première de ces rubriques traite des arguments géographiques. De l'avis de la Commission, la frontière revendiquée par le Gouvernement de Sa Majesté, au nom de l'Irak, est une très bonne frontière, mais la ligne fixée par le Conseil au cours de sa trente et unième session, qui s'est tenue à Bruxelles en octobre 1924, et à laquelle la Commission se réfère sous le nom de « Ligue de Bruxelles », se prête aussi bien à un tracé. Elle exprime l'opinion que la frontière revendiquée par le Gouvernement turc est bonne dans sa partie ouest, qui traverse le désert ; elle est moins bonne dans sa partie est.

La seconde rubrique traite des problèmes ethniques que soulève la question. Les membres de la Commission constatent que la population de la région contestée se compose, par ordre d'importance numérique, de Kurdes, d'Arabes, de Chrétiens, de Turcs, de Yezidis et d'Israélites, les Kurdes formant la majorité de la population. Ils font observer que, si les villes habitées par les Turcs sont situées dans la partie méridionale du territoire contesté, Mossoul, ville arabe, est située au centre de la partie septentrionale ; quant à la majorité des collectivités chrétiennes qui sont disséminées dans le pays, elles se trouvent au nord de Mossoul. La conclusion pratique, tirée, par les membres de la Commission, de ce mélange de races, est que, pour la détermination de la frontière, il n'est pas possible de tenir compte des éléments d'ordre purement ethnique.

Le troisième rubrique traite des arguments d'ordre historique. Les membres de la Commission signalent que la région contestée a été, pendant des siècles, placée sous le même gouvernement que Bagdad et possède une histoire souvent com-

mune avec cette ville. Ils indiquent que cet argument militerait plutôt en faveur d'une solution qui ne diviserait pas l'unité historique de ce pays, mais ils admettent toutefois, que des régions, situées en dehors du pays contesté, et actuellement en territoire turc, ont également eu dans le passé une histoire commune avec Bagdad, ce qui va à l'encontre de cet argument. Ils estiment qu'une ligne frontière, tracée n'importe où, — que ce soit celle proposée par le Gouvernement britannique ou celle proposée par le Gouvernement turc, ou une ligne intermédiaire, — aura toujours pour conséquence de trancher les liens historiques.

La quatrième rubrique, sous laquelle les Commissaires résument leurs conclusions, traite des considérations d'ordre économique. D'après eux, les considérations économiques plaident en faveur du rattachement du territoire contesté à l'Irak, les parties montagneuses au nord de la ligne conventionnelle de Bruxelles pouvant en être séparées sans le moindre inconvenient. Ils ajoutent que si d'autres raisons que les raisons économiques, invitent à partager le territoire contesté, plusieurs solutions, moins bonnes toutefois, au point de vue économique, que l'unité du territoire, pourraient être acceptables.

Sous la cinquième rubrique qui traite des considérations stratégiques, les Commissaires déclarent que la frontière proposée par le Gouvernement britannique est une excellente frontière stratégique, que la ligne conventionnelle de Bruxelles présente des avantages à peu près identiques et que toutes les lignes frontières tracées suivant les crêtes de montagnes parallèles, telles qu'elles sont indiquées dans la partie géographique du rapport, peuvent aussi être considérées comme des frontières stratégiques, leurs qualités respectives diminuant toutefois à mesure que l'on s'avance vers le sud ; que la frontière proposée par le Gouvernement turc est bonne dans sa partie ouest, et mauvaise dans sa partie est. Ils font ensuite remarquer que les rivières du pays ne forment pas des obstacles sérieux et que,

par conséquent, toutes les frontières tracées suivant leurs cours constitueraient des frontières stratégiques médiocres.

La sixième rubrique comprend les conclusions politiques et est divisée en cinq sections. La première vise le point de vue technique de la souveraineté juridique dont j'ai déjà parlé. La section D traite de l'importante question des Assyriens, sur laquelle je me propose d'appeler l'attention du Conseil avant de terminer mon exposé, mais que les Commissaires ont décidé de ne pas prendre en considération pour l'établissement de leurs conclusions.

La section E mentionne la nécessité d'assurer une paix durable — considération dont la Commission ne se juge pas compétente pour déterminer le poids par comparaison avec les autres facteurs. Elle croit devoir laisser ce soin au Conseil.

Les sections B et C qui touchent plus directement au fond même de la question et aux conclusions de la Commission, traitent de la politique intérieure du royaume de l'Irak et des vœux des populations dans le territoire contesté. En ce qui concerne le premier point, la Commission reconnaît que, par comparaison avec la situation d'avant-guerre, il est incontestable que des progrès considérables ont été réalisés par le Gouvernement de l'Irak aidé des conseils britanniques, particulièrement dans les domaines de la sécurité générale, du service sanitaire et de l'enseignement public. Mais, en attirant l'attention sur les différences religieuses et ethniques et l'inexpérience relative des hommes d'Etat de l'Irak, la Commission exprime l'opinion que la situation intérieure du royaume est encore très incertaine et que ses difficultés pourraient être néfastes pour l'existence même de l'Etat, si celui-ci n'était soutenu et guidé. Pour que le pays puisse se développer et prospérer, la Commission estime qu'il doit se trouver sous mandat de la Société des Nations pendant une période de 25 années environ.

J'en arrive maintenant au point sur lequel le Gouvernement turc a tout particulièrement insisté, et auquel nous-mêmes

attachons une importance tout aussi grande, je veux parler des vœux de la population du territoire contesté.

Sur ce point, les conclusions de la Commission sont, si je puis dire, nettes sans être dogmatiques. La Commission considère en effet comme avéré que, si l'on considère le territoire pris dans son ensemble, les vœux exprimés par la population penchent plutôt en faveur de l'Irak qu'en faveur de la Turquie. Elle ajoute cependant qu'à son avis, l'attitude de la majorité de ces populations fut dictée par le souci de s'assurer un appui effectif provenant du mandat, et aussi par des considérations économiques, plutôt que par un sentiment de solidarité avec le Royaume arabe ; que, si ces deux facteurs n'avaient pas été posés par les personnes consultées, il est probable que la majorité d'entre elles eussent préféré le retour à la Turquie plutôt que le rattachement à l'Irak. Dans le corps même du rapport (page 78), la Commission résume de la façon suivante la situation au point de vue des revendications turques :

« Si l'on peut constater que les sentiments pour l'Irak sont plutôt tièdes, il est cependant certain que les affirmations du Gouvernement turc, selon lesquelles la majorité incontestable des populations du vilayet de Mossoul désiraient le rester à la Turquie, ne sont pas exactes. »

J'ai résumé sans les commenter ni les critiquer les différentes conclusions auxquelles est arrivée la Commission sur les divers aspects de la situation dans le territoire contesté. C'est sur ces conclusions séparées que la Commission a établi ses conclusions finales, conclusions assez importantes pour que je vous les lise intégralement :

« En se tenant exclusivement sur le terrain de l'intérêt des populations en cause, la Commission estime qu'il y a un certain avantage pour ces populations, à ce que le terrains contesté ne soit pas divisé.

» Partant de cette considération et ayant donné une valeur relative à chacune de ses constatations de fait, la Commission estime que des arguments importants, particulièrement d'ordre économique et géographique, ainsi que les tendances — avec toutes les réserves formulées — de la majorité des populations du territoire pris dans son ensemble, plaident en faveur du rattachement à l'Irak de tout le territoire au sud de la ligne conventionnelle de Bruxelles, pour autant que soient remplies les conditions suivantes :

» 1. Le pays restera sous le mandat effectif de la Société des Nations pendant une période que l'on peut évaluer à vingt-cinq années ;

» 2. Il devra être tenu compte des vœux émis par les Kurdes, qui demandent que des fonctionnaires de race kurde soient désignés pour l'administration de leur pays, pour l'exercice de la justice et pour l'instruction dans les écoles, et que la langue kurde soit la langue officielle de tous ces services.

» Si le contrôle de la Société des Nations devait prendre fin à l'expiration du traité de quatre années actuellement en cours entre la Grande-Bretagne et l'Irak, et si certaines garanties d'administration locale n'étaient pas données aux Kurdes, la Commission a la conviction que les préférences de la majorité du peuple eussent été à la souveraineté turque plutôt qu'à la souveraineté arabe.

» La Commission, également convaincue que les avantages du rattachement du pays contesté à l'Irak se changerait alors en inconvénients politiques très graves, estime que, dans ces conditions, il serait plus avantageux pour ce territoire qu'il continuât à vivre sous la souveraineté de la Turquie, dont le statut intérieur et la situation politique extérieure sont incomparablement plus stables que ceux de l'Irak. Quelle que soit la décision, il sera pourtant indispensable de laisser à l'Irak la région

du Diala qui lui est nécessaire pour résoudre la question des irrigations. »

Cette conclusion essentielle de la Commission implique une question posée au Gouvernement de Sa Majesté : Ce Gouvernement est-il disposé à accepter vis-à-vis de la Société des Nations, les conditions, sous réserve desquelles la Commission recommande que la totalité du territoire contesté jusqu'à la ligne de Bruxelles, soit rattachée à l'Irak ? Avant de donner la réponse explicite du Gouvernement de Sa Majesté à cette question, je dois cependant exposer nettement notre opinion sur un ou deux points. Je dois dire tout de suite que l'on ne saurait s'attendre que ni le Gouvernement de Sa Majesté, ni le Gouvernement de l'Irak n'acceptent sans réserve l'opinion exprimée par la Commission sur la stabilité de l'Etat irakien, soit en ce qui concerne ses propres problèmes d'ordre intérieur, soit par comparaison avec ses voisins. Nous ne saurions davantage admettre que le motif prédominant de l'attachement à l'Irak, de la part de la majorité de la population du territoire contesté, soit le désir « de s'assurer un contrôle effectif provenant du mandat », si l'on entend par cette formule quelque chose de différent de la continuation sous une forme ou sous une autre des relations du traité qui, à l'heure actuelle, assurent une coopération si heureuse entre les Gouvernements de la Grande-Bretagne et de l'Irak et leurs peuples respectifs.

Ainsi que l'a fait remarquer le représentant de la Grande-Bretagne au Conseil, le 19 septembre 1924, lors de la 7^{me} séance de la 30^{me} session, au cours de laquelle le Conseil a donné son appréciation formelle au traité anglo-irakien, l'idée de mandat sous sa forme première n'est pas populaire en Irak ; un tel mandat est considéré comme impliquant une forme de tutelle incompatible avec les circonstances présentes ainsi qu'avec la large mesure d'indépendance que l'Etat d'Irak possède actuellement. En d'autres termes, l'Irak s'est avancé déjà si loin sur la

voie tracée par l'article 22 du Pacte que la forme particulière du contrôle envisagé dans cet article ne peut plus désormais lui convenir. Je mentionne ce point afin d'éviter tout malentendu, mais il ressort clairement, je crois, du contexte, dans le rapport même, que les Commissaires, en parlant de la continuation du mandat, ne suggèrent aucune dérogation au statut actuel de l'Irak, mais seulement, ainsi qu'ils le déclarent explicitement à la page 85, la continuation du mandat « sous la forme du traité actuel ».

Dans sa conclusion, la Commission fixe à environ 25 ans la période pendant laquelle l'Irak aura besoin d'être soutenu et guidé. Ce chiffre est évidemment approximatif et personne ne peut sérieusement suggérer qu'il est possible de fixer à l'avance d'une façon définitive la période précise nécessaire à un Etat pour consolider sa situation et développer ses ressources. En tout cas, le Gouvernement de Sa Majesté tient à déclarer qu'en acceptant vis-à-vis de la Société des Nations, la responsabilité de maintenir en Irak un Gouvernement stable et orienté vers le progrès, il ne s'écarte en aucune manière de la politique qu'il a toujours exposée, et qu'il prêtera ses bons offices en vue d'assurer le plus tôt possible l'admission de l'Irak parmi les membres de la Société.

Sous réserve de ces explications, le Gouvernement de Sa Majesté est disposé, avant l'expiration en 1928 du présent traité qui a été formellement approuvé l'année dernière par le Conseil, à donner effet aux dispositions contenues dans le protocole de ce traité, en le remplaçant par un traité plus long, qui assurera dans tout le Royaume de l'Irak les conditions nécessaires à un Gouvernement stable, et tiendra raisonnablement compte des intérêts locaux, conditions sous réserve desquelles les Commissaires estiment que le territoire au sud de la ligne de Bruxelles devrait continuer son union présente avec l'Irak ; le Gouvernement britannique est aussi disposé à continuer à assumer ses

responsabilité à cet égard envers la Société des Nations, jusqu'au moment où, dans les limites suggérées par les Commissaires, le Conseil de la Société sera clairement convaincu que les conditions de stabilité demandées par les Commissaires sont assurées d'une façon définitive et permanente.

Sur ce point, le Gouvernement de Sa Majesté peut parler non pas seulement en son nom, mais aussi au nom du Parlement et du Gouvernement de l'Irak, dont le Premier Ministre m'a transmis hier la résolution suivante :

« La nation irakienne représentée par la Chambre des Députés, déclare sa vive amitié pour la Grande-Bretagne et exprime le désir de rester son alliée après l'expiration du Traité actuel. »

Le second point sur lequel insistent les Commissaires dans leurs conclusions finales, est la nécessité de tenir compte des vœux émis par les Kurdes qui demandent que des fonctionnaires de race Kurde soient désignés pour l'administration de leur pays, pour l'exercice de la justice et pour l'instruction dans les écoles, et que la langue kurde soit la langue officielle de tous ces services. Le Gouvernement de Sa Majesté est heureux de donner l'assurance que le système actuel qui, dans une large mesure, répond aux vœux de la commission, restera en vigueur et sera même rendu plus effectif.

Après avoir ainsi exposé nettement les réponses du Gouvernement de Sa Majesté et du Gouvernement de l'Irak aux questions impliquées par la recommandation essentielle de la Commission et avant de traiter la question de la frontière suggérée par la commission dans cette recommandation, je me crois tenu d'examiner rapidement, mais attentivement, les autres possibilités qui ne sont point, à vrai dire, recommandées par les Commissions sous leur propre responsabilité, mais qui le sont indirectement dans le paragraphe E de leurs conclusions politiques.

et dans le dernier paragraphe de la section contenant leurs conclusions finales. Ils présentent ces possibilités comme des suggestions que le Conseil pourrait estimer avantageuses au point de vue de l'établissement d'une paix durable ou aussi au point de vue de l'équité. Je veux naturellement parler de la proposition qui a été faite de diviser entre la Turquie et l'Irak le territoire au sud de la ligne de Bruxelles, proposition que les Commissaires ont précisée en indiquant la ligne du Petit Zab comme frontière possible. Or, il ressort de tout ce qu'ont exposé les Commissaires dans leur rapport qu'une telle suggestion ne peut être justifiée par aucune considération touchant le fond de la question en ce qui concerne le territoire contesté lui-même. Au point de vue économique et stratégique, toute ligne passant au sud de la ligne de Bruxelles, est, comme l'ont montré les Commissaires eux-mêmes, moins satisfaisant que celle-ci et une frontière fluviale, comme celle du Petit Zab, présente évidemment tous les inconvénients qui lui ont été reprochés du point de vue stratégique au paragraphe 5 des conclusions générales de la Commission. Bien plus, au point de vue ethnique et au point de vue des vœux exprimés par les habitants, une pareille ligne de démarcation impliquerait le maximum même d'injustice et de déceptions pour tous les intéressés. Elle exclurait de l'Irak le grand centre arabe de Mossoul en même temps que la majorité de la population chrétienne désireuse de demeurer en Irak et ne parviendrait pas à englober dans la Turquie la majorité de l'élément turc du vilayet de Mossoul que l'on pourrait supposer avoir pour la Turquie un attachement sentimental.

La seule justification proposée pour une semblable solution, indéfendable au point de vue de la situation réelle dans le territoire contesté, se trouve dans ces considérations étrangères que j'ai mentionnées et au sujet desquelles je voudrais dire d'abord que c'est précisément une solution juste, obtenue en considérant la question en elle-même, qui peut le mieux assurer les condi-

tions d'une paix permanente et que toute tentative en vue de triompher de l'opposition faite par l'une des parties à une solution juste, donnant à cette partie ce qui ne lui est pas dû si on examine la question en elle-même, ne peut que créer la mécontentement et un état d'agitation, tant chez les populations directement intéressées, qu'entre les Etats dont l'un estimera qu'il a exploité avec succès sa propre intransigeance.

Je désirerais ajouter ensuite que la première condition d'une paix durable dans le Proche-Orient réside dans le maintien et le développement efficace de l'organisation des Etats et des communautés qui ont été créées dans cette région sous les auspices de la Société. L'Etat de l'Irak n'est pas le moins important d'entre eux et la Société des Nations est, à mon avis, directement intéressée à ce que cet Etat, qu'elle a aidé à progresser au point où il en est aujourd'hui, sur la voie de la sécurité et du progrès, soit mis à même de poursuivre son développement pacifique, dans l'intérêt de sa propre population aussi bien qu'en vue du progrès économique général et de la stabilité politique dans le Proche-Orient. Cette considération essentielle ne semble pas avoir été suffisamment présente à l'esprit des Commissaires, qui, à part une seule allusion à l'importance essentielle qu'il y a à conserver à l'Irak la région du Diala, ont d'un bout à l'autre discuté les aspects économiques et stratégiques de la question, soit au point de vue théorique, soit au point de vue purement local des districts immédiatement intéressés, et sans tenir compte de leur importance pour la vie de l'Etat, dont l'existence même se trouve en jeu.

Je suis dans l'obligation de déclarer à mes collègues, avec toute l'insistance en mon pouvoir, que toute frontière qui privierait l'Irak de ses districts à blé les plus riches et d'une partie importante de ses revenus, ainsi que certaines de ses meilleures ressources en hommes pour le recrutement de ses forces militaires, et qui le laisserait financièrement et militairement affaibli, ayant à résoudre le problème de défendre une frontière

stratégiquement impossible à défendre, une telle frontière, dis-je, imposerait à ce pays une tâche dépassant entièrement ses capacités et dont il serait vain, de la part de la Société, d'espérer que le Gouvernement britannique ou le contribuable britannique assument la responsabilité.

En un autre endroit de leur rapport, les Commissaires ont, naturellement et légitimement, montré leur inquiétude concernant la stabilité future de l'Etat de l'Irak. Je ne puis m'empêcher de penser que, lorsqu'ils ont envisagé la possibilité d'un partage tel que celui qu'ils ont esquissé, ils ont dû, un instant, perdre de vue cette considération qu'un tel partage constituerait pour la stabilité de l'Irak, un danger plus grave et permanent que le retrait prématuré de l'appui britannique, et risquerait de créer un état de choses tel que le Gouvernement de Sa Majesté se trouverait dans l'impossibilité de maintenir son assistance. Les Commissaires (paragraphe E de la page 88, de leur rapport), ont émis l'avis qu'" aucun inconvénient d'ordre politique ne résulterait de ce partage ". Je me permettrai de répondre, non seulement qu'il s'ensuivrait inévitablement une panique et une fuite immédiate en Irak, de la population chrétienne au nord de la frontière proposée, ainsi que de milliers d'autres personnes qui se considèrent comme faisant partie de l'Irak, mais encore que les fondations morales tout entières, dont dépendent les relations du peuple irakien vis-à-vis du Gouvernement de Sa Majesté et de la Société des Nations, s'en trouveraient minées d'une manière fatale. J'espère avoir clairement montré à mes collègues, sans exagération, mais dans la pleine conscience de la gravité de la question en jeu, la sérieuse responsabilité qu'ils assumeraient en adoptant une telle solution comme alternative à la recommandation précise de la Commission.

En ce qui concerne cette recommandation, il se pose toutefois un problème d'une importance capitale, auquel j'ai déjà fait allusion, mais que je n'ai pas encore examiné. Je veux parler de la demande que nous avons formulée, au nom de

l'Irak, en vue d'une extension, vers le nord, de la frontière provisoire actuelle, extension modéré, de nature à assurer à l'Irak la plus grande sécurité possible au point de vue stratégique, sans entraîner cependant d'inconvénients d'ordre économique ou stratégique de la Turquie, et permettant en même temps aux survivants de la nation assyrienne de vivre de nouveau dans une partie un peu importante du pays de leurs ancêtres.

Cette demande, dans la mesure où elle touche le droit qu'a le Gouvernement de Sa Majesté de réclamer une frontière allant au-delà de l'ancienne frontière septentrionale du vilayet de Mossoul, est écartée par la Commission pour le motif que la frontière septentrionale du vilayet est la frontière réclamée à Lausanne par Lord Curzon, et que le Gouvernement britannique, en présentant une nouvelle demande au cours des discussions de Constantinople, a ouvert une nouvelle question. A cet argument, je crois devoir répondre que le Gouvernement de Sa Majesté ne saurait admettre que les circonstances qui ont primivement provoqué le renvoi de ce différend au Conseil, écartent *à priori*, la possibilité d'examiner en elle-même la valeur d'une frontière située au nord de l'ancienne frontière du vilayet de Mossoul.

Le Gouvernement de Sa Majesté n'a jamais admis le point de vue de la Turquie, suivant lequel l'objet du différend actuel est l'avenir du vilayet de Mossoul. Si un tel point de vue avait été admis par les délégués britanniques à la Conférence de Lausanne ou par la Conférence dans son ensemble, il n'est pas douteux que le Traité de Lausanne n'aurait été rédigé différemment. Sous sa forme actuelle, le Traité ne vise que « l'établissement de la frontière entre la Turquie et l'Irak » et c'est sur la même base que l'affaire a été renvoyée à la Société des Nations et que le Conseil lui-même a rédigé la résolution instituant la Commission. Nous nous considérons par conséquent comme étant pleinement en droit, et comme ayant en réalité le devoir,

d'insister sur notre demande en vue de ce que nous considérons comme la frontière appropriée, tant au point de vue de la sécurité permanente de l'Irak et des relations pacifiques entre l'Irak et la Turquie, qu'au point de vue de la population intéressée elle-même.

La Commission a exprimé l'avis que la ligne de Bruxelles offre une frontière stratégique à peu près aussi bonne que la frontière que nous réclamons.

Je dois objecter à cela qu'une ligne frontière consistant en une chaîne presque ininterrompue de sommets alpins, absolument inaccessibles en hiver et ne pouvant être traversé en été que par un petit nombre de cols difficiles, doit présenter des avantages plus grands au point de vue de la défense, et, par suite, inspirer un sentiment plus grand de sécurité, permettant une réduction correspondante des préparatifs militaires, qu'une ligne quelconque tracée le long d'une série moins continue, et d'une faible altitude, de contreforts de la chaîne principale. Je me permettrai d'inviter mon collègue italien à considérer si l'ancienne frontière qui protégeait l'Italie contre l'Autriche était réellement à peu près aussi avantageuse, au point de vue stratégique, que celle que l'Italie a maintenant obtenue le long des cimes principales des Alpes. Ce n'est point pour obtenir des avantages militaires quelconques que j'insiste sur cette considération auprès du Conseil, mais seulement en vue d'une sécurité plus grande, de la réduction des armements et de la paix permanente.

J'en viens maintenant à la demande qu'ont faite les Assyriens en vue d'être autorisés à réintégrer tout au moins une partie de ce qui constitue leur patrie depuis 1500 ans. Dans leur rapport, les Commissaires reconnaissent la nécessité de protéger ces descendants, de longue lignée et si intéressants, d'une nation jadis puissante, et de leur permettre de vivre dans les conditions les plus favorables qu'il soit possible de leur assurer. Or, les Commissaires s'opposent précisément à la solution à la fois la

plus conservatoire au point de vue de l'histoire des Assyriens, et la plus conforme à leurs désirs, en se basant en premier lieu sur le fait que la demande présentée à Constantinople par le Gouvernement britannique équivalait à ouvrir une nouvelle question, et, en second lieu, sur le fait que les Assyriens ont pris les armes contre la Turquie pendant la guerre. J'ai déjà fait justice de la première de ces objections. En réponse à la seconde, je me contenterai de dire que, même si le soulèvement des Assyriens n'avait pas été provoqué, comme ce fut le cas, d'après mes renseignements, par des massacres qui avaient eu lieu quelques mois avant leur rébellion, l'argument avancé par les Commissaires militerait également contre l'accomplissement des aspirations nationales des Arabes, qui ont, eux aussi, pris les armes contre le Gouvernement turc pendant la guerre, ou des aspirations nationales des Tchèques, des Yougoslaves ou des Roumains, qui ont pris les armes contre l'Autriche.

En guise de contre-projet à notre proposition, les Commissaires ont suggéré que la solution la plus satisfaisante consiste-rait, pour les Assyriens, à accepter l'offre qu'avait faite le délégué turc à la Conférence de Constantinople de leur permettre de rentrer dans leurs anciens foyers sous la souveraineté turque. Le Gouvernement de Sa Majesté est convaincu que les Assyriens n'accepteront jamais cette solution. Je n'ai pas l'intention de développer en ce moment les raisons qui nous ont amenés à être d'un autre avis que les Commissaires sur ce point. Cependant, je suis prêt, si l'on m'y invite, à les exposer à mes collègues.

Le Gouvernement de Sa Majesté a fait procéder à une enquête minutieuse et complète sur la possibilité d'établir la population assyrienne en deçà de la « ligne de Bruxelles ». Il résulte des renseignements en la possession de ce Gouvernement, qu'il serait absolument impossible de trouver en Irak des territoires permettant aux Assyriens de s'établir en communauté homogène et organisée. Sans doute, ils pourraient être dissé-

minés peu à peu dans les villages assyriens et chaldéens, situés au sud de la ligne de Bruxelles. Cela aurait toutefois pour résultat de détruire définitivement l'espoir que nourrit légitimement cette ancienne communauté de continuer à mener une existence indépendante et homogène dans sa terre natale. Il serait possible de satisfaire ces espérances au moyen de cette rectification modérée de la frontière, rectification légitimée, en tout état de cause, par des considérations stratégiques, et je me permets d'inviter le Conseil, pour ces deux motifs, à vouloir bien considérer de la façon la plus favorable la proposition que nous avons présentée sur ce point.

Il y a enfin un autre point sur lequel je crois devoir expliquer clairement l'attitude du Gouvernement de Sa Majesté. Parmi les diverses recommandations spéciales contenues dans le paragraphe VIII du rapport de la Commission, figure celle-ci : que la Société des Nations désigne un représentant qui résiderait quelques années dans le territoire faisant l'objet du litige, et qui aurait pour mission, à la fois de recevoir les plaintes des particuliers qui se croiraient lésés ou persécutés, et d'assurer la protection des minorités. Personnellement, je doute fort qu'il soit pratiquement possible d'adopter une proposition que la Société des Nations n'a point encore, que je sache, adoptée ailleurs en matière de protection des minorités, et qui ne paraît pas entièrement compatible avec le principe du mandat. Il n'existe pas non plus, semble-t-il, de raison suffisante pour qu'une mesure destinée à la protection des minorités et surtout des minorités chrétiennes, soit limitée au territoire faisant l'objet du litige, au lieu de s'étendre à l'ensemble des territoires de la Turquie et de l'Irak. Je voudrais ajouter, cependant, que si le Conseil désirait faire cette expérience, le Gouvernement de Sa Majesté accepterait cette proposition en ce qui concerne l'Irak, à condition que le Gouvernement turc l'accepte de même pour la Turquie, et étant entendu que le représentant susvisé ne possède aucun pouvoir exécutif ou administratif, mais n'ait

qu'un rôle d'observateur et ne puisse qu'adresser des rapports sur les affaires qui l'intéressent par la voie des Gouvernements intéressés. Quant aux autres recommandations spéciales faites par la Commission dans le même paragraphe, le Gouvernement de Sa Majesté n'a aucune critique à présenter et est disposé à les accepter.

Je désirerais répéter pour terminer, que la seule chose qu'ait à cœur le Gouvernement de Sa Majesté est de sauvegarder à la fois les intérêts des populations directement intéressées du territoire contesté, et à point de vue plus large, le développement pacifique et le progrès politique et économique de la jeune nation dont la Grande-Bretagne a accepté de prendre la responsabilité sous les auspices de la Société des Nations. Le Gouvernement britannique est donc prêt à continuer de supporter cette responsabilité à l'égard de la Société des Nations, dans la mesure qui peut être nécessaire pour satisfaire aux conditions spécifiées par la Commission dans sa recommandation essentielle. Le Gouvernement britannique doit cependant insister sur sa conviction qu'il ne peut, d'une façon adéquate, s'acquitter de cette responsabilité et atteindre les fins proposées que si est acceptée sa revendication touchant la frontière. Toute autre frontière moins satisfaisante, telle que la ligne de Bruxelles proposée par la recommandation essentielle de la Commission, présenterait de sérieux désavantages ; d'autre part, le Gouvernement britannique a l'obligation de considérer que, toute atteinte à l'unité territoriale actuelle de l'Irak, au-delà de cette ligne, entraînerait les plus graves possibilités de désastres pour toute la politique de régénération de l'Irak à laquelle la Grande-Bretagne s'est consacrée. Je voudrais seulement demander à mes collègues de se rendre compte de l'importance immense qu'il y a à parvenir à une solution décisive du problème au cours de la présente session du Conseil, et à mettre fin à la situation d'attente et à l'état d'agitation où se trouvent les régions intéressées et qui entravent grandement l'œuvre de

l'administration et le développement économique. Quelle que soit la décision que prenne le Conseil, le Gouvernement de Sa Majesté l'acceptera loyalement, et j'ai confiance que l'attitude du Gouvernement turc, avec qui nous ne souhaitons que de vivre en bon et paisible voisinage, sera identique à la nôtre. C'est dans l'espoir d'assurer une paix durable que la question a été renvoyée pour décision à la Société des Nations. C'est dans le même espoir que les deux Gouvernements se sont engagés à accepter la décision de la Société des Nations.

— — —

EXPOSÉ

de TEVFIK ROUSCHDY BEY

Ministre des Affaires Etrangères de Turquie

**à la séance tenue à Genève le 3 septembre 1925
(après-midi), du Conseil de la Société des Nations.**

J'ai écouté avec un vif intérêt l'exposé de Monsieur le Représentant britannique, mais, n'ayant pas encore eu la copie de ce document — qui demande à être étudié pour formuler ma réponse — je me réserve de répondre ultérieurement à tout point qui ne figurerait pas dans l'exposé que je vais faire.

J'ai lu attentivement le rapport de l'honorable Commission chargée par le Conseil de la Société des Nations d'étudier sur place la question de Mossoul et tiens à la remercier vivement, au nom de mon Gouvernement, pour toute la peine qu'elle s'est donné en entreprenant ce long voyage. Je désire exprimer succinctement et d'une façon générale mon opinion au sujet de ce rapport.

Je ne crois pas qu'il soit nécessaire d'exposer à nouveau les arguments de différents ordres mis en avant durant et depuis la Conférence de Lausanne, par les deux parties ; ces arguments sont connus de tous et, pour faciliter leur étude, le Gouvernement turc a réuni dans un Livre rouge, récemment publié, les documents nécessaires à cet effet ; de nombreux exemplaires de cet ouvrage ont été mis à la disposition de la Société des Nations.

C'est pourquoi j'estime devoir aborder de suite le fond même du débat en étudiant le rapport remis par l'honorable Commission. Pour faciliter cette étude, on pourrait diviser le susdit rapport en trois parties essentielles qui sont :

- I. les constatations faites par la Commission ;
- II. la situation juridique du territoire contesté ;
- III. les conclusions qu'on voudrait tirer des considérations figurant dans ces deux parties.

Prenons séparément chacune de ces trois parties.

I. Constatations faites par la Commission.

On trouve dans le rapport des récits et des constatations qui démontrent avec une telle éloquence la légitimité de la thèse turque, qu'aucun doute ne peut plus subsister nulle part à cet égard.

S'il fallait résumer brièvement le contenu du rapport relatif à ces constatations, on pourrait dire :

- a) qu'au point de vue géographique, il a été démontré d'une façon péremptoire que le territoire contesté ne fait pas partie de l'Irak ;
- b) qu'au point de vue historique, les Turcs ont joué à Mossoul un rôle prépondérant ;
- c) qu'au point de vue ethnographique, la très grande majorité de la population du susdit territoire n'a aucun rapport avec celle de l'Irak et qu'au contraire ce territoire est habité par une population dont la plus grande partie appartient à des races qui forment le peuple de Turquie ;

d) Il y aurait beaucoup de choses à dire sur les constatations d'ordre économique faites par la Commission ; d'ailleurs, comme cela est reconnu dans le rapport même, la Commission a pu seulement faire des constatations relatives à la période actuelle qui, par la force même des choses, est une période anormale. Tout en me réservant de présenter, le cas échéant, les observations du Gouvernement de la République à ce sujet, je me contenterai, afin d'être bref, de parler du résultat pratique auquel la Commission est arrivée. A la page 61 du rapport, on peut lire ce qui suit :

« Les parties centrales et septentrionales du liva d'Erbil dépendent autant de Mossoul que de Bagdad.

» Le liva de Mossoul dépend exclusivement de la ville de Mossoul. Il est à considérer cependant que si Mossoul est le marché du liva, l'excédent de ce qui peut être consommé sur place est transporté à Bagdad par la voie fluviale. Ces transports pourraient continuer à se faire, même dans le cas où Mossoul serait séparé politiquement de Bagdad ; il suffirait que des accords économiques fussent conclus entre les deux pays ; ces accords seraient aussi avantageux pour Bagdad où l'apport des produits du nord diminuerait le coût de la vie, que pour Mossoul dont Bagdad est le débouché. »

En outre, à la fin de son rapport (page 90, Mesures commerciales), la Commission déclare que dans l'intérêt même du territoire contesté et des pays limitrophes, des accords régionaux sont nécessaires pour faciliter le commerce entre ces différentes régions. Messieurs les Commissaires montrent par là que des ententes régionales peuvent assurer le bien-être économique de la population intéressée (quelle que soit la solution à intervenir) et que c'est seulement dans le cas où, au point de vue économique, on créerait une espèce de muraille de Chine entre le territoire contesté et les pays environnans ou entre les dif-

férentes parties de ce territoire que sa population aurait à souffrir.

En face d'une pareille constatation, toute discussion sur cette question devrait être considérée comme superflue.

Je ne puis toutefois m'empêcher de citer l'alinéa suivant emprunté au rapport de l'honorable Commission et qui montre bien la pensée de ceux des habitants du vilayet qui ont déclaré préférer l'Irak pour des raisons économiques :

« Les motifs économiques étaient fréquemment invoqués et généralement par des personnes ayant une certaine instruction.

» Ils étaient pour la plupart en faveur de l'Irak et basés sur l'importance des relations commerciales avec Bagdad. Il faut ajouter, cependant, que la sincérité des arguments économiques n'était pas toujours d'une valeur incontestable. On connaissait assez bien dans la région les arguments économiques mis en avant par le Gouvernement britannique, et on les répétait quelquefois pour donner du poids au témoignage. Il est arrivé qu'un chef refusât de répondre à une question purement économique — il s'agissait des directions d'exportation des brebis — en prétextant le caractère politique de la question. »

Je pense que ces phrases se passent de tout commentaire.

e) J'étudierai plus loin et en détail les constatations de la Commission relatives aux vœux de la population.

f) Quant aux constatations stratégiques faites par la Commission, on verrait en lisant le rapport qu'elles n'ont pas été considérées de nature à influencer les conclusions finales.

II. Situation juridique du territoire contesté.

Cette situation est déjà connue de tout le monde. Je tiens à ce sujet à remercier tout particulièrement Messieurs les Commissaires pour le fait qu'ils ont exposé cette situation avec toute la clarté voulue. En effet, comme ils l'ont constaté, la Turquie n'a jamais songé à renoncer à son droit de souveraineté sur le territoire contesté.

III. Conclusions.

Avant d'aborder cette partie de mon exposé, je tiens en premier lieu à faire une remarque :

Tout examen impartial du document fourni par la Commission, ne pourrait ne pas déceler les faits suivants qui sont en même temps les conditions déterminantes de toute solution à prendre :

a) Les considérations de différents ordres émises de part et d'autre doivent en tout premier lieu être distinguées, selon qu'elles sont ou non, d'après leur nature, susceptibles d'entraîner raisonnablement un changement politique dans le statut du vilayet de Mossoul.

b) Envisagées de ce point de vue, les considérations topographico-géographiques, les considérations historiques, les considérations stratégiques, et enfin les considérations économiques régionales, sont des considérations qui, tout en étant, d'après le rapport même, pour la plupart en faveur de la Turquie, ne peuvent évidemment décider, à elles seules, du sort d'un territoire. De pareilles considérations n'ont jamais déterminé, dans l'histoire, le transfert d'un territoire d'une souveraineté à une autre.

c) Les considérations ethniques constituerait, d'après les conceptions modernes, un des éléments d'une solution raisonnable des questions territoriales. Dans le cas du vilayet de Mossoul, ces considérations ne sont nullement en faveur de l'Irak, peuplé presque exclusivement d'Arabes, tandis que la consistance ethnique de cette région est identique à celle d'une grande région de la Turquie, même en se basant sur les estimations faites par le Gouvernement de l'Irak, figurant dans le rapport et où le nombre des Turcs est encore réduit de moitié en comparaison du nombre donné par les estimations britanniques antérieures.

d) Les considérations politiques, telles que les vœux des populations, la situation juridique du territoire contesté, l'instabilité caractérisé qui, d'après le rapport, existerait dans la politique intérieure de l'Irak, l'incompatibilité des moeurs, des convictions politiques et des croyances religieuses entre les Turco-kurdes et Arabes sunnites du nord et les Arabes en majorité chiites du sud, etc., sont d'importance primordiale.

Ceci dit, je passe à la troisième partie du rapport, celle relative aux conclusions. Cette partie, ayant trait à la solution qui devra être donnée à la question soumise au Conseil, a une importance toute particulière.

En étudiant le rapport, on verrait, comme je viens de le dire tout à l'heure, que les considérations d'ordre politique sont estimées par la Commission aussi comme devant constituer un des facteurs prépondérants.

Il est vrai qu'on pourrait trouver dans le rapport des phrases montrant que les considérations économiques ont eu également leur part dans la présentation des conclusions, mais, ainsi que j'ai déjà eu l'honneur de l'exposer plus haut, la Commission estime que le principal remède aux perturbations d'ordre économique qu'amènera forcément n'importe quelle solution de Mossoul, réside dans la conclusion d'accords régio-

naux, plus que dans l'attribution de telle ou telle localité à tel ou tel pays.

En effet, par suite des progrès réalisés dans les moyens de communication et de transport, il ne saurait être question de se baser sur des besoins économiques régionaux pour l'attribution d'un territoire à un pays. Les échanges économiques des différentes parties du territoire contesté se font, comme les échanges économiques de tous les autres pays, grâce aux routes, pour les endroits rapprochés, situés soit dans les pays limitrophes, soit à l'intérieur de ce territoire, et grâce aux voies de communication de toutes sortes, terrestres, maritimes ou fluviales, pour les pays éloignés.

Le Tigre est, pour le territoire contesté, un trait d'union qui le relie tant aux régions en amont qu'aux régions en aval de Mossoul ; de même, les chemins de fer déjà construits, ainsi que ceux qui pourraient l'être, dès que la situation sera devenue normale, facilitent, et faciliteront les relations de ce territoire, tant avec les ports de la Méditerranée et de la Mer Noire qu'avec ceux du Golfe Persique.

Ceci étant, et vu que le principal commerce d'importation et d'exportation du territoire en question a trait aux marchandises échangées avec l'Europe, il ne saurait y avoir de contestations sur le fait que les chemins les plus courts le reliant à l'Europe sont ceux de la Méditerranée et de la Mer Noire.

La brochure « Mésopotamie », publiée sous la direction de la Section historique du *Foreign Office*, reconnaît cette vérité en déclarant à la page 105 après avoir donné le chiffre concernant le commerce du port de Basra :

« Ces chiffres néanmoins ne représentent pas tout le volume du commerce extérieur de la Mésopotamie, parce qu'ils ne tiennent pas compte : a) du commerce d'importation et d'exportation de la Mésopotamie du Nord avec l'Europe, lequel,

normalement, entre et sort de la Mésopotamie par Alep, Diarbékir et Samsoum »...

Dans cette brochure, le vilayet de Mossoul est compris dans la Mésopotamie du Nord.

Cette citation figure dans la réponse faite par le Gouvernement turc à la Commission (voir Livre rouge, p. 292).

C'est donc seulement dans le cas où l'on voudrait placer de force le territoire contesté sous le monopole de la Puissance qui domine le Golfe Persique et rompre ses relations économiques normales avec l'Europe qu'on pourrait affirmer la supériorité de la voie du Golfe Persique sur celle de la Méditerranée ou de la Mer Noire, étant donné surtout que le chemin de fer devant relier Mossoul à la Méditerranée a atteint Nousseybin, en territoire turc.

Je crois qu'il ne serait pas inutile d'étudier, tant au point de vue turc qu'au point de vue mondial et européen, les répercussions que pourraient avoir dans le domaine économique les différentes solutions qui pourraient intervenir dans l'attribution du territoire contesté.

Mossoul, placé sous la domination britannique, c'est la Turquie menacée dans sa sécurité (comme je l'expliquerai tout à l'heure) et forcée de consacrer une grande partie de ses ressources à se garantir contre le danger la menaçant du Sud-Est ; c'est la défiance régnant dans les relations internationales en Orient ; et, partant de là, le marasme économique dans cette contrée, se répercutant naturellement en Occident et empêchant en grande partie la reprise des échanges telles qu'elles auraient eu lieu normalement.

Tandis que la solution contraire, je veux dire la solution normale, en rassurant la Turquie, donnera à la situation tant politique qu'économique de l'Orient, une stabilité qu'elle n'a pu connaître depuis des années.

La reprise économique qui en résulterait permettrait à la Turquie et à tous ses voisins d'augmenter leur production ainsi que leurs achats à l'étranger et d'être en meilleure posture pour s'acquitter de leurs engagements financiers ; nul ne pourrait nier l'heureuse influence qu'un tel état de choses aurait sur les marchés européens.

Je passe maintenant aux questions d'ordre politique. Parmi les facteurs politiques cités dans le rapport de la Commission, les vœux des populations occupent, comme de juste, une place importante.

D'ailleurs, aux yeux du Gouvernement de la République, c'est précisément ce facteur qui doit occuper avec la question de sécurité la toute première place.

La Turquie a en effet toujours déclaré que, tant qu'il ne sera pas établi, par une manifestation libre et sincère de la volonté populaire, que les habitants du territoire contesté ne désirent pas rester sous la souveraineté turque, elle ne pourra renoncer à ce territoire qui lui appartient incontestablement.

Or, les faits cités dans le rapport en question établissent encore une fois combien la population intéressée désire rester sous la souveraineté turque.

Qu'il me soit permis de citer quelques parties du rapport décrivant l'attachement des populations envers la Turquie.

1. Sandjak de Mossoul.

A la page 8 du rapport se trouve le récit suivant :

« Le 27 janvier, jour de l'arrivée de la Commission à Mossoul, j'entrepris une promenade en ville, accompagné de MM. Roddolo et Charrère. Comme je quittais notre demeure, le général Djévad Pacha en uniforme s'offrit à m'accompagner. *J'acceptai d'autant plus volontiers que j'étais curieux de me rendre compte de l'impression que pouvait faire cet uniforme*

sur la population. A peine étions-nous dans la rue, *la police ne nous ayant pas encore suivis*, qu'une trentaine de personnes que je jugeai être des Arabes, entourèrent le pacha, lui baissèrent les mains tandis que s'élevaient les cris de : « Vive la Turquie ! » La foule grossit derrière nous ; elle pouvait être de deux cents personnes environ et les clamours allaient en augmentant. Comme nous venions de dépasser les casernes, quelques policiers intervinrent et s'efforcèrent de disperser le public.

» Arrivés devant le Bazar, nous fûmes rejoints par trois officiers de police, dont un Anglais. La foule qui nous entourait fut grossie par l'afflux de personnes se trouvant dans le Bazar. Le Pacha fut l'objet de nouvelles acclamations et de nouvelles démonstrations de sympathie. Cette foule paraissait composée d'éléments assez divers, certains de fort bonne apparence, d'autres au contraire paraissaient être des mendians auxquels s'étaient joints de très nombreux enfants. Les policiers renouvelèrent leurs efforts pour disperser le public qui parut obéir à leurs injonctions ; c'est alors que nous remarquâmes que derrière nous, deux policiers étaient intervenus à coups de canne et l'un d'eux se précipitant sur un homme d'âge moyen, qui s'était réfugié dans une boutique du Bazar, le battit violemment sous nos yeux. Je jugeai devoir intervenir. Je fis appeler un officier et lui dis : Je vous défends de frapper les gens, en présence d'un membre de la Commission de la Société des Nations.

» Poursuivant notre promenade dans la direction de la municipalité nous fûmes suivis d'une foule sans cesse accrue que les policiers s'efforçaient de contenir. Arrivant devant le Club nationaliste de l'Irak, situé en face de la Municipalité, nous fûmes témoins d'une contre-manifestation des étudiants arborant des cocardes aux couleurs de l'Irak et acclamant le roi Fayçal.

» Toujours suivis par la foule et encadrés de policiers, nous regagnâmes notre habitation. »

Voilà la tendance de la population d'une ville représentée comme étant essentiellement arabe ; tendance d'autant plus fidèle que spontanément et subitement manifestée, grâce à la promenade impromptue de Monsieur le Comte Teleki, manifestation accueillie de coups de bâton sous les yeux des membres de la Commission de la Société des Nations.

A la page 9, on peut lire :

« La situation de la Commission à Mossoul devenait de plus en plus délicate. Nous apprenions que des personnes qui avaient manifesté en faveur de la Turquie avaient été emprisonnées. Le personnel de la Commission était lui-même l'objet d'une surveillance de tous les instants. Deux postes de police, établis aux entrées de l'habitation de la Commission, étaient chargés de noter les allées et venues des membres et des secrétaires, et de téléphoner aussitôt au poste central de la ville. *Dans ces conditions les commissaires jugèrent impossible toute enquête impartiale* ; ils en informèrent les deux assesseurs, déclarant que la Commission ne commencerait pas ses travaux tant que cette situation se prolongerait ».

Plus loin, à la page 11, relatant une conversation avec le Haut-Commissaire britannique, le rapport déclare :

« Le Haut-Commissaire revient ensuite sur la question de la protection de l'assesseur turc et de sa suite. Des informations lui sont parvenues selon lesquelles le parti pro-turc organise des escortes armées dont le rôle serait d'accompagner partout le général Djévad Pacha. Evidemment, la police devrait procéder à l'arrestation des membres de ces escortes, dont les agissements pourraient être la cause de troubles et de désordres.

» Le président et les commissaires lui font remarquer que, jusqu'à présent, la police s'est abstenu de disperser les manifestants en faveur de l'Irak, qu'elle n'a pas usé de ses pouvoirs discrétionnaires d'une manière impartiale, ayant donné l'impression que certaines démonstrations auxquelles la Commission a assisté étaient tolérées, peut-être même favorisées par elle. Le comte Teleki ajoute que s'il s'est borné à protester contre les brutalités dont il a été le témoin, il n'en faut pas conclure qu'il a approuvé les autres mesures de police. »

A la page 78 on peut lire :

« Les sentiments des Kurdes du liva étaient, surtout au commencement, presque impossibles à découvrir à cause de la peur des témoins qui étaient intimidés par une propagande énergique, menée par les nationalistes extrémistes arabes de Mossoul. Cette propagande, qui prenait parfois des formes menaçantes, ne fut que trop encouragée par les chefs de l'administration.

» Le sentiment national kurde est beaucoup moins développé que dans le sud du territoire. Dans les régions nord-est du liva, il n'existe même pas. Une majorité considérable en faveur des Turcs est certaine dans quelques nahiés ; dans d'autres, il serait vain d'essayer de tirer des conclusions, tandis qu'il y a aussi des districts kurdes favorables à l'Irak.

» Les Turcs des environs immédiats de Mossoul avaient des sympathies pour la Turquie, mais étaient aussi intimidés par les Kurdes. Par contre, les habitants de la ville de Tel-Afar firent, malgré la présence d'une forte garnison, une grande démonstration pro-turque ».

Je me permettrai d'ajouter les extraits suivants du rapport de Djévad Pacha, assesseur turc auprès de la Commission, extraits dont Messieurs les Commissaires voudront bien, je l'espère, confirmer le contenu :

« Après l'arrivée de la Commission à Douhouk — à midi et demi — son attention fut attirée par une foule qui s'accroissait de plus en plus et parmi laquelle on remarquait des gendarmes en uniforme ; tous ces gens étaient massés sur un monticule très visible du bâtiment réservé au séjour de la Commission et situé à un kilomètre à l'est de la ville.

Cette masse, composée de quelques centaines de notabilités, de propriétaires, de fermiers, d'artisans, etc., se rapprochait de la maison occupée par la Commission ; mais l'allée et venue d'automobiles, entre ce groupe et la ville, augmenta notre étonnement. Au moment où les membres de la Commission échangeaient leurs impressions sur la composition de cette forte masse d'hommes, un groupe de dix personnes, suivi de tout le reste, nous renseigna sur l'objet de cette réunion.

» Il fut clairement démontré, en présence de Messieurs les délégués anglo-irakiens, grâce aux instances et aux prières adressées à MM. les Membres de la Commission, par les personnes sorties de la masse en question, que toute la population de Dohouk et des localités environnantes voulait le retour à l'Administration turque.

» Les membres de la Commission prirent note de cette manifestation et photographièrent les manifestants ; des exemplaires de ces photographies sont annexées au présent rapport.

» La délégation qui vint à nous formula nettement et à maintes reprises ses désirs par une seule phrase : « Nous voulons les Turcs ».

» La Commission me proposa, pour calmer cette manifestation spontanée, de conseiller le calme à la population, et comme il n'était pas exclu que les autorités d'occupation ne prissent prétexte de cette effervescence pour donner lieu à des incidents sanglants, je dis à ces personnes que la Commission étant suffisamment éclairée sur leurs désirs, je leur recommandais de retourner chez elles, de reprendre leur travail et d'avoir confiance dans le résultat de l'enquête.

» Les membres de cette délégation, apprenant que j'étais l'assesseur turc de la Commission, s'approchèrent de moi par petits groupes, en me baisant les mains, les larmes aux yeux, avec force marques de respect, et prouvérent ainsi leur attachement au Gouvernement turc, en présence de la Commission et des délégués anglo-irakiens.

» Ils dirent qu'ils pavoiseraient la ville aux couleurs turques. Je leur répétais à plusieurs reprises, et dans un langage approprié, les inconvénients qui pourraient résulter actuellement pour le pays et ses habitants d'arborer ce drapeau, et de l'impossibilité de le faire en présence des autorités d'occupation.

» Il fut également dit aux personnes dont les noms avaient été donnés à la Commission aux fins d'interrogatoire, d'écouter les explications qui leur seraient données par elle sur ses attributions et ses décisions, et d'être sûres de sa neutralité.

» On commença alors l'audition à huis-clos des témoins.

» Les démonstrations durèrent jusqu'au coucher du soleil, sur les collines entourant la ville.

» Nous passâmes la nuit du 17 au 18 mars à Dohouk et le lendemain on entendit les témoins envoyés par la ville d'Amadiah. Le 18 mars au matin, la formation, à la porte Est de la ville, d'une masse qui s'accroissait graduellement, montrait que l'état d'agitation de la veille ne s'était pas modifié. Le matin de bonne heure, nous allâmes en auto, avec Monsieur le comte Teleki, jusqu'au marché de Dohouk. Aussitôt notre descente de l'auto, la foule nous entoura. Durant tout notre retour, nous fûmes l'objet de démonstrations frénétiques de la part de la population. La façon empressée dont la foule m'entourait et me baisait les mains et le visage, était digne d'attention. Le comte Teleki photographia ces manifestants. Le plus grand désir de la foule était que la Commission assurât la vie et les biens des habitants qui étaient en perpétuel

danger, du fait des rrigueurs et des violences des autorités d'occupation.

» On leur expliqua que la Commission ne pouvait prendre aucune décision formelle, que, si la population travaillait avec calme et ne donnait lieu à des incidents, cela constituerait un point en faveur de leurs aspirations. Il me fut alors remis par certaines personnes, certains documents officiels, tels que des télégrammes au contenu fort éloigné de la vérité, qui étaient répandus parmi la population par le Gouvernement de l'Irak, ses partisans et les membres du parti de l'indépendance. Ces documents sont remis en annexe au rapport général.

» Nous retournâmes à notre domicile après toutes recommandations propres à calmer l'agitation existante.

» Trois personnes choisies dans les mêmes groupes vinrent plus tard s'adresser à l'ensemble de la Commission, pour lui demander de prendre des mesures propres à assurer leur vie et leurs biens. Il leur fut répondu qu'ils devraient attendre la solution à intervenir. »

Le général Djevad Pacha relève encore dans son rapport le fait suivant :

« Une demi-heure après notre arrivée à Zaho, pendant que je me promenais en ville, des groupes de policiers déguisés me précédaient et me suivaient en recommandant à la population de ne pas me regarder et de ne pas me témoigner des marques de respect et de déférence. Une personne se trouvant dans l'un des cafés à l'intérieur du bazar, qui s'était levée et avait pris une attitude respectueuse devant moi, malgré les menaces et les observations des policiers, fut insultée et battue en plein public, par un individu accompagnant un officier du nom d'Abdulrézak, habillé en civil ; cet officier était membre du parti de l'indépendance de l'Irak et avait été envoyé à Zaho, cinq jours auparavant. On avait ainsi voulu, par un geste éner-

gique, mater ceux qui nourrissaient des sentiments de déférence à l'égard de la délégation et du Gouvernement turc.

» Ce procédé fut l'objet de démarches énergiques de ma part auprès de la Commission, à laquelle je demandai de faire effectuer une enquête.

» Le président de la Commission ayant pris l'affaire en mains, fit demander des renseignements sur cet incident au gouverneur du caza, par l'entremise, comme d'habitude, du représentant britannique et le motif réel de l'agression décrite plus haut fut, de la sorte, mis en évidence par les déclarations faites en présence de la Commission par l'agresseur, ainsi que par sa victime ».

Il ressort de tout ce qui précède que la presque totalité de la population du liva de Mossoul a, malgré la pression officielle exercée sur elle, montré son attachement à la mère-patrie.

D'autre part, et je tiens tout particulièrement à souligner ce fait, les Arabes de Mossoul se sont en partie prononcés sans condition en faveur de la Turquie ; une autre fraction de la population arabe de ce sandjak a formulé les mêmes vœux parce qu'elle était contre le régime étranger existant actuellement en Irak.

A ce propos, permettez-moi de vous lire le dernier alinéa de la page 77 du rapport de la Commission :

« La majorité des témoins arabes s'est déclarée pour l'Irak. Les membres du parti de l'indépendance, très puissant dans la ville de Mossoul, ont affirmé avec beaucoup d'énergie leur volonté de voir le mandat et le traité anglo-irakien cesser aussi vite que possible.

» Certains d'entre eux ont ajouté qu'il préfèrent la Turquie à un Etat arabe placé sous un mandat ou subissant l'influence de conseillers administratifs étrangers. *Le nombre des témoins arabes pro-turcs dans la ville est assez considérable : 53 sur*

une totalité de 188, dont 102 se sont prononcés pour l'Irak sans conditions, 22 pour l'Irak avec certaines conditions, 8 étaient indécis et 3 se déclaraient seulement pour un gouvernement musulman.

» Si l'on considère l'importance sociale des témoins on arrive cependant au résultat qu'une grande majorité des électeurs secondaires et des personnes ayant appartenu dans les vingt dernières années au « Conseil municipal, ainsi que des chefs religieux musulmans, se sont déclarés pour un gouvernement arabe. *Les personnes appartenant aux classes pauvres se prononcèrent au contraire souvent pour la Turquie. Les sentiments xénophobes et anti-anglais sont fortement représentés parmi les Arabes.* »

Une remarque s'impose à ce sujet ; parmi les 102 témoins qui, sur 188, se sont prononcés en faveur de l'Irak, se trouvent pour la plupart des personnes qui sans l'appui, l'autorisation ou la complaisance des autorités anglaises et irakiennes, ne pourraient conserver leur situation actuelle. D'ailleurs, partout ceux que le rapport désigne sous la dénomination de « personnes appartenant aux classes pauvres », c'est-à-dire la masse du peuple, est partisan de la Turquie. Il est d'autre part difficile de préciser le nombre de ceux qui, parmi les 102 témoins ayant parlé en faveur de l'Irak, ont agi de la sorte par crainte de représailles.

On peut donc affirmer, en se basant sur le contenu du rapport, que la très grande majorité, sinon la totalité des 306,000 habitants du liva de Mossoul préfèrent la Turquie.

Pour le sandjak de Kerkouk, je citerai également le rapport de la Commission. A la page 77 on peut lire ce qui suit :

« Tous les chrétiens se sont prononcés, comme ils l'ont fait d'ailleurs dans les autres régions, en faveur de l'Irak, avec certains désirs dont nous parlerons tout à l'heure ; les Turcs

habitant pour la plupart le chef-lieu de la province ainsi que les localités voisines de la route d'Altyn-Keupru à Kifri, se sont dans leur majorité déclarés en faveur de la Turquie, mais une minorité a préféré l'Irak en invoquant des motifs économiques.

» Chez les témoins arabes et kurdes, les opinions divergeaient. *On pourrait supposer que la majorité des habitants arabes devait désirer le rattachement à l'Irak, mais un nombre considérable de leurs déclarations furent cependant favorables à la Turquie.* Si l'on se bornait à compter les déclarations kurdes, sans les analyser, on trouverait une forte majorité pro-turque. Mais les déclarations des grands chefs kurdes laissent plutôt supposer des sympathies pour l'Irak. *Il est à noter, toutefois, que plusieurs de ces chefs ont déclaré qu'ils reçoivent actuellement un traitement du Gouvernement de l'Irak pour assurer la sécurité des routes.*

» Les votes semblent avoir été, en général, donnés librement et sans qu'une *influence notable* de la part des autorités se soit fait sentir. »

Tout commentaire serait superflu.

Pour le liva d'Erbil, si l'on excepte le caza de Kouy Sandjak, qui se trouve dans les mêmes conditions que Suleymanieh, dont nous parlerons tout à l'heure, le rapport *est entièrement favorable à la Turquie*. Il y est dit, en effet, à la page 77 :

« Dans le caza central d'Erbil, les habitants du chef-lieu et les habitants de race turque, en général, étaient pour la Turquie *et les mêmes sentiments furent exprimés par un nombre considérable de Kurdes et d'Arabes.* Toutefois, quelques chefs de tribus kurdes ne voulaient entendre parler que d'un état libre kurde, placé sous une protection européenne, de préférence britannique. Il y avait aussi des Kurdes qui désiraient être rattachés à l'Irak ; ils étaient dans ce cas pour un mandat

britannique prolongé. Si cette condition ne pouvait être admise, ils préféraient un gouvernement turc à un gouvernement arabe. L'ensemble des opinions exprimées dans ce caza indique une majorité pro-turque.

» Le kaza de Revandouz situé près de la frontière turque, a une population plus arriérée que les autres. La majorité des témoins s'est prononcée pour l'Irak, mais il est extrêmement difficile de juger de leur capacité de saisir le problème. La situation géographique de ce kaza lui fera d'ailleurs suivre le sort réservé au kaza central. Les Juifs et la majorité des chrétiens de tout le liva sont favorables au Gouvernement de l'Irak avec mandat. »

Je tiens à faire remarquer que dans le caza de Revandia se trouve un certain Seïd Taha, dont l'occupation principale est de réunir des bandes armées et de les lancer contre le territoire turc. Ce seïd taha est, avec les Nestoriens armés par les autorités d'occupation, l'auteur principal des troubles qui ne cessent de se produire dans cette région.

Un autre fait digne d'attention mérite d'être signalé dans ce liva. Dans une lettre circulaire, dont un exemplaire signé par le Gouverneur d'Erbil a été remis par Djevad Pacha à la Commission, ce Gouverneur fait connaître à tous les notables et chefs de tribus de sa circonscription administrative les principales questions que la Commission adresse d'habitude aux personnes qu'elle interroge et donne ensuite les réponses qui devront être faites à ces questions. Les désirs des Kurdes d'être rattachés à l'Irak avec certaines garanties, leurs relations économiques qui seraient très développées avec Bagdad, et nulles avec la Turquie, ainsi que tous les arguments figurant dans les memorandums, rapports et autres documents britanniques, *se retrouvent* dans cette lettre, et par conséquent, dans les réponses faites par les personnes qui ont obéi aux injonctions du Gouverneur.

Il est probable que l'honorable Commission fit en partie allusion à cette lettre dans la phrase suivante déjà précédemment citée :

« Il faut ajouter cependant que la sincérité des arguments économiques n'était pas toujours d'une valeur morale incontestable. On connaissait assez bien dans la région les arguments économiques mis en avant par le Gouvernement britannique et on les répétait quelquefois pour donner du poids au témoignage. »

Venons maintenant au sandjak de Suleymanieh dont le chef-lieu fut occupé et évacué à maintes reprises par les forces d'occupation, dont une partie n'a jamais pu être occupée, et dont la population lutte continuellement, malgré l'infériorité évidente de ses moyens, contre les troupes britanniques.

Pour compléter la description du cadre dans lequel s'est déroulée l'enquête rapide menée à Suleymanieh par la Commission, qu'il me soit permis de citer le passage y relatif du rapport de Djéavad Pacha, qui fera assister le Conseil au voyage et au séjour de la Commission dans cette région :

« Départ pour la région du Suleymanieh, enquête et retour.

« La Commission dans son ensemble quitta Kerkouk par automobiles à destination de Souleymanieh, le 27 février 1905, à 9 heures 30.

» On partit dans la direction de l'Est, sous la protection de soldats britanniques armés de fusils automatiques et de revolvers, et montés dans huit auto-camions, et d'un corps de gendarmes irakiens, également armés et transportés dans des automobiles et camions se trouvant au centre et à la queue du convoi.

» A 11 heures du matin, on nous fit faire une halte de près d'une heure auprès du camp des Nestoriens, situé aux environs de l'entrée orientale de la localité de Djem-Djémal,

dans laquelle on ne nous fit pas entrer. Nous continuâmes notre route, après que nous fûmes survolés par cinq avions venant de Suleymanieh et allant vers Kerkouk.

» L'entrée et les deux côtés du défilé montagneux, dénommé Derbend Bazban, étaient protégés par des troupes.

» Les crêtes et les collines dominant les deux côtés de la route à partir de Tachlidja étaient également occupées par des troupes. On entra dans Suleymanieh, en suivant la route principale, sous la garde des soldats.

» Toutes ces précautions montrèrent à la Commission que l'Administration britannique ne pouvait se maintenir dans Suleymanieh et les régions avoisinantes que grâce à la force.

» La présence sur les collines dominant la ville de points d'appui entourés de fils de fer barbelés et fortement occupés, nous confirma dans notre conviction au sujet de l'existence dans cette région d'une Administration particulièrement dure et oppressive.

» Ces précautions étaient destinées à repousser les attaques de la population du liva, attaques qui s'étendaient jusqu'à l'extrême nord de la chaîne de Guevijé, à une heure et demie au nord de la ville.

» Au cours d'une promenade que je fis moi-même dans la ville, je pus lire sur le visage des habitants qu'ils étaient sous le coup d'une forte terreur. La Commission séjourna jusqu'au soir du 2 mars 1925 à Suleymanieh et s'occupa de l'interrogatoire des témoins.

» Dans tout le liva de Suleymanieh, dont la population s'élève à près de 200.000 habitants et dont l'étendue atteint presque le tiers de celle du territoire contesté, l'étude que nous fimes se borna à un séjour de trois jours dans le chef-lieu dont les environs même ne furent pas visités.

» On quitta, le 3 mars 1925 dans la matinée, Suleymanieh à destination de Kerkouk.

» On se mit cette fois en route sous la garde de fantassins et de cavaliers, avec les mêmes mesures de précaution et on arriva à Kerkouk le 3 mars 1925 au soir.

» Les personnes invitées par les Anglais à se faire entendre devant la Commission se componaient, entre autres, d'un jeune homme du nom d'Ahmed, fils de Tevfik Bey, nommé gouverneur de Suleymanieh par les autorités d'occupation, de personnes recevant des Anglais une allocation mensuelle pour assurer la tranquillité du passage dans certaines régions déterminées, ainsi que des chefs et cheihs de tribus nouvellement nommés à ces postes par les Anglais, contrairement aux coutumes et traditions locales, et servant par conséquent docilement les aspirations et les intérêts britanniques. »

Ce récit donne une idée suffisante du régime appliqué dans le pays, et des conditions dans lesquelles l'administration provisoire actuelle peut s'y maintenir. Peut-il exister quelque doute sur les véritables désirs d'une population ainsi terrorisée ?

Tous ces faits ne sont-ils pas plus éloquent que les déclarations faites dans une ville terrorisée par des personnes, sans mandat, se trouvant pour la plupart au service de la puissance occupante ? Quant aux Chrétiens, Israélites, Yézidis, etc., les lignes suivantes figurant à la page 78 du rapport de la Commission donnent un aperçu suffisant de leurs sentiments :

« Chez les Yézidis, les tendances sont plutôt vers l'Irak, mais sous mandat européen. Des personnes influentes ont déclaré préférer un gouvernement turc à un gouvernement arabe sans mandat. Dans quelques localités, on trouve des Yézidis pro-turcs.

» Les Chrétiens et les Juifs sont tous partisans d'un gouvernement arabe. Leurs chefs considèrent indispensable le maintien d'un mandat européen ; si ce contrôle devait prendre fin, ils pensent qu'un gouvernement turc présenterait un moin-

dre mal et devrait être préféré à un gouvernement arabe tout à fait indépendant. Cette opinion paraît être assez générale parmi les chefs chrétiens de tout le territoire. »

Pour résumer cette partie du rapport relative aux vœux des populations, on peut dire que, d'après la Commission, la majorité de la population préférerait la Turquie, si l'on ne faisait pas intervenir la question d'un mandat prolongé; ce qui revient à dire que, dans la question telle qu'elle se trouve posée d'après le Traité de Lausanne, la population désire la Turquie.

On doit, d'autre part, reconnaître que les conclusions du rapport relatives aux vœux des populations sont basées sur l'interrogatoire de 800 personnes, interrogées dans les conditions que l'on sait, sur une population totale d'environ 800,000 âmes. Si l'on tient compte de la divergence, que révèlent les manifestations populaires spontanées, entre les idées émises par beaucoup de témoins et les idées nourries par la masse du peuple, on conviendra que la demande turque relative au plébiscite garde toute sa valeur.

Je me réserve d'ailleurs de reprendre en détail chaque fois que la nécessité s'en fera sentir l'étude des différentes parties du rapport et de les discuter.

Avant de terminer, je crois devoir parler brièvement de quatre questions auxquelles il a été très souvent fait allusion jusqu'à présent sans qu'on ait jamais voulu les traiter à fond.

La première de ces questions est celle relative à la « paix durable ».

La seconde est la questoin de sécurité.

La troisième concerne l'élément kurde, dont on veut se servir comme d'un paravant dans la question de Mossoul.

La quatrième est la question relative à la différence de rite existant entre les habitants du territoire contesté et ceux de l'Irak.

La question relative à l'établissement d'une paix durable est traitée comme suit dans le rapport de la Commission (page 88) :

« Il est incontestable que la solution qui sera prise devra tenir compte de la nécessité d'assurer une paix durable dans cette partie de l'Asie. La Commission estimant hors de sa compétence de déterminer la valeur de cette considération et le poids à lui donner par comparaison avec les autres facteurs, croit devoir laisser ce soin au Conseil de la Société des Nations. »

Je désire étudier cette question ensemble avec la question de sécurité.

Aucun soupçon ne saurait être nourri à l'égard de la Turquie, dont le désir de se développer pacifiquement à l'intérieur de ses frontières et d'être un élément d'ordre parmi les peuples civilisés, ne peut être mis en doute par personne ; la Turquie ne saurait donc menacer la sécurité d'aucun de ses voisins.

Par contre, si l'on étudiait la carte annexée au Livre rouge dont j'ai parlé plus haut, on verrait que c'est sa propre sécurité qui se trouve menacée.

On constaterait aussi qu'avant que la question de Mossoul se posât entre la Turquie et l'Angleterre, les autorités scientifiques les plus incontestées ainsi que le Foreign Office, reconnaissaient, comme le fait d'ailleurs dans son rapport la Commission d'enquête, que l'Irak comprenait approximativement les anciens vilayets de Bagdad et de Basra.

En 1916, par l'accord Sykes-Picot, la limite septentrionale des régions devant être placées d'une façon ou d'une autre sous le contrôle britannique, était fixée beaucoup plus haut et suivait à peu près le cours du Zab inférieur, laissant au sud Kerkouk et Suleymanieh et au nord Mossoul et Arbil.

En 1918, au lendemain de l'armistice, par une lettre en date du 2 novembre adressée au commandant de la 6^{me} armée

ottomane, le général Marshall, commandant en chef des troupes britanniques en Mésopotamie, faisait passer la limite septentrionale de l'Irak au nord, mais tout près de Suleymanieh, Keuzy-Sandjak, Amadié et Zaho.

En 1920, par le projet de Sèvres, cette frontière remontait plus au nord, et coïncidait avec la frontière septentrionale du vilayet de Mossoul, en laissant toutefois le caza d'Amadié à la Turquie.

En 1922, à la Conférence de Lausanne, Lord Curzon demandait, dans sa lettre du 26 décembre, tout le vilayet de Mossoul, c'est-à-dire le caza d'Amadié, en plus de ce qui avait été demandé deux ans auparavant par le projet de Sèvres.

En 1924, à la Conférence de Constantinople (mai), et par devant le Conseil de la Société des Nations (septembre), la Grande-Bretagne demandait une frontière encore plus au nord, englobant, en plus de tout le vilayet de Mossoul, la moitié du vilayet de Hakkiari.

A ce propos, je me rallie à l'idée émise par l'honorable représentant britannique de ne pas diviser le territoire contesté pour récompenser l'intransigeance de l'une des parties, même lorsque, pour influencer la discussion, on avance l'éventualité de faire cesser un régime qui n'entre nullement dans le cadre de la question présentée au Conseil de la Société des Nations. Dans cet ordre d'idées, on ne peut non plus donner raison à la partie qui ne cesse d'augmenter ses demandes à chaque occasion.

Tels sont les faits. Il est facile d'en déduire si c'est la Turquie qui menace la sécurité de ses voisins ou si c'est sa propre sécurité qui est menacée.

Qui peut même garantir à la Turquie que les ambitions manifestées en 1924 sont un maximum ? La lecture de la 2^{me} partie du Livre rouge turc, et le bruit répandu au sujet de l'existence d'un projet dit des 3 B, donnent à penser que ces ambitions sont encore loin d'avoir été complètement mises à

jour. Dans ces conditions, qui peut prévoir de quoi demain sera fait ?

Il est, en effet, constant que l'attribution à l'Irak, sans tenir compte du désir des populations, de notre vilayet de Mossoul, outre qu'elle serait souverainement injuste, aurait pour conséquence de troubler l'unité politique de la Turquie et de mettre sa sécurité en danger.

Tandis que le maintien de la souveraineté turque sur ce vilayet n'affecte nullement l'unité politique de l'Irak.

Le Gouvernement de la République aime à croire que les principes de la politique internationale moderne, inspirés dans une large mesure des idées de justice, de respect mutuel de droits entre Etats — principes qui sont destinés à trouver un appui très fort dans l'institution même de ce grand organisme international — ne porteront plus les empreintes néfastes de l'ancienne politique traditionnelle fondée sur des bases diamétralement opposées.

Il est donc convaincu que nul ne songerait aujourd'hui à imposer une solution bâtarde, susceptible de provoquer vis-à-vis de la République turque l'application d'une méthode similaire à celle qu'on avait cru devoir suivre jadis à l'égard de l'Empire ottoman. Ce qui est certain, c'est que la République turque n'a aucun autre objet que de vivre paisiblement dans les limites de ses frontières, et a pour les droits des autres Etats le même respect scrupuleux qu'elle demande pour les siens, ainsi que pour les Traités signés par elle. Cette politique sincère qui saute aux yeux de tout observateur impartial ne devrait-elle pas être appuyée ?

En tenant compte de la situation actuelle, on est en droit de se demander s'il est possible que dans une partie d'un pays la population vive dans une inquiétude perpétuelle et soit continuellement sujette à des agressions, et que cet état de choses puisse être considéré comme un état normal.

En dehors de cette importante question de Mossoul, la Turquie ne voit nulle part aucun différend entre elle et la Grande-Bretagne, mais pour que cette façon de voir puisse constituer un fait réel, il serait nécessaire qu'elle fût partagée par la Grande-Bretagne.

C'est dans cet esprit que la Turquie s'adresse au Conseil de la Société des Nations et lui demande d'instaurer la tranquillité dans ces régions, en lui faisant observer que la situation y existant actuellement est loin d'être normale.

Afin de ne pas trop prolonger mon discours, j'éviterai de m'étendre davantage sur cette question, me réservant de donner plus tard, le cas échéant, des détails pouvant servir à édifier le Conseil.

Quant à la question concernant l'élément kurde, je tiens à spécifier, comme le constate la Commission d'enquête, qu'il n'y a de Kurdes qu'en Turquie et en Perse, et qu'il n'y en a pas en Irak. Pour le moment, je ne crois pas devoir insister davantage sur cette question, me réservant d'y revenir si l'on y insiste.

Le rapport de la Commission en ayant parlé, je tiens également à dire quelques mots de la différence de rite existant entre la majorité de la population de l'Irak et la majorité de la population du territoire contesté. En effet, si le Conseil considère que le facteur religieux a une importance particulière, on peut dire que la majorité de la population du territoire contesté appartient au même rite que les habitants de la Turquie, et la majorité de la population de l'Irak au même rite que les habitants de la Perse.

A ce point de vue également, il est évident que le territoire contesté doit rester à la Turquie. Si l'on examine attentivement les conclusions y relatives de la Commission, on constate que les difficultés sérieuses qui naîtront des « conceptions politiques contraires des Chiites du Sud et des Sunnites du Nord, des différences ethniques des Arabes et des Kurdes », difficultés qui

pourront prendre une tournure grave et mortelle pour l'Irak, ne sont pas des difficultés existant actuellement ou potentiellement dans le territoire proprement dit de l'Irak.

Ces difficultés sont au contraire celles qui naîtront inévitablement de l'inclusion au vilayet de Mossoul dans l'Irak, car la Commission précise ailleurs dans son rapport (page 85) que les difficultés en question surgiront « à cause de l'opposition entre Sunnites et Chiites », Chiites qui forment la majorité des deux vilayets de Bagdad et de Bassora, et Sunnites qui constituent « la grande majorité des habitants du vilayet de Mossoul ».

Or cette conclusion de la Commission revient à dire ce qui suit :

1. Si l'on attribue le vilayet de Mossoul, habité par une grande majorité kurde, turque, et arabe sunnite, à l'Irak, ayant une population presque exclusivement arabe en grande majorité chiite, des difficultés mortelles pour la vie de l'Irak surgiront des conceptions politiques contraires des deux masses opposées.
2. Pour que ces difficultés néfastes ne surgissent pas, c'est-à-dire pour que l'Irak puisse assimiler cette grande région étrangère qu'on lui donnerait d'une manière tout à fait anormale, il faudrait lui apporter une aide artificielle aussi prolongée que possible.
3. Si l'on ne peut recourir à ce moyen extraordinaire, il faut maintenir la souveraineté turque sur le territoire contesté.

Point n'est besoin d'ajouter que le litige n'est porté devant le Conseil que pour être solutionné d'une manière équitable. Il ne s'agit pas de découvrir des moyens artificiels pour rendre possible l'annexion à l'Irak de cette grande et importante province de la Turquie. Il ne s'agit pas non plus de savoir si le

Gouvernement de Sa Majesté britannique consentirait ou non à assurer la stabilité et le développement de l'Irak.

Le Gouvernement turc ne peut à juste titre comprendre les raisons pour lesquelles on désire employer de tels moyens pour détacher de la Turquie une partie du territoire national.

Le Gouvernement turc sait gré néanmoins à la Commission de cette très précieuse appréciation qui établit d'une manière éclatante l'impossibilité de rattacher normalement le vilayet de Mossoul à l'Irak.

Pour terminer, je désire étudier les conclusions finales du rapport, le sens qui s'en dégage et les relations existant entre ces conclusions et la question portée devant le Conseil ?

Que dit le rapport dans ses conclusions ?

Que, premièrement le territoire contesté ne devrait pas être partagé. Et qu'ensuite le régime d'occupation actuellement existant, dont l'esprit et le caractère sont décrits dans de nombreux passages du rapport même, devrait durer 25 années encore, pour qu'une population qui ne désire nullement être annexée à l'Irak puisse être arrachée à la Turquie.

La signification et la portée de ces deux considérations sont tellement claires qu'il serait superflu de notre part de vouloir y ajouter quelque chose.

Je me trouve, de plus, dans l'obligation de discuter si la question soumise au Conseil permet qu'une solution de la nature de celle dont il est parlé plus haut, puisse être envisagée par lui.

Pour faciliter l'exposé de ma pensée à ce sujet, qu'il me soit permis de faire une remarque.

Le Conseil est-il lié dans l'étude des questions qui lui sont soumises par les traités existant entre les Etats en cause ? Serait-il juste et exempt de tout danger au point de vue juridique et politique, qu'il pût pencher pour les solutions modifiant ces traités ?

La réponse à donner à ces questions est claire et nette. Le Conseil n'aurait certainement à étudier les questions qui lui sont soumises *que dans le cadre des traités existants*.

Les traités signés, tant à Lausanne qu'ailleurs et liant la Turquie et les autres Etats signataires, sont connus de tous.

La Turquie n'ayant reconnu aucun mandat sur les pays détachés de l'ancien Empire ottoman, comment peut-on dans ces conditions lui parler de l'établissement d'un mandat, non pas même dans une région quelconque, mais sur un territoire faisant actuellement partie intégrante de son patrimoine national ? Car, d'après le rapport de la Commission, la condition première pour pouvoir détacher de la Turquie le territoire contesté est l'établissement d'un mandat sur ce territoire.

Or, non seulement on ne saurait parler de mandat dans la question actuelle, mais encore toute question se rapportant à la Turquie ne pourrait comporter en aucune façon une solution dans laquelle interviendrait la notion de mandat ; cette situation a été acceptée par toutes les puissances intéressées ; d'abord *en fait*, à la suite de la révolution réalisée par le peuple turc, et ensuite, *en droit*, par le Traité de Lausanne.

Ismet Pacha n'a-t-il pas d'ailleurs dit, le 23 janvier 1923, à la séance de l'après-midi de la 1^{re} Commission, « qu'il pense qu'il est de son devoir de déclarer de la façon la plus explicite qu'il n'a reconnu le mandat d'aucune puissance sur n'importe quelle partie des territoires détachés de l'ancien Empire ottoman » ?

D'autre part, le représentant autorisé de la Grande-Bretagne n'a-t-il pas reconnu, comme il a été répété ce matin, l'impossibilité de maintenir le mandat sur l'Irak ?

En effet, à la séance du 19 septembre 1924 du Conseil de la Société des Nations, Lord Parmoor n'a-t-il pas dit :

« Dans une déclaration au Conseil, au cours de l'automne de 1921, M. Fisher a exposé les raisons qui nous ont amenés

à négocier un traité avec le Gouvernement de l'Irak, mais il a ajouté que le projet de mandat demeurerait le document effectif qui déterminerait les obligations du Gouvernement britannique à l'égard de la Société des Nations. Ceci se passait il y a trois ans. Depuis cette date la situation a considérablement évolué. Nous ne regardons plus la forme du mandat comme possible, même en vue de déterminer nos obligations à l'égard de la Société. L'idée n'est pas populaire en Irak. Un tel mandat est considéré comme impliquant une forme de tutelle incompatible avec les circonstances présentes, ainsi qu'avec la large mesure d'indépendance que l'Etat de l'Irak possède actuellement. En d'autres termes, l'Irak s'est avancé déjà si loin sur la voie tracée par l'article 22 du pacte que la forme particulière envisagée dans cet article ne peut plus désormais lui convenir. » (*Journal Officiel de la Société des Nations*, octobre 1924, page 1314.)

Dans ces conditions, ce n'est pas certainement à la République turque, dont l'attitude et les sentiments vis-à-vis du système mandataire sont connus de tout le monde, qu'il appartiendrait de recommander à la nation irakienne de faire des sacrifices dans son droit de souveraineté et d'indépendance.

Une autre signification des conclusions finales du rapport et de l'étrange solution qui y est préconisée est la suivante :

La Turquie est plus développée que l'Irak et sa situation est beaucoup plus stable ; s'il ne s'était agi que de ces deux pays, le territoire contesté aurait dû naturellement rester à la Turquie ; mais, comme l'Angleterre est un pays plus développé que la Turquie, c'est à elle que nous devrions donner ce territoire.

Il serait difficile de calculer jusqu'où pourrait mener une pareille théorie, et ce que son application généralisée ferait courir de risques aux Etats qui ne sont pas au nombre des grandes

puissances ; et si l'on se mettait également à constater des différences de développement entre les grandes Puissances elles-mêmes, le monde entier ne finirait-il pas par devenir trop étroit pour celle qui serait considérée comme la plus développée ?

Comme on le voit, cette thèse est inadmissible et l'on ne saurait s'y arrêter sans danger. Nous sommes persuadés que la Grande-Bretagne elle-même pense comme nous à ce sujet. Je crois seulement à cette occasion devoir signaler que la question de Mossoul mérite d'être suivie attentivement par tous les peuples.

Quant à la Turquie, ce n'est pas en se basant sur son degré de développement qu'elle demande à garder le territoire contesté ; c'est parce que ce territoire fait partie intégrante de son patrimoine et que ses habitants demandent le maintien de la souveraineté turque.

Il me reste encore à émettre quelques autres considérations pour démontrer l'impossibilité d'adopter au sujet du territoire contesté une solution conditionnée par l'établissement d'un mandat :

En effet, en septembre dernier, les deux parties étaient tombées d'accord sur les limites bien définies du litige qui les avaient amenées devant le Conseil.

La Commission instituée par le Conseil, après une étude sur place grâce à laquelle bien des vérités ont été mises au grand jour, a émis l'avis que le vilayet ne pourrait être incorporé à l'Irak, si l'on n'y établissait pas le mandat effectif de la Société des Nations pour une période de 25 années au moins.

Bien que cette opinion suffise à elle seule à démontrer l'impossibilité de rattacher normalement le vilayet de Mossoul à l'Irak, comme il a été exposé ci-dessus, la Commission semble avoir oublié le souci qui l'avait éloigné de prendre une conclusion sur bien des points touchant de près le fond même de la question ; car elle dépasse inconsciemment les limites de sa compétence, lorsqu'elle croit pouvoir émettre un avis sur une

question qui n'est nullement posée. En effet, ni pendant la Conférence de Lausanne, ni dans les phases subséquentes du litige, le point de savoir s'il fallait ou non établir un mandat sur le vilayet de Mossoul ne fut jamais soulevé, et n'a, partant, pu faire l'objet d'une contestation quelconque entre les deux Etats. Le Gouvernement turc a des raisons de croire que le Conseil de la Société des Nations ne se laisserait pas engager dans une direction qui le conduirait également à se prononcer sur une question qui n'est pas du tout présentée à son appréciation.

A ce qui a été exposé plus haut au sujet du point de vue du Gouvernement turc dans la question des mandats, je crois devoir ajouter que la Turquie a catégoriquement refusé d'accepter les articles 94 à 99 du projet de Sèvres relatifs au mandat, comme aussi toutes les autres clauses du dit projet. Quant au Traité de Lausanne, il ne fait aucune allusion au mandat.

La mise en discussion du mandat ne laisserait pas de susciter encore une foule d'autres difficultés. Si le Gouvernement turc ne se voyait pas empêché d'entrer à la discussion de cette question, il lui eût été des plus faciles de démontrer qu'il n'en serait pas moins impossible, même en se plaçant au point de vue des Etats signataires du pacte, d'établir une corrélation entre la question litigieuse et celle relative au mandat.

En effet, aux termes de l'article 22 du pacte, ce dernier ne s'applique qu'aux territoires qui ont cessé d'être sous la souveraineté des Etats qui les gouvernaient précédemment.

Or la souveraineté de la Turquie n'ayant pas cessé d'exister sur le vilayet de Mossoul, le régime mandataire ne pourrait s'y appliquer. En outre, le mandat, tel qu'il est envisagé par l'article ci-dessus visé, est une tutelle exercée au nom de la Société des Nations, laquelle devient, pour ainsi dire, héritière de la souveraineté précédente.

Dans ces conditions, il y a à peine lieu de relever que l'idée même de faire intervenir le mandat effectif de la Société des Nations aboutirait à attribuer à celle-ci le caractère d'un pré-

tendant, alors qu'on a eu recours à elle comme médiatrice, rôle qui ne manquerait pas de prendre un aspect critique si jamais elle assumait la qualité de partie intervenante.

Confiant dans l'appréciation éclairée du Conseil de la Société des Nations, je pense qu'il estimera comme moi que c'est là une éventualité impossible à concevoir.

Il ressort de toutes ces considérations que les conclusions finales de la Commission doivent de toute nécessité être envisagées tant au point de vue politique que juridique, en les isolant de la question du mandat.

Dans ces conditions, les auteurs du rapport ont déclaré ouvertement que le maintien de la souveraineté turque sur le territoire contesté s'imposerait. J'espère et j'attends du Conseil la confirmation de cette solution qui est la seule conforme à la justice et à l'équité.

Le PRÉSIDENT rappelle que dans son exposé d'hier, le Représentant de la Turquie s'était réservé de répondre, à une séance ultérieure, à l'exposé du Représentant de la Grande-Bretagne.

Il donne la parole au Représentant de la Turquie.

RÉPLIQUE

de TEVFIK ROUSCHDY BEY

Ministre des Affaires Etrangères de Turquie

à l'exposé de Monsieur Amery du 3 septembre 1925.

(*Séance du matin du 4 septembre 1925 du Conseil de la Société des Nations.*)

J'avais écouté hier l'exposé de M. le Représentant de la Grande-Bretagne ; j'ai ensuite lu attentivement cet exposé, dont une grande partie est consacrée à des questions concernant les relations entre la Grande-Bretagne et l'Irak. Je ne me considère pas comme autorisé à émettre une opinion à ce sujet et je me contenterai de dire qu'elles ne pourraient influencer la question qui nous occupe actuellement.

En ce qui concerne les points de cet exposé qui sont en corrélation avec la question en litige, je crois que j'y ai suffisamment répondu dans mon exposé d'hier soir. Je dois ajouter que le discours de l'honorable M. Amery n'a fait que fortifier en moi la certitude de la légitimité de la cause turque.

Quant à l'autorité et au prestige de la Société des Nations, à l'égard de laquelle nous nourrissons le plus profond respect, c'est là un sujet qui intéresse vivement la Turquie autant que tous les amis sincères de la paix et de la sécurité dans le monde.

Personnellement, je suis persuadé que les solutions équitables et heureuses, capables d'assurer le développement des bonnes relations entre les peuples, trouvées par le Conseil de la Société des Nations pour les questions soumises à son appréciation, ne feront qu'accroître son prestige et son autorité.

Je n'ai pas à revenir sur la solution à apporter à la question ; les procès-verbaux sont connus de tous ; je n'ai rien à ajouter à l'exposé que j'ai fait hier soir.

Je crois devoir présenter encore les considérations suivantes au sujet du mandat : la Turquie a renoncé à son droit de souveraineté sur la Syrie, par l'Accord d'Angora, confirmé par le Traité de Lausanne, et à celui qu'elle possède sur les provinces ottomanes situées au sud du territoire contesté tel qu'il fut défini, soit à la 30^{me} réunion du Conseil de la Société des Nations, soit encore dans le rapport de la Commission, par le même Traité de Lausanne. Par conséquent, la Turquie ne se considère pas comme intéressée par le régime instauré dans ces régions. Elle souhaite à ces pays un avenir de paix et de prospérité, mais elle croit que le Conseil ne peut favoriser les ambitions nourries pour ces pays aux dépens de leurs voisins, car je suis persuadé que la ferme volonté du Conseil est d'établir sans distinction, entre les peuples, des relations amicales et de fortifier celles qui existent déjà.

Je ne puis dire que j'ai lu sans étonnement le passage contenant la proposition relative aux minorités turques, inséré dans le discours de l'honorable M. Amery.

Je ne puis accepter, en aucune façon, que soit mise en discussion une question qui n'a aucun rapport avec la question en litige et qui n'est nullement posée. Je saisiss cette occasion

pour rappeler qu'il y a dans le Traité de Lausanne des articles concernant des Minorités, articles qui sont actuellement en vigueur.

La proposition britannique mènerait à introduire dans le Traité des modifications que je ne pourrais accepter. Mais en même temps, je ne saurais m'empêcher de dire que c'est là une voie dangereuse dans laquelle il serait imprudent d'engager le Conseil.

RÉPLIQUE

de Monsieur AMERY

Ministre des Colonies de la Grande Bretagne

à l'exposé de

Tevfik Rouschdy Bey du 3 septembre 1925.

(Séance du matin du 4 septembre 1925 du Conseil de la Société des Nations.)

Je crois répondre assez brièvement d'ailleurs, je l'espère, à l'exposé présenté hier par le représentant du Gouvernement turc et, sans entrer dans le détail de tous les points, sujets à controverse, qu'il a soulevés, et de toutes les déclarations sur lesquelles je pourrais n'être pas d'accord, je crois devoir en tout cas traiter les plus importants parmi les points qu'il a mis en discussion.

Son discours se divisait en deux parties principales, la première et la plus grande partie de ce discours traitait des points de fait reposant sur des considérations géographiques, économiques et stratégiques, ainsi que des déductions à tirer des désirs de la population. Avant d'aborder la discussion des déclarations qu'il a faites pendant cette partie de son discours, je crois devoir appeler l'attention du Conseil sur la méthode qu'a suivie le représentant de la Turquie, lorsqu'il a formulé ses déclarations.

Il semblerait résulter de la disposition qu'il a donnée à son discours, ainsi que de certaines formules employées par lui

dans cet exposé, qu'il reprenait et résumait les vues de la Commission elle-même. C'est, en réalité, ce que j'ai fait moi-même au cours de mon exposé, hier. J'ai présenté les conclusions résumées de la Commission elle-même autant que possible dans les termes mêmes qu'elle avait employés et je suis, en tout cas, convaincu de l'avoir toujours fait sans essayer en aucune manière de modifier le sens de ces conclusions de la Commission, qu'elles fussent favorables à la thèse britannique ou à la thèse turque. Je ne puis m'empêcher de penser que le représentant de la Turquie a exposé hier moins les vues et les conclusions de la Commission, — tout en paraissant sous-entendre qu'elles étaient bien les conclusions de la Commission, — que ses propres vues, appuyées sur des passages extraits ici et là de l'énorme quantité d'opinions et de faits relatés dans la partie principale du rapport de la Commission, ainsi que de certaines sources étrangères, telles que les notes ou les rapports du Général Djevad Pacha.

Permettez-moi de donner des exemples, en prenant les divers points un à un, de ce que j'entends en critiquant la méthode employée par le représentant de la Turquie. Dès le début de son exposé, sous le titre général : « Constatations faites par la Commission », il s'exprime ainsi : « S'il fallait résumer brièvement le contenu du rapport relatif à ces constatations, on pourrait dire : a) qu'au point de vue géographique, il a été démontré d'une façon péremptoire que le territoire contesté ne fait pas partie de l'Irak ». Or, j'avoue être incapable de trouver, dans le rapport, quoi que ce soit à l'appui de la conclusion que le représentant de la Turquie semble en avoir tiré. Il est parfaitement vrai que le rapport, page 28, contient un passage traitant moins de la question de fond que de la question de nom, à laquelle il est consacré un grand nombre de pages, où il est dit que, dans toute la littérature géographique, des commencements de la période arabe jusqu'à nos jours, le territoire contesté n'a, dans sa totalité, jamais été considéré, décrit ou repré-

senté comme faisant partie de l'Irak ; toutefois, un peu plus loin, le rapport déclare que « la moitié ouest du territoire contesté aurait pu être nommée Irak ; par contre, il faudrait que soit nommé Irak tout le territoire jusqu'à l'Euphrate ». Cependant, à ce sujet, si le Conseil veut bien se reporter à un alinéa un peu plus loin, page 29, les Commissaires eux-mêmes déclarent qu'ils ont été dans la nécessité de faire une dissertation bien plus longue que ne l'exige, pour la solution du sort futur du pays, l'importance de la question du nom de territoire. Lorsqu'ils en viennent aux véritables questions de fond — je prierai à ce propos le Conseil de se reporter tout d'abord à la page 86 du rapport — ils émettent nettement l'avis que, au point de vue géographique, la frontière suggérée par le Gouvernement britannique, ou la frontière dite « ligne de Bruxelles » qu'ils considèrent eux-mêmes comme également bonne, constitue nettement une meilleure frontière que celle que réclame le Gouvernement turc ; enfin, je me permets d'attirer l'attention du Conseil sur les conclusions finales de la Commission où, entre autres arguments les ayant amenés à recommander la conservation de l'unité de l'Irak, c'est-à-dire le maintien, en Irak, du territoire contesté, ils font particulièrement mention d'arguments d'ordre économique et géographique. Je crois donc pouvoir à bon droit déclarer que la conclusion attribuée par le représentant de la Turquie à la Commission, dans la partie a) de son discours, est absolument contraire aux conclusions mêmes formulées et présentées par elle comme l'une des raisons de sa recommandation finale.

J'en viens maintenant au point b) traitant des questions historiques. Citant de nouveau une phrase isolée, dans une longue dissertation historique, le représentant de la Turquie résume l'opinion de la Commission de la manière suivante :

« Au point de vue historique les Turcs ont joué à Mossoul un rôle prépondérant ». Le passage qui suit presque immédiatement

ment montre que ce rôle a subi de fréquentes interruptions et évidemment l'influence historique des Turcs s'est étendue non seulement à Mossoul, mais aussi pendant des siècles à Bagdad, à Bassora et à bien d'autres endroits. Là encore, je me permets de renvoyer le Conseil non pas au passage isolé sur lequel s'est basé le représentant de la Turquie, mais sur les conclusions mêmes résumées par la Commission, que je citais hier et où elle déclare que si le pays contesté fut, pendant des siècles, sous l'autorité turque, cette autorité s'exerça longtemps par l'intermédiaire des pachas de Bagdad ; elle dit ensuite que, le territoire contesté ayant, au cours des siècles, suivi le même sort et ayant eu une histoire souvent commune avec Bagdad. L'argument historique pencherait plutôt vers une solution qui ne diviserait pas l'unité historique de ce pays. Toutefois, pour permettre d'apprécier cet argument à sa juste valeur, la Commission fait observer que Hardino, Djezirch et Diarbekir, qui ont également eu une histoire commune avec Bagdad, sont actuellement en territoire turc et ne sont certainement pas revendiqués par le Gouvernement de l'Irak pour aucun motif d'ordre historique. Je rappellerai également au Conseil que, si la Commission a écrit cette unique phrase sur l'influence historique exercée par la Turquie à Mossoul dans le passé, elle a formulé en plus d'une occasion — je me contenterai de citer le passage figurant page 40 du Rapport — son impression nette que la ville de Mossoul est incontestablement de caractère arabe.

Venons-en maintenant au chapitre c): point de vue ethnographique. Là encore l'exposé turc semblerait impliquer que, de l'avis de la Commission, la population du territoire n'a aucune parenté avec celle de l'Irak et qu'au contraire elle se rattache à celle de la Turquie. Cette affirmation se base entièrement, si j'ose dire, sur la supposition d'une identité entre Kurdes et Turcs, laquelle n'est nulle part admise par la Commission elle-même. Bien au contraire, elle fait observer que les Kurdes sont une race entièrement différente, aussi bien des

Turcs que des Arabes, et peut-être aurai-je quelque chose à dire à ce sujet un peu plus tard. En tout cas, la Commission, bien loin d'autoriser en aucune manière la conclusion que l'exposé turc semble vouloir faire impliquer, a dit à ce propos, d'une manière très nette, qu'en déterminant la frontière, des considérations d'ordre purement ethnique ne sauraient entrer en ligne de compte.

J'arrive maintenant aux considérations économiques. Là, l'exposé turc est assez étendu et avance un certain nombre d'arguments, dont certains sont extraits des déclarations de la Commission, en particulier cette suggestion de la Commission qu'il y aurait en tout cas utilité à passer des accords régionaux, suggestion à laquelle nous souscrivons très volontiers. Le représentant de la Turquie utilise cet argument pour contester les conclusions extrêmement claires et précises de la Commission elle-même. Il émet l'avis que le commerce et les échanges de tout ordre du territoire contesté s'effectuent en général et principalement avec la Turquie. A la page 29 de son rapport, la Commission déclare qu'il est exagéré de dire que Mossoul a une position primordiale pour le commerce de l'Anatolie, de la Syrie et de la Perse. Elle déclare, page 67, que « la Syrie eût-elle encore été sous la souveraineté turque, on pourrait admettre qu'une certaine partie du commerce se faisait avec la Turquie ; c'était la situation d'avant-guerre ». Je me permettrai d'appeler l'attention sur l'emploi de l'imparfait en cette occasion, parce que le représentant de la Turquie a soutenu que c'est uniquement dans la situation politique actuelle que le commerce de Mossoul s'effectue principalement avec la Turquie et les régions en dehors de la Turquie. La Commission dit ensuite que, actuellement, le commerce de Mossoul, et nécessairement celui de tout le Secteur A, emprunte deux directions importantes différentes, en premier lieu celle de Bagdad, de beaucoup la plus importante, ensuite celle de Syrie. Il n'y a que très peu de commerce avec la Turquie et il est limité aux régions nord de ce

Secteur A. En tout cas, la Commission, après avoir tenu compte de tous les faits, ainsi que de sa recommandation, concernant l'avantage que présenteraient des accords commerciaux régionaux, a néanmoins attribué une grande importance aux conclusions économiques dans sa recommandation finale, à savoir que le territoire contesté devrait continuer de faire, comme à présent, partie de l'Etat de l'Irak.

Dans ses conclusions économiques, page 87, la Commission dit au début : « Les considérations d'ordre économique plaident en faveur du rattachement du territoire contesté à l'Irak... », et, après avoir proposé d'autres frontières possibles, elle fait observer qu'aucune d'elles ne serait aussi bonne, au point de vue économique, que l'unité du territoire ; et dans sa conclusion finale, elle mentionne de nouveau en particulier les arguments d'ordre économique en même temps que les aspirations du peuple, parmi les raisons qui l'ont amenée à présenter sa recommandation finale, à savoir que le territoire en litige, tout au moins jusqu'à la ligne de Bruxelles, demeure uni à l'Irak sous le système politique actuellement en vigueur dans ce pays. Là encore, par conséquent, je tiens à signaler au Conseil que l'exposé turc s'efforce de tirer des détails puisés dans la masse des matériaux de la Commission une conclusion différente de celle qu'ont formulée les Commissaires eux-mêmes.

Il en est de même pour les considérations stratégiques, auxquelles l'exposé turc se contente de faire allusion sans y insister, pour la raison qu'il n'en est pas fait explicitement mention dans la recommandation finale de la Commission, bien que, dans la série de ses conclusions résumées, celle-ci manifeste clairement qu'elle considère la frontière proposée par le Gouvernement britannique ou la ligne de Bruxelles qu'elle propose elle-même, comme constituant une frontière stratégique meilleure que toute autre ligne, plus particulièrement que toute la ligne tracée suivant un fleuve.

L'exposé turc va jusqu'à dire, à propos des considérations topographico-géographiques, historiques, stratégiques et économiques, que, d'après le Rapport, elles sont pour la plupart en faveur de la Turquie. J'ose déclarer au Conseil, avec toute la gravité qui s'impose, qu'une telle interprétation des conclusions de la Commission n'est ni raisonnable ni juste, plus particulièrement en raison du fait que les Commissaires ont, pour eux-mêmes, résumé d'une manière précise, leurs conclusions sur tous ces points et les ont incorporées dans leur recommandation finale. Or, pour le moment, l'exposé turc écarte ces arguments et suggère qu'ils ne devraient en aucune manière influer sur la décision du Conseil en déclarant que de telles considérations n'ont jamais déterminé dans l'histoire le transfert d'un territoire d'une souveraineté à une autre.

Je ne voudrais pas infliger au Conseil une dissertation historique, mais je tiens tout au moins à émettre l'avis que toutes ces considérations, à des degrés divers, ont été soigneusement pesées et ont joué un rôle important dans les derniers règlements des frontières de l'Europe, et je me permettrai de suggérer, comme le fait la Commission elle-même, qu'elles devraient entrer en ligne de compte dans la présente discussion. Le seul cas où des considérations de cette sorte pourraient être tenues comme n'exerçant pas une influence très déterminante, est celui où elles seraient en opposition avec l'expression éclatante, ardente, indiscutable, d'un sentiment national, en vue d'une solution fondée sur des motifs d'ordre national et ethnique, en une circonstance où une frontière nationale et ethnique pourrait ne pas coïncider avec une frontière économique et géographique mieux appropriée.

Le Conseil ne permettra d'en venir aux considérations ethniques et à celles qui touchent aux désirs de la population, traitées hier dans l'exposé turc.

En ce qui concerne les considérations ethniques, je crois pouvoir me contenter de me référer une fois de plus au fait

que la Commission, se fondant sur les chiffres du dernier recensement de l'Irak, qu'elle considère comme constituant en somme ceux sur lesquels il convient de faire le plus de fond, a signalé que la population se compose, par ordre d'importance numérique, de Kurdes, d'Arabes, de Chrétiens, de Turcs, de Yezidis et de Juifs. Les Kurdes sont au nombre de près de 500,000, soit plus de 62 % de la population et constituent par conséquent une forte majorité. Viennent ensuite les Arabes, qui sont à peu près 170,000, soit plus de 21 % de la population et plus nombreux à eux seuls que tous les autres éléments additionnés, parmi lesquels les Turcs, au nombre total de 38,500, représentent moins du 5 % de l'ensemble. Toutefois, j'admets que, bien que les considérations ethniques exercent très souvent une influence prépondérante sur les vœux de la population, elles ne constituent pas les seules considérations à envisager, et les vœux de la population nettement exprimés sont plus importants. Or, sur ce point, la Commission, comme je l'indiquais hier, est arrivée à certaines conclusions parfaitement explicites. Au point de vue positif, elle résume ainsi l'ensemble de la situation, à la page 88 de son Rapport : « Avec les réserves indiquées dans le Rapport au sujet des opinions exprimées, il semble cependant avéré que les vœux exprimés par la population, si l'on considère le territoire pris dans son ensemble, penchent plutôt en faveur de l'Irak qu'en faveur de la Turquie. » Elle examine ensuite les diverses raisons à l'appui de cette déclaration, mais cette déclaration reste. De même, dans ses conclusions finales, elle estime que les tendances de la majorité des populations du territoire pris dans son ensemble sont l'un des principaux facteurs plaidant en faveur du rattachement à l'Irak de tout le territoire au sud de la ligne conventionnelle de Bruxelles. Telle est, sur ce point, sa conclusion générale positive. Mais lorsqu'il s'agit de modifier un état de choses existant, d'aller à l'encontre de toutes les considérations géographiques, économiques et stratégiques déjà examinées, il faut,

comme je l'ai dit, qu'il y ait un mouvement d'opinion très fortement et très clairement exprimé en faveur d'un tel changement. Or, si le Conseil veut bien se reporter à la page 78 du Rapport de la Commission, il trouvera, au bas de cette page, deux alinéas montrant nettement comme est dépourvue de tout fondement l'allégation turque suivant laquelle la population du territoire contesté aurait demandé, en grande majorité et d'une manière incontestable, à être détachée de l'Irak et rétablie dans sa situation d'avant la guerre alors qu'elle faisait partie de l'Empire turc. Je me permettrai de citer le passage en question:

« Si l'on peut ainsi constater que les sentiments pour l'Irak sont plutôt tièdes, il est cependant certain que les affirmations du Gouvernement turc selon lesquelles la majorité incontestable des populations du vilayet de Mossoul désirerait leur retour à la Turquie, ne sont pas exactes. »

« Ces conclusions finales, si vagues qu'elles soient, ne peuvent donc que constater la faiblesse de la thèse turque pour autant que l'on considère l'ensemble du vilayet, sans pouvoir affirmer la supériorité de la thèse britannique en ce qui concerne les districts et les races. »

Il me semble que cette conclusion très claire de la Commission visant aussi bien les tendances réelles de la population que l'inexactitude de la prétention turque suivant laquelle la population désire être séparée de l'Irak et rendue à la Turquie, ne peut évidemment servir de base à la suggestion que, toutes autres considérations étant écartées, ce territoire doit être attribué à la Turquie. Cependant, à titre d'exemple des méthodes employées dans l'exposé turc et auxquelles j'ai fait allusion, que l'on me permette de m'arrêter au cas particulier qu'a cité le représentant de la Turquie. Il a commencé par la région et plus particulièrement par la ville de Mossoul. A l'appui de son assertion, d'ailleurs contraire à la conclusion générale de la

Commission, et suivant laquelle cette région est de tendances pro-turques, il rappelle certains incidents peu importants qui survinrent dans les rues de Mossoul dans les premiers jours de l'arrivée de la Commission. Je ne crois pas nécessaire de faire observer que, dans une grande ville de ce genre, où il existe indubitablement un élément pro-turc ne constituant d'ailleurs qu'une minorité de la population, il ne doit pas être bien difficile à une trentaine ou à une quarantaine de manifestants, partisans du général turc, de se réunir devant la maison où l'on sait sa présence. Il s'agit là d'un incident relatif au travail de la Commission pendant les premiers jours, et qui a été réglé par les autorités de l'Irak d'une manière entièrement satisfaisante.

L'exposé turc semble suggérer que la situation à Mossoul était telle que les Commissaires ont jugé impossible d'effectuer aucune enquête impartiale. Il ressort très clairement du reste de cette partie du rapport que les Commissaires faisaient seulement allusion à la situation qui existait pendant ces premiers jours. Si le Conseil veut bien se reporter à la page 9 du rapport, il constatera que ce petit incident fut réglé :

« Ainsi la Commission fut en mesure de mener progressivement l'enquête de façon que toutes les classes de la population et toutes les personnalités de quelque importance fussent entendues. »

Si le Conseil veut bien maintenant passer à la page 12, il y trouvera la déclaration suivante :

« Rentrée à Mossoul le 8 mars, la Commission put enfin constater avec satisfaction que toute trace de surveillance policière avait disparu. La Délégation turque eut l'entièvre liberté de circuler en ville, de fréquenter et de recevoir des gens, et, si elle n'a pas mis à profit cette tolérance, elle doit reconnaître

que les autorités locales n'ont apporté aucune entrave à l'accomplissement de la deuxième partie de l'enquête.

« La Commission croit devoir signaler que les listes fournies par les autorités britanniques donnaient les renseignements sur toutes les personnes notables des différents endroits, sans tenir compte de l'opinion qu'elles professaient, même celles dont les tendances étaient nettement pro-turques. A Mossoul, dans cette deuxième partie de l'enquête, la Commission interrogea : des Ulemas de mosquées, choisis au hasard dans les différents quartiers riches et pauvres de la ville ; des propriétaires d'immeubles, de villages, de terres ; tous les électeurs au second degré figurant sur les anciennes listes turques, toutes les personnes, demeurant encore à Mossoul, ayant fait partie du Conseil municipal de la ville pendant les vingt dernières années. »

Il est donc très net que les Commissaires ont eu l'occasion de procéder à une enquête complète et impartiale et de se faire une opinion précise quant aux vœux de la population.

Sur ce point, la Commission a abouti à certaines conclusions. J'ai déjà mentionné qu'elle a déclaré que Mossoul est certainement une ville arabe. A cet égard, je ne crois pas qu'il soit nécessaire de rappeler au Conseil que dans les discussions qui eurent lieu primitivement, à Lausanne et ailleurs, la Turquie a fait valoir que la population de Mossoul était effectivement turque. D'après les chiffres donnés par la Commission, il est clair que 3 % seulement ou un peu plus de 3 % de la population de la totalité du liva de Mossoul sont des Turcs, et, comme elle l'a signalé elle-même, l'élément arabe prédomine dans la ville, tandis que la population des districts ruraux comprend surtout des chrétiens et des Yezidis, au sujet desquels la Commission a établi nettement que leurs préférences vont de façon très certaine à l'Irak.

Ce que la Commission a fait tout le long de son rapport, conformément à cet esprit d'impartialité qui a caractérisé ses enquêtes, et en vue de donner au Conseil les éléments d'appréciation les plus complets possibles, c'est de donner dans tous les cas non seulement ses impressions générales, mais tous les faits qui ont contribué à les former. Elle fait remarquer que, sur 188 personnes environ qu'elle a consultées à Mossoul, 53, — c'est-à-dire plutôt moins du tiers — se sont prononcées en faveur de la Turquie ; elle fait ainsi remarquer que quelques personnes appartenant aux classes pauvres ont émis des opinions en faveur de la Turquie. Ces opinions dissidentes sont intéressantes, et il est bon que le Conseil en ait connaissance, mais elles n'ont point modifié les conclusions générales de la Commission. A plus forte raison ne sauraient-elles justifier les conclusions vraiment extraordinaires que l'exposé turc tire de ces opinions dissidentes ainsi que du rapport du général Djéavad Pacha, assesseur turc, rapport qui, après tout, constitue un document partial. Il me serait extrêmement facile d'apporter tous les documents de l'assesseur britannique ou des fonctionnaires britanniques du pays, mais je ne crois pas avoir le droit d'abuser de la patience du Conseil en lui fournissant des documents émanant d'une source non impartiale, lorsqu'il examine les conclusions de la Commission elle-même. Des rapports du général Djéavad Pacha et de ces opinions isolées que j'ai mentionnées, l'exposé turc formulé à la séance précédente conclut que la « presque totalité de la population du liva de Mossoul a, malgré la pression officielle exercée sur elle, montré son attachement à la mère patrie », et il dit plus loin que « l'on peut donc affirmer, en se basant sur le contenu du rapport, que la très grande majorité, sinon la totalité des 306,000 habitants du liva de Mossoul, préfèrent la Turquie ».

J'affirme que rien dans le rapport de la Commission ne saurait légitimer une telle conclusion et si j'insiste sur ce point, c'est parce qu'il met en lumière le genre de méthode employée

dans l'exposé turc pour fonder sa thèse sur la question elle-même. Dans ce long passage, je ne relèverai qu'un autre cas analogue, à savoir les commentaires de l'exposé turc sur les désirs de la population dans le liva de Suleymanieh. Dans ce cas, l'argument se fonde, presque entièrement, non point sur un passage quelconque du rapport des Commissaires, mais sur l'impression qu'avait l'assesseur turc, le général Djévad Pacha, qu'il se trouvait des rassemblements considérables de troupes à Suleymanieh et sur la grand'route de cet endroit. Je me contenterai de faire observer que Suleymanieh est le centre d'un vaste et important district, centre militaire aussi bien qu'administratif. J'ajouterai qu'il y a eu récemment, et qu'il se poursuit en ce moment des opérations militaires contre un chef de brigands, le cheik Mahmoud, dont les agissements avaient eu des conséquences si funestes pour la prospérité de Suleymanieh, qu'elles en avaient réduit la population à quelques centaines d'habitants, alors qu'à l'époque où la Commission s'y rendit, et lorsque j'y allai moi-même quelques semaines seulement plus tard, la ville seule comprenait une population de 20,000 personnes, florissante et satisfaite de son sort. Je prétends que la seule présence dans ce district d'un certain nombre de soldats est très loin de justifier la conclusion très bizarre formulée dans le rapport du général Djévad Pacha, à savoir que cette région est soumise à une administration particulièrement dure et oppressive ; s'il en était ainsi, comment se fait-il que la population tout entière de Suleymanieh soit rentrée dans ses murs après la nouvelle occupation de cette ville survenue il y a un an ? Je me permettrai d'indiquer à ce propos, sans vouloir, en aucune manière, émettre d'imputation contre l'administration d'un autre pays, que si l'assesseur militaire turc ne s'était pas trouvé avec la Commission, mais s'il avait été alors dans le Kurdistan turc, il aurait pu constater des signes d'une concentration militaire beaucoup plus importante. En tous cas, la conclusion à laquelle arrive l'exposé turc est la suivante, présentée sous forme de question :

« Peut-il exister quelque doute sur les véritables désirs d'une population ainsi terrorisée ? » A cette question, je ne saurais donner d'autre réponse que celle qu'a fournie la Commission elle-même. Si le Conseil veut bien se reporter à la page 76 du rapport, il y verra ce que dit la Commission : « Le liva de Suleymanieh était celui où les opinions furent le plus clairement exprimées.... Les personnes entendues dans ce liva se sont prononcées presque à l'unanimité pour le Gouvernement de l'Irak. Les opinions n'étaient partagées que dans le Kaza de Chemehemah, situé sur la limite du liva voisin de Kerkouk, dont il dépendait d'ailleurs encore au point de vue administratif... Les désirs furent, selon la conviction sincère de la Commission, exprimés librement ». Ce passage est directement et complètement en contradiction avec la suggestion émise dans l'exposé turc, à savoir que la population de cette région était terrorisée et que, si elle avait pu exprimer sa véritable opinion, elle se serait déclarée en faveur du rattachement à la Turquie. Je puis encore ajouter à ce propos, que, là aussi, les prétentions turques ont tout au moins subi quelques diminutions. Pendant les discussions de Lausanne, la délégation turque prétendit qu'une forte proportion de la population de ce liva — environ 32,000 personnes — était effectivement de race turque. La Commission a fait une minutieuse enquête sur ce point, et si le Conseil veut bien consulter les pages 33 et 34 du rapport, il constatera qu'elle est arrivée à la conclusion que, non seulement il n'y a pas 32,000 Turcs dans le district de Suleymanieh, mais il ne se trouve pas plus d'un ou deux Turcs à Suleymanieh ; j'ai su personnellement, lorsque je m'y trouvais, qui étaient les deux Turcs en question, et j'ai effectivement vu l'un d'eux.

Je crois avoir suffisamment traité cette partie de l'argumentation, mais l'exposé du représentant de la Turquie insiste particulièrement, en divers endroits, sur l'idée que, puisque un grand nombre de Kurdes se trouvent sous la souveraineté turque, les Kurdes demeurant en Irak doivent par conséquent être

considérés comme désirant leur rattachement à la Turquie. Je pense que le Conseil estimera qu'il y a là, pour le moins, une conclusion fort incertaine. Je n'ai nullement l'intention d'émettre une appréciation quelconque sur les affaires intérieures d'un autre pays, mais le Conseil ne pourra s'empêcher de se demander si la récente révolte générale contre la Turquie des Kurdes placés sous la domination turque, indique que les Kurdes qui ne se trouvent pas actuellement sous la souveraineté turque, désireraient entrer sous cette souveraineté, et auraient réellement sympathisé, à ce moment, avec le Gouvernement turc, contre les populations de leur race qui s'efforçaient de secouer l'autorité de ce Gouvernement.

Il est un autre point, et c'est le dernier que je soulèverai à l'occasion de cette première partie de l'exposé turc, point mis en discussion par l'honorable représentant de la Turquie. Il a émis l'avis que des motifs religieux militent contre le maintien, en Irak, du territoire contesté. Selon lui, la population musulmane du territoire contesté est, non seulement en grande majorité, mais dans une proportion écrasante, composée de Sunnites, et la population musulmane du reste de l'Irak, se compose de Chiites. Il est exact que la Commission a signalé les différences religieuses et politiques entre Chiites et Sunnites comme une cause possible de difficultés administratives et intérieures dans l'Etat de l'Irak, mais elle n'a nulle part, dans tout son rapport, suggéré qu'il pouvait y avoir là un point influent sur la question de la frontière future. Elle n'a nulle part émis l'avis que les témoins qu'elle a entendus avaient fondé le désir d'un rattachement avec la Turquie sur le motif qu'elle est un Etat sunnite et l'Irak un Etat composé d'un élément chiite prédominant. En réalité, il n'est pas exact d'avancer que l'Irak est un Etat chiite ; il y a une légère majorité de Chiites dans l'ensemble du territoire de l'Irak, mais les deux éléments sont sans cesse mélangés d'un bout à l'autre de l'Etat tout entier ? Bagdad se divise également entre les deux communautés reli-

gieuses. Il y a cependant une forte communauté sunnite aussi loin dans le sud que Bassora, et naturellement la plus grande partie de la population nomade qui s'étend dans l'Irak tout entier, de l'ouest de Mossoul à l'ouest de Bassora, est composée d'une façon dominante d'éléments sunnites. Sa Majesté le Roi Fayçal est Sunnite. La plupart des ministres du Gouvernement de l'Irak sont Sunnites, bien que, à ce que je sais, deux membres du Cabinet au moins sont Chiites, fait qui indique que, du point de vue politique, il n'y a pas à cet égard, entre Chiites et Sunnites, une différence suffisante pour justifier l'idée qu'il puisse y avoir là un facteur à faire intervenir dans le tracé de la frontière entre l'Irak et la Turquie. Je m'excuse auprès du Conseil de l'avoir retenu si longtemps dans ma discussion de cette partie de l'exposé turc, mais j'ai dû faire ressortir combien cet exposé qui prétendait se baser sur les conclusions de la Commission s'écarte sur presque tous les détails importants des conclusions réelles de la Commission elle-même.

J'espère pouvoir traiter plus brièvement la seconde partie de l'exposé turc. Dans la première moitié de cette seconde partie, l'honorable représentant de la Turquie a insisté sur l'utilité qu'il y aurait à assurer une paix permanente et durable, et a prétendu que, alors que la Turquie ne désirait que vivre en paix avec ses voisins, — sentiment que je suis heureux de l'avoir entendu exprimer, et que je crois parfaitement sincère --- l'attitude prise par le Gouvernement britannique au nom de l'Irak a été une attitude d'agression continue et progressive, et il s'est efforcé d'étayer cette affirmation — comme elle se trouve effectivement étayée dans une carte annexée au livre rouge turc — en fournissant une série de tracés progressifs des frontières, rassemblant tout d'abord la documentation scientifique et autre relative à la question de l'Irak, donnant d'abord comme une sorte de tableau géographique de l'Irak, avant qu'il fût constitué comme Etat à la fin de la guerre, puis la ligne Sykes-Picot, — et enfin, la frontière discutée à l'armistice et

lors du Traité de Lausanne. Je me permettrai de déclarer que cette question du début, de savoir ce qui pourrait être ou non considéré comme Irak autrefois, ou quelle division territoriale pourrait avoir été envisagée par les grandes Puissances dans la première période de la guerre, est sans rapport avec la situation actuelle.

Depuis la création de l'Etat de l'Irak, le Gouvernement britannique n'a eu qu'un seul objet, à savoir le maintien de la paix sur les frontières de cet Etat, et il essayé de fixer les frontières, non pas en recourant arbitrairement à une action militaire, mais en demandant l'assistance de la Société des Nations. La frontière actuelle, qui est sur certains points, comme l'a fait observer le représentant de la Turquie, en avant de la ligne provisoirement établie lors de l'armistice, n'est pas une frontière que nous avons arbitrairement déterminée ; elle a été arrêtée à Bruxelles par la Société des Nations pour les deux parties. C'est dans le même esprit que nous présentons notre demande de nouvelle frontière, que nous considérons comme la meilleure et la mieux appropriée, frontière qui, contrairement à ce que semble suggérer l'exposé turc, n'entraîne pas l'annexion de la moitié du vilayet de Hakkiali, mais uniquement l'inclusion d'une bande longeant la frontière qui, selon la Commission, a été presque abandonnée, depuis que la majorité des Assyriens nestoriens, qui constituaient, pour la plus grande partie, la population, a été obligée de quitter ses habitats.

Ce n'est que cette bande déserte, le long de la frontière, que nous demandons ; nous présentons cette demande entièrement dans l'intérêt de ceux qui ont là leurs maisons natales et dans l'intérêt de la paix et de la sécurité de l'Irak. Je ne veux pas dire que nous revendiquons cette frontière par la force, tout ce que nous demandons, c'est que la Société des Nations prenne notre cause en considération. Nous sommes persuadés que c'est une cause juste, mais quoi qu'il advienne, et quelle que puisse être la décision de la Société des Nations, nous nous

soumettrons. Je le dis en ce moment, comme je l'ai dit hier au commencement et à la fin de ma déclaration. A moins que je ne fasse erreur, ou que le passage m'ait échappé, l'honorable représentant de la Turquie n'a pas encore, jusqu'ici, donné d'assurances au Conseil d'une acceptation formelle des décisions du Conseil par son Gouvernement, et je serais très heureux de savoir, s'il reprend la parole au cours de la discussion, s'il lui est possible de répéter d'une manière définitive, sans équivoque et sans réserve, les déclarations faites par le représentant de la Turquie au cours des sessions précédentes du Conseil, faites aussi par notre représentant à la même occasion et répétées par moi, clairement et sans réserve. Notre unique désir est de voir fixer par la Société des Nations une frontière satisfaisante, de sorte que les deux pays de l'Irak et de la Turquie vivent en paix et bon voisinage.

La conclusion de l'exposé du représentant de la Turquie consiste en une protestation où il conteste qu'on puisse admettre les recommandations mêmes de la Commission. Il a fondé cette contestation en prétendant que la recommandation introduit un facteur absolument nouveau, que les conditions indiquées par la Commission relativement au maintien des relations établies par le traité constituent l'introduction, je cite les épithètes mêmes du représentant turc, de moyens extraordinaires, artificiels et anormaux d'apporter des modifications au traité. Il conclut par ces mots : « La Turquie n'ayant reconnu le système mandataire sur les pays détachés de l'Empire ottoman, comment peut-on, dans ces conditions lui parler de l'établissement d'un mandat, non pas même dans une région quelconque, mais dans un territoire faisant actuellement partie intégrante de son patrimoine national ; car d'après le rapport de la Commission, la condition première pour pouvoir détacher de la Turquie le territoire contesté est l'établissement d'un mandat sur ce territoire. » Telle est la partie la plus importante des déclarations faites par le représentant de la

Turquie, et je prie le Conseil de déclarer si cet argument ne constitue pas un renversement complet de la situation et de la recommandation faite par la Commission.

La Commission n'a suggéré, ainsi que je l'ai établi dans mes déclarations d'hier, aucune modification en ce qui concerne l'administration de l'Irak. Elle n'a nullement suggéré l'introduction ou l'établissement de relations mandataires n'existant pas actuellement. Ce qu'elle s'est bornée à faire, a été de demander le maintien de la situation actuelle en ce qui concerne l'autonomie linguistique et politique kurde, ainsi que des relations conformes au Traité actuel entre l'Angleterre et l'Irak.

Quand les commissaires ont visité ces districts, qui diffèrent par leurs races des Arabes de l'Irak inférieur, ils ont constaté une satisfaction générale de l'état des affaires, en même temps qu'une crainte que les relations avec la Grande-Bretagne ne prissent fin en 1928 sans être renouvelées, comme elles peuvent l'être conformément aux clauses du présent traité et ainsi que nous nous sommes engagés à le renouveler. La population était désireuse de voir se maintenir l'influence britannique, tant pour conserver un bon gouvernement que pour voir continuer la sollicitude manifestée en faveur de la langue et des mœurs kurdes. Telles sont les conditions actuelles et les conditions que nous sommes prêts à rendre permanentes et à améliorer dans le sens où le demande la Commission. La Commission n'a fait aucune suggestion de changement. A cet égard, je désire poser une question, car elle est importante par sa répercussion sur l'attitude de la population kurde. Actuellement, cette population jouit dans une large mesure de l'autonomie de race et nous sommes prêts à élargir encore cette autonomie. Je remarque qu'il n'y a dans le discours du représentant de la Turquie, aucun passage qui permette de penser qu'en cas de cession à la Turquie de ces territoires, ces priviléges puissent être conférés à la population kurde, et j'aimerais

à demander résolument, si à l'égard des populations kurdes qui peuvent éventuellement être comprises ou sont comprises déjà dans la Turquie, le Gouvernement turc est disposé à donner au Conseil l'assurance que nous lui donnons nous-mêmes explicitement ?

En ce qui concerne le mandat, il est clair d'après le contexte de tous les passages où la Commission y fait allusion, qu'elle ne demande nullement l'introduction d'un mandat inexistant, mais le maintien de l'état de choses actuel qui donne satisfaction aux habitants et qui constitue une des raisons essentielles pour lesquelles la majorité de ces habitants désirent demeurer, comme ils le sont aujourd'hui, citoyens de l'Irak.

La déclaration turque commence par refuser de reconnaître l'existence d'un mandat partout où il s'agit d'un territoire détaché de l'empire ottoman. Je ne puis que déclarer que ce n'est pas là une opinion partagée par la majorité des Etats. La majorité des Etats et la Société des Nations ont définitivement reconnu ailleurs le système mandataire et je me permets de faire état de ce fait que la Turquie elle-même a récemment reconnu ce système mandataire en Syrie et en Palestine, en sollicitant et en réussissant à obtenir l'exequatur pour les consuls turcs à Beyrouth, Alep et Jérusalem ; en conséquence, je ne crois donc pas qu'on puisse soutenir que le Gouvernement turc ait refusé par principe de reconnaître nulle part l'existence de relations mandataires. Quoi qu'il en soit, ce que la Commission suggère et que nous avons définitivement accepté, n'est point l'introduction d'un nouvel état de relation soit dans le sud de l'Irak soit dans le territoire contesté, mais simplement le maintien d'un état de choses dont la population est satisfaite. C'est la population de l'Irak qui craint le changement, et l'assurance que la Commission désire, assurance que nous avons donnée, est qu'il n'y ait aucun changement modifiant réellement le caractère du Gouvernement et son administration dans l'Irak. Dans cette affaire, ce n'est ni le Gouvernement britannique ni

la Commission qui désirent effectuer des changements, mais bien le Gouvernement turc. L'Etat de l'Irak existe comme entité politique depuis la guerre. Pendant cette période, il a réalisé des progrès très importants, ainsi qu'en a témoigné la Commission, dans le domaine de la sécurité administrative, de l'enseignement et de l'hygiène publique, et en fait dans toutes les branches de l'administration, lorsqu'on compare la situation actuelle à celle qui existait sous le Gouvernement turc. Il a formé un système administratif unique dont les fonctionnaires sont principalement des fonctionnaires locaux choisis dans les districts où ils habitaient, et qui dans les districts kurdes sont en grande majorité Kurdes. Il a constitué un territoire où la vie politique est active. Toute la population a participé à la formation de l'Assemblée constituante, qui a été établie d'après le choix des citoyens au moyen de libres élections publiques. Elle a rédigé la constitution sous laquelle vit l'Irak. Tout le pays est représenté à la Chambre des députés, qui a exprimé son désir de maintenir l'alliance britannique, et ce désir était exprimé dans le télégramme dont j'ai donné lecture hier au Conseil. Je considère que vous êtes, dans le district contesté, en présence d'une partie intégrante et vivante d'un Etat qui n'est encore que dans la période de jeunesse ; mais il y a beaucoup de jeunes Etats dans le monde aujourd'hui, et les années écoulées depuis la guerre ont apporté des modifications beaucoup plus considérables que la période équivalente d'avant-guerre n'en avait apportées. La réclamation du représentant turc est qu'on devrait détacher un territoire formant partie intégrante de cet Etat dont l'existence est un fait, et cela contre l'avis général des populations de ce territoire, ainsi que la reconnaît la Commission elle-même ; il prétend que ce territoire devrait faire retour à un pays avec lequel la majorité de sa population n'a aucune parenté ethnique. 95 % de cette population est composée d'individus n'appartenant pas à la race turque et ne doit pas être restitué à la Turquie pour la seule

raison que la Turquie n'a pas cessé de réclamer ce territoire.

Toute la base de l'argumentation du représentant turc sur ce point est que le territoire en litige fait encore partie intégrante de la Turquie. En fait, c'est inexact. Il est seulement sous la souveraineté de la Turquie dans le sens purement technique de la jurisprudence internationale, qui prévoit que la souveraineté d'une région donnée n'est pas définitivement transférée, tant que le souverain de cette région n'a pas formellement renoncé à ses droits.

Comme l'a fait observer la Commission, la souveraineté légale de ce territoire n'est pas déterminée tant que le Gouvernement turc n'a pas renoncé à sa souveraineté ; mais, comme je l'ai fait remarquer hier, en vertu du traité de Lausanne et de la déclaration donnée au Conseil que la Turquie consentait à accepter d'avance la décision du Conseil, cette souveraineté légale sera ce que le Conseil voudra qu'elle soit. Par conséquent, l'argumentation juridique n'est pas l'un des facteurs qui doivent influencer la décision dans un sens ou dans un autre : elle résultera de la décision elle-même. S'il en était autrement, vous arriveriez à la conclusion absurde que parce que les Turcs ont réclamé un certain territoire, il doit leur être attribué, et, d'un autre côté, en acceptant le renvoi devant la Société des Nations, si cet argument prévalait, nous nous trouverions avoir abandonné les droits que nous réclamions. J'insiste sur ce point particulier parce qu'il est important et parce qu'il a été introduit dans les débats d'une manière qui tend à en obscurcir l'issue. La question en jeu est de savoir quelle est la frontière régulière et appropriée entre les deux Etats de l'Irak et de la Turquie. La question de la souveraineté juridique, qui est restée en suspens depuis la guerre, dépend entièrement de la solution qu'on donne à cette question, et ne constitue pas l'un des facteurs qui en affecte la solution. Par conséquent, dans la mesure où il s'agit de ce traité et du renvoi devant le Conseil, cette question ne se soulève pas.

La revendication turque sur le vilayet de Mossoul, ne se trouve pas soulevée non plus ; la seule question en jeu est celle de la frontière régulière entre l'Irak et la Turquie. Or, la Commission, basant son rapport sur le terrain géographique et économique, ainsi que sur les vœux des habitants, recommande que cet Etat qui existe conserve son intégrité tout au moins jusqu'à la frontière tracée à Bruxelles, et recommande que cette intégrité territoriale soit rendue permanente, à condition que le système politique actuel continue jusqu'à ce qu'il soit tout à fait évident que le pays se trouve reconstitué d'une manière permanente et qu'il est capable de résoudre avec succès ses problèmes intérieurs. Le Gouvernement britannique est entièrement satisfait de cette conclusion principale. Il a donné toutes les assurances que demandait la Commission et que sans doute le Conseil peut désirer. La seule chose que nous demandions, outre les recommandations de la Commission, c'est une rectification de la frontière qui puisse rendre la défense de l'Irak beaucoup plus facile, diminuer ainsi les causes possibles de contestations, et, par une réduction des armements, libérer des revenus pour des buts plus fructueux de paix. Cette rectification de la frontière rendra également l'administration du pays plus facile qu'elle ne l'est actuellement en ce qui concerne la question des raids entre tribus, soulevée hier par le représentant turc. Certainement, la création d'une frontière alpine, telle que celle que nous réclamons, réduirait considérablement la possibilité des raids le long de la frontière, si on la compare avec la frontière telle qu'elle avait été délimitée à Bruxelles, qui peut être avantageuse comme barrière contre des manœuvres stratégiques d'armées considérables, mais qui présente des passages et des crêtes innombrables, permettant à de petites bandes d'indigènes de traverser lorsqu'ils désirent assurer une vengeance personnelle ou piller leurs voisins. Nous demandons cette rectification afin de permettre la restitution de cette bande de territoire mainte-

nant déserte et inhabitée, à une petite nation qui a vécu à cet endroit depuis le début de son histoire, qui est passionnément attachée à son foyer, et qui ne pourrait jamais y habiter si elle devait être soumise de nouveau aux conditions qu'elle redoute de subir au cas où on la remettrait sous la souveraineté turque. Nous ne demandons aucun changement, mais la continuation satisfaisante d'une expérience de reconstruction d'une nation autonome que la S. d. N. a aidé à créer et que nous avons développée sous la direction et les conseils de celle-ci. Je suis allé moi-même là-bas, et j'ai vu par moi-même les progrès prodigieux qu'on avait réalisés dans toutes les directions. Ce pays se trouve actuellement dans une situation beaucoup plus favorable en ce qui concerne la paix, la sécurité, la justice et la valeur du Gouvernement, que la situation qu'il a endurée pendant un millier d'années. Le représentant turc demande qu'on renverse toute la tâche qui a été effectuée, en demandant qu'on remette une partie de cet Etat sous la souveraineté étrangère, car quelle que soit la parenté historique de race qu'il pourrait avoir eue dans le passé, ce serait une souveraineté étrangère ; c'est une demande que la Commission a jugée contraire aux voeux de la population elle-même et à ses intérêts, qui serait fatale à tous les espoirs qui gravitent autour de l'Etat de l'Irak et qui, j'en ai la conviction, serait fatale au développement pacifique du Proche-Orient.

TEWFIK Rouschdy Bey (Turquie) déclare qu'il a écouté avec un vif intérêt le discours de l'honorable représentant de la Grande-Bretagne ; il tient spécialement à le remercier d'avoir souligné certains points sur lesquels il se réserve de répondre à la prochaine séance, étant donné que M. le Représentant de la Grande-Bretagne s'est référé à plusieurs passages du rapport de la Commission. Dès à présent il peut dire qu'il sera aussi bref que possible.

RÉPONSE

de TEVFIK ROUSCHDY BEY

Ministre des Affaires Etrangères de Turquie

à la réponse de Monsieur Amery du 4 septembre 1925.

(*Séance de l'après-midi du 4 septembre 1925 du Conseil
de la Société des Nations.*)

Je ne pourrai répondre au discours de Son Excellence M. Amery qu'en me basant sur des notes prises rapidement au cours de la séance de ce matin.

La première partie de son discours se rapporte à la critique de la méthode turque. Je donne raison au Représentant de la Grande-Bretagne d'essayer de critiquer un exposé qui met tellement en évidence la légitimité de la thèse turque. Je dois dire immédiatement que les citations figurant dans mon exposé ont été empruntées textuellement au rapport de la Commission. Il est d'ailleurs impossible de nier que toute personne qui lirait non seulement les conclusions figurant à la fin du rapport de la Commission, mais le rapport tout entier, ne pourrait aboutir à un résultat autre que celui auquel nous sommes parvenus. Ce rapport étant devenu actuellement du domaine public et les exposés des deux parties étant connus du Conseil et de tout le monde, chacun est donc en mesure de se faire une opinion, et je ne crois pas devoir insister davantage à ce sujet. S'il n'en était pas ainsi, j'aurais pu dire que dans les conclusions finales sur lesquelles M. Amery veut s'appuyer, MM. les Commissaires eux-mêmes, par les réserves formulées, renvoient le lecteur au

contenu du rapport, en ce qui concerne les vœux des populations. Il en résulte que MM. les Commissaires pensent qu'on ne saurait, sans lire le rapport lui-même, tirer directement parti de ces conclusions. Si je ne craignais d'abuser de la patience du Conseil, je lui lirais tout le rapport en lui montrant le sens véritable qui ressort clairement de son contenu.

Mais, comme je suis persuadé que les Membres du Conseil voudront bien faire eux-mêmes ce travail, je m'abstiendrai de leur faire perdre le temps. Cependant, pour leur faciliter une telle tâche, je me réserve de leur remettre un memorandum détaillé sur cette question.

La deuxième partie de l'exposé du Représentant de la Grande-Bretagne a trait à des questions qui méritent d'intéresser de près l'opinion publique mondiale, et qui doivent être considérées comme ayant une importance toute particulière. Tout en traitant des questions intérieures de la Turquie, il a déclaré ne pas vouloir en parler. Je ne vois pas la possibilité de discuter ici les affaires intérieures de la Turquie.

La population de la Turquie est, si l'on excepte certaines minorités dont les droits sont assurés par les stipulations ad hoc du Traité de Lausanne, et dont le nombre est, comparativement à la population totale extrêmement réduit, composée de Turcs et de Kurdes, ces deux éléments gouvernent ensemble le pays.

On nous demande quel régime nous promettons d'appliquer aux Kurdes du vilayet de Mossoul. Est-il nécessaire que je réponde à une telle question ? Tous les Kurdes possèdent en Turquie, sans aucune restriction, tous les droits que possèdent les Turcs. Ils ont le droit de devenir députés, ministres, gouverneurs, etc. En réservant respectueusement le droit de la Perse, puissance amie et voisine de la Turquie, sur les Kurdes de la Perse, le Gouvernement de la République a, plus que tout autre Etat, le droit de parler au nom de l'élément kurde dont la majorité se trouve en Turquie et gouverne la Turquie avec le

peuple turc. Tout le monde sait d'ailleurs comment et par qui l'agression vers le vilayet de Diarbékir a été défendue durant la période d'armistice. Elle a été repoussée par les Kurdes.

Je vois une allusion dans les paroles de M. Amery à la réaction qui, survenue dans certaines parties des provinces orientales, a été réprimée. Je ne veux pas croire qu'il approuve le point de vue de Cheih Saïd et de ses partisans qui, devant les tribunaux, ont ouvertement déclaré qu'ils s'étaient soulevés contre le régime de la souveraineté du peuple et de la liberté de conscience. En outre, je ne puis vraiment pas comprendre le but qu'on poursuit en cherchant à diviser un élément national sous prétexte de le protéger. Est-ce qu'il s'agirait d'avoir ainsi sous la main une petite fraction de l'élément kurde en vue de s'en servir pour des projets dirigés contre les pays qui contiennent la majorité de ce peuple ?

Cependant, quels que soient ces projets, je n'ai aucun doute au sujet de la volonté des Kurdes d'être eux-mêmes le plus grand facteur pour maintenir l'unité politique au sein de laquelle ils ont toujours vécu et qu'ils ont gouvernée ensemble avec les autres éléments.

Est-il besoin d'approfondir la signification de l'état de choses existant à Suleymanieh, auquel il a été fait allusion hier ? A cette occasion, je dois dire que l'occupation en Irak se maintient en s'appuyant sur la force. Il est facile de montrer par des exemples la situation qui y existe. Dans une réponse faite par le Gouvernement britannique à une plainte formulée par la Turquie auprès de la Société des Nations, il est clairement reconnu que, pour appeler trois personnes au centre administratif de la région, on a soumis plusieurs villages à un bombardement aérien. Ces sortes d'opérations, qu'on a pris l'habitude de désigner sous le nom « d'avertissement aérien » sont assez fréquentes et sont souvent citées dans les réponses du Gouvernement britannique. J'avais déjà déclaré que je ne reconnaissais pas le droit de parler de l'adminis-

tration existant au sud du territoire contesté. Je laisse donc à l'appréciation du Conseil les faits tels que celui, par exemple, de l'arrestation et de l'envoi en exil par la Puissance occupante, du Ministre de l'Intérieur de l'Irak, en plein exercice de ses fonctions. Cela illustre, d'une façon assez claire, la situation du Gouvernement de l'Irak.

L'honorable Représentant de la Grande-Bretagne a également parlé des Assyriens. Il a dit que ceux-ci appartiennent à une très ancienne nation historique et a insisté sur l'opportunité de prendre particulièrement en considération leurs droits. Cette question est, également, une question tout à fait étrangère au débat. Le nombre des Assyriens est loin d'être en état d'exercer une influence quelconque sur la solution de la question en litige. Les clauses relatives aux minorités et contenues dans le Traité de Lausanne sont de nature à assurer pleinement leurs droits. Le Gouvernement turc est prêt à participer à la discussion des droits historiques si une telle question est posée pour toutes les nations historiques du monde.

En résumé, ce que nous demandons, c'est la sécurité et la paix futures de toute la Turquie, tandis que pour la Grande-Bretagne, le problème ne se rapporte à aucune question de sécurité, car il ne s'agit que d'une parcelle minime des frontières qu'elle protège et d'un territoire qui nous appartient.

Genève, le 8 septembre 1925.

Monsieur le Secrétaire Général,

A la séance du 4 septembre 1925, après-midi, j'avais promis de remettre au Conseil un mémorandum détaillé en réponse à l'exposé fait par le représentant de la Grande-Bretagne. C'est ce mémorandum que j'ai l'honneur de vous remettre ci-joint et je vous serais reconnaissant de le communiquer le plus rapidement possible aux membres du Conseil et de l'Assemblée.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, les assurances de ma haute considération.

RÉPLIQUE de la Délégation turque à la réponse du Représentant britannique en date du 4 septembre 1925.

L'honorable Représentant britannique commence son discours en affirmant que le représentant de la Turquie a exposé « moins les conclusions de la Commission — tout en paraissant » sous-entendre qu'elles étaient bien les conclusions de la Commission — que ses propres vues » et accuse ainsi le représentant turc d'avoir défiguré le sens du rapport, de même que d'avoir entre autres prêté à confusion en faisant des citations du rapport de Djévad Pacha et en laissant supposer qu'il s'agissait de citations empruntées au rapport de la Commission.

Nous repoussons énergiquement de pareilles assertions. Tout ce qui a été avancé au nom de la Commission, l'a été en faisant des citations complètes et lorsqu'il s'est agi des extraits du rapport de Djévad Pacha, cela fut explicitement et clairement spécifié de façon à ne prêter lieu à aucune équivoque ; ces extraits constituent d'ailleurs une faible partie seulement des constatations faites par l'assesseur turc en compagnie des membres de la Commission.

Qu'on se rapporte à toutes ces citations, l'on y verra que toujours les phrases favorables à la thèse britannique y figurent en entier ; s'il fallait des exemples nous rappelerions la citation relative aux manifestations figurant à la page 8 du rapport dont la phrase relative à la contre-manifestation devant le club nationaliste n'a pas été omise, bien qu'il fut certain qu'il s'agissait de contre-manifestations organisées par la police en vue d'effacer l'impression produite par la démonstration spontanée du peuple à la vue de l'uniforme turc ; les citations de la page 77 du rapport où les phrases et alinéas en faveur de l'Irak figurent entièrement. D'ailleurs, nous démontrerons plus bas en prenant une à une chacune des observations britanniques que l'assertion sus-mentionnée est absolument contraire à la réalité des choses et que c'est pas contre le représentant britannique qui, dans son exposé, a essayé souvent d'interpréter d'une façon arbitraire les déclarations turques ou a tenté de donner l'impression qu'une grande partie des arguments en faveur de la thèse turque n'émanaien pas du rapport même de la Commission, mais de source turque, c'est-à-dire partielle.

Ceci dit, il nous reste à réfuter point par point les assertions britanniques ci-dessus mentionnées et à montrer les passages dans lesquels le représentant de la Grande-Bretagne tombe dans l'erreur où il accuse à tort le représentant de la République turque d'être tombé.

1. En voulant combattre l'argumentation turque, le représentant de la Grande-Bretagne cite une phrase du rapport qui,

précisément, établit d'une façon éclatante la justesse du point de vue turc ; il est dit en effet à la page 28 du rapport :

« Donc on peut conclure que dans toute la littérature géographique, des commencements de la période arabe jusqu'à nos jours, le territoire contesté n'a, dans sa totalité, jamais été considéré, décrit ou représenté comme faisant partie de l'Irak. »

En lisant les explications qui précèdent cette conclusion, on verrait que la presque totalité des auteurs cités, y compris la section historique du Foreign Office et le collaborateur de l'Encyclopédie britannique, considèrent la plus grande partie du vilayet de Mossoul comme étant en dehors de l'Irak. Dans ces conditions, il est difficile de comprendre qu'une contestation puisse encore subsister à ce sujet, surtout de la part d'un représentant de la Grande-Bretagne, parlant au nom de ce même Foreign Office.

Il est nécessaire à cette occasion d'élucider définitivement un point très important. Il est incontestable que le document fondamental sur lequel on doit se baser dans la discussion en cours est le Traité de Lausanne. Or, l'article 3 (2) de ce traité dit que :

« La frontière entre la Turquie et l'Irak sera déterminée à l'amiable entre la Turquie et la Grande-Bretagne dans un délai de neuf mois. A défaut d'accord entre les deux Gouvernements dans le délai prévu, le litige sera porté devant le Conseil de la Société des Nations. »

Il ne viendra à l'esprit de personne de prétendre qu'en signant ce traité, la Turquie entendait par l'expression d'Irak, une région indéfiniment extensible vers le Nord.

Cela doit être dit avec toute la solennité que comporte la situation :

En signant le Traité de Lausanne, la Turquie entendait par le mot Irak, ce que tous les auteurs, y compris le collaborateur de l'Encyclopédie britannique, ainsi que l'auteur du Handbook N° 63, publié par le Foreign Office, entendaient par ce même mot, c'est-à-dire une région comprenant approximativement les anciens vilayets ottomans de Bagdad et de Basra. C'est parce que toutes les définitions de l'Irak données par tous les auteurs de renom coïncident à peu près avec la frontière demandée par la délégation turque à Lausanne que cette délégation a signé le traité en question, sûre qu'elle était que le litige une fois porté devant le Conseil de la Société des Nations, celui-ci ne pourrait envisager qu'une frontière voisine de celle qu'elle réclamait.

Toutes les réclamations britanniques relatives à une frontière trop éloignée de la limite méridionale du vilayet de Mossoul faites postérieurement à la mise en vigueur du Traité de Lausanne, sont donc contraires à ce traité et ne sauraient être prises en considération. Le Gouvernement turc remercie tout particulièrement la Commission d'avoir mis en lumière d'une façon très documentée ce qu'il fallait entendre par le mot « Irak ».

L'importance de cette définition peut ne pas être considérée comme très grande à un point de vue général, mais au point de vue juridique, cette importance est, comme on en conviendra, de tout premier ordre.

Il est d'autre part inutile de répéter que la Turquie n'a jamais admis et ne saurait admettre l'identité qu'on a voulu établir entre la Mésopotamie et l'Irak, ce qui pourrait amener à demander pour ce pays des régions, comme celles d'Ourfa par exemple. C'est d'ailleurs pour cela que dans l'article 3 du Traité de Lausanne, le terme Irak a été adopté.

Le renvoi que fait ensuite l'honorable M. Amery à la page 86 du rapport a trait, comme l'indique le sous-titre de la partie dont il parle, à la topographie des frontières et non à la géographie.

C'est peut-être pour la première fois dans l'histoire qu'on insiste tellement sur des considérations d'ordre topographique ou stratégique, ce qui revient à peu près au même, dans une question où il s'agit de décider du sort de près de 800,000 êtres humains et d'un territoire d'une superficie de près de 10,000 kilomètres carrés.

Des considérations de cette nature pourraient prévaloir s'il s'agissait de choisir entre deux lignes distantes l'une de l'autre de quelques kilomètres seulement.

L'honorable M. Amery commet, dès ce premier point de son exposé, l'erreur dont il accuse le délégué turc ; en effet, dans la longue documentation se trouvant dans le rapport au sujet du mot Irak, il cite seulement l'alinéa relatif à l'atlas britannique intitulé : « The Times Survey Atlas of the World », qui, d'ailleurs, laisse près de la moitié du territoire contesté en dehors de la Mésopotamie, mot auquel il faudrait substituer le mot Irak pour que la délégation britannique puisse en tirer parti. De plus, en faisant cette citation d'une façon incomplète, le représentant britannique néglige de parler de la source où est puisée cette définition de la Mésopotamie et donne par là à penser qu'elle est l'œuvre des Commissaires, ce qui n'est nullement le cas, puisqu'une telle définition est contraire aux conclusions de la Commission.

Ce fait est un exemple typique de la façon dont Son Excellence M. Amery répond à l'argumentation turque.

De même, le représentant britannique, lorsqu'il désire réfuter la thèse turque relative au point de vue géographique renvoie le lecteur non aux conclusions géographiques du rapport, mais à ses conclusions topographiques.

Si l'on prenait les conclusions géographiques figurant à la page 86 et qui sont ainsi conçues :

« Le territoire contesté est une région de transition à un double titre : passages, d'une part entre les montagnes kurdes et les plaines arabes, d'autre part entre la zone occidentale (Syrie et Arménie) et la zone sud-orientale (Irak et Louristan). Sa partie septentrionale dont Mossoul est le centre, s'apparente aux régions de Nisibin, Mardine, Diarbékir, Ourfa, tandis que le sud se rattache à l'Irak et au Louristan de Perse. La ligne de partage de ces deux régions se trouve entre Kerkouk et Arbil, la ligne du petit Zab est probablement la mieux indiquée. »

On verrait que d'après la Commission, plus de la moitié du territoire contesté s'apparente avec l'Anatolie méridionale. Il est de notoriété publique qu'en Turquie, on désigne par le mot Anatolie, la Turquie d'Asie et par celui de Roumérie, la Turquie d'Europe, et le reste en partie avec la Perse et en partie avec l'Irak et que partant de là ce dernier pays n'est nullement fondé à demander le territoire en question en se basant sur des considérations géographiques.

D'autre part, à la page 24 du rapport se trouve l'alinéa suivant, qui est encore plus explicite :

« De toutes les régions avoisinantes, la région en question a le plus d'affinité avec la région du versant du Taurus arménien, de Nisibin-Mardine et même d'Ourfa. »

2. La phrase citée dans l'exposé du représentant turc à la séance du 3 septembre 1925 du Conseil relativement au rôle prépondérant joué par les Turcs à Mossoul est empruntée aux conclusions historiques mêmes du rapport et toute la page 59 de ce rapport confirme cette thèse.

Si à la fin de ces arguments historiques le rapport déclare que l'autorité des Sultans ne fut pas toujours effective en dehors des villes et de la route Mossoul-Erbil-Kifri-Bagdad, on doit remarquer qu'à certaines époques ce fut le cas de presque tout l'Empire ottoman. Si d'autre part on veut savoir où Mossoul a été le plus souvent rattaché, il suffit de lire l'alinéa suivant se trouvant à la page 57 du rapport :

« Ces particularités géographiques du pays ont déterminé son histoire. Sauf aux époques les plus reculées, où il constitue le centre de l'Empire assyrien, ce territoire n'a jamais été désigné par un nom qui lui fut propre. Souvent les cartes ne lui en donnent aucun. Soit dans son ensemble, soit dans certaines de ses parties, il a été administrativement rattaché à l'un ou à l'autre des territoires avoisinants. Tantôt sous la dépendance de Diarbékir, tantôt sous celle de Bagdad, il paraît, selon les divers documents, incorporé le plus souvent au Djezireh ou partiellement encore au Kurdistan ou à l'Irak. Ce passé prouve que le territoire peut être rattaché à ceux qui l'avoisinent et prouve aussi qu'il peut être divisé. »

Or, on sait que le Djezireh ou Mésopotamie du Nord, c'était la région de Diabékir, Mardine, Ourfa, etc... (Voir entre autres Handbook N° 63, pages 3 et 15.)

D'ailleurs, par l'accord Sykes-Picot, la Grande-Bretagne elle-même n'a-t-elle pas reconnu que la plus grande partie du territoire contesté faisait partie du Djezireh ?

L'honorable M. Amery parle du caractère arabe de Mossoul en s'appuyant sur une phrase de la Commission mais omet comme d'habitude de citer les phrases suivantes qui diminuent de beaucoup la valeur de cette première assertion.

D'ailleurs, comme le laisse entendre une de ces phrases, la crainte des autorités d'occupation a quelque peu contribué à donner à la ville de Mossoul un tel aspect. Si l'on disait par

exemple qu'avec l'arrivée de la Commission à Mossoul, la police y a ramassé toutes les plaques de gramophone en turc et a essayé de terroriser ceux qui oseraient se dire Turcs, on s'expliquerait mieux l'impression produite sur la Commission.

Celle-ci ne dit-elle pas d'ailleurs à la page 78 de son rapport :

« Les Turcs des environs immédiats de Mossoul avaient des sympathies pour la Turquie, mais étaient aussi intimidés que les Kurdes. Par contre, les habitants de la ville de Tel-Afar, firent, malgré la présence d'une forte garnison, une grande démonstration pro-turque. »

3. Pour pouvoir traiter la question ethnique ensemble avec la question se rapportant aux voeux des populations, nous la laisserons pour le moment de côté et passerons aux questions économiques et juridiques.

Les observations personnelles de Messieurs les Commissaires se rapportent, comme voudra bien le reconnaître sans doute l'honorable M. Amery, à la période actuelle qui forcément est une période anormale.

Pour étudier la situation économique du territoire contesté, nous prendrons en considération trois périodes distinctes.

I. La situation d'avant-guerre.

Elle était la suivante :

a) Tout le commerce d'exportation et d'importation que le vilayet de Mossoul faisait avec l'Europe suivait les voies d'Alep, Diabékir et Samsoun. (Voir entre autres la brochure « Mésopotamie » du Foreign Office, page 105.)

b) Les produits que Mossoul importait des parties de la Turquie actuelle étaient beaucoup plus considérables que ceux qu'elle importait de l'Irak (voir les statistiques figurant à la page 69 du rapport, d'après lesquelles cette proportion était de quatre à un).

c) Les produits lourds et d'un prix relativement bas tels que les céréales, le bois, etc., de toute la vallée du Tigre, étaient transportés par ce fleuve vers Bagdad et Basra.

Le blé consommé à Bagdad venait beaucoup plus de Diarbékir que de Mossoul ; le bois, même celui utilisé à Mossoul, venait presque exclusivement de Diarbékir et des parties de la vallée du Tigre située plus en aval encore.

Dans le mémorandum remis par la délégation turque à Lausanne, le 23 décembre 1922, il était dit (voir Livre Rouge, page 90) :

« Les relations économiques et commerciales de Mossoul avec l'Anatolie méridionale et particulièrement avec les régions de Diarbékir, Van Bitlis sont en tout cas beaucoup plus importantes que ses relations de même ordre avec Bagdad. De plus, l'unique voie commerciale reliant le Sud de l'Anatolie à la Perse, passe par Mossoul. »

« Ceux qui connaissent ce pays savent qu'à l'encontre de l'assertion contenue dans le mémorandum britannique, le bois de construction employé à Bagdad ne vient pas de Mossoul, mais de Diarbékir. En outre, la quantité de blé que Mossoul achète à Diarbékir à meilleur marché pour la revendre plus cher à Bagdad dépasse la quantité de blé exporté directement de Mossoul à Bagdad. De plus, les relations économiques entre Suleymanieh et Van sont extrêmement importantes et Mossoul exporte en Anatolie une grande quantité de bestiaux, surtout des buffles. »

A cette assertion turque, la délégation britannique répondait comme suit, le 26 décembre (voir Livre Rouge, page 96) :

« L'aide-mémoire britannique déclarait que la possession du vilayet de Mossoul est essentielle pour l'approvisionnement de Bagdad. L'aide-mémoire turc ne réfute pas cette déclaration à laquelle elle ajoute que Bagdad est tributaire de Diarbékir aussi bien que de Mossoul pour les céréales dont elle a besoin. La délégation britannique n'a point l'intention de conclure de cet argument que Diarbékir, comme Mossoul, devrait faire partie de l'Irak. Elle se contente d'attirer l'attention sur ce que le développement de l'agriculture en Irak, depuis l'occupation britannique, permet de plus en plus à l'Irak de se passer des céréales de Diarbékir en tant que les régions de Mossoul, produisant des céréales, font partie de son territoire. »

Comme on le voit, la délégation britannique laisse de côté la question du bois et dans la question des céréales reconnaît le bien-fondé de la réponse turque en disant toutefois que les progrès réalisés en Irak permettront à ce pays de se passer du blé de Diarbékir ; en poussant ce raisonnement un peu plus loin, on pourrait tout aussi bien dire que l'Irak en progressant davantage parviendrait à se passer également du blé de Mossoul.

Mais la délégation turque ne désire pas entrer dans une pareille voie, qui, on le sent bien, n'est ni assez solide ni assez sérieuse, elle se contentera de dire que dans bien des cas, certaines régions des territoires des Etats peuvent, par suite de leur proximité et de l'existence de certaines voies naturelles ou autres, de communications, avoir autant, voire même plus de relations économiques avec les pays voisins étrangers, qu'avec les différentes parties de l'Etat dont elles dépendent. Ce fait n'y entraîne aucun changement de souveraineté, le système suivi dans de pareils cas consistant à conclure des arrangements spé-

ciaux de douane, de manière à tenir compte de l'interdépendance économique des régions voisines. Se placerait-on au point de vue de la Commission au sujet de la situation économique du vilayet de Mossoul, situation qui est amplement discutée dans les mémoires précédemment présentés au Conseil, on ne pourrait mettre en doute l'injustice qu'il y aurait à arracher à un Etat une région importante de ses territoires pour satisfaire aux besoins économiques d'un autre Etat. Ce serait donner une extension déplorable au système de colonisation ou faire revivre celui de partage des territoires d'un Etat sous des motifs dont l'iniquité dépasse tout commentaire. S'il s'agit en l'espèce des intérêts économiques, non pas de l'Irak, mais de Mossoul, la sauvegarde de ces intérêts et les mesures qu'ils nécessiteraient dépendent exclusivement du pouvoir souverain auquel est soumis le vilayet.

D'ailleurs, une résolution du Congrès de la Fédération du Travail et du Parti Travailiste, alors qu'il était au pouvoir, ne dit-il pas textuellement (voir Livre Rouge, page 313) :

« L'argument que l'Irak achète ses céréales à Mossoul n'implique point que cette contrée doive être annexée. L'Irak continuerait à acheter ses grains de Mossoul, comme il le fait depuis des siècles. »

De même le rapport de la Commission contient à la page 61 l'alinéa suivant :

« Le liva de Mossoul dépend exclusivement de la ville de Mossoul. Il est à considérer cependant que si Mossoul est le marché du liva, l'excédent de ce qui ne peut être consommé sur place est transporté à Bagdad par la voie fluviale. Ces transports pourraient continuer à se faire même dans le cas où Mossoul serait séparé politiquement de Bagdad. Il suffirait que des accords économiques fussent conclus entre les deux pays.

Ces accords seraient aussi avantageux pour Bagdad, où l'apport des produits du nord diminuerait le coût de la vie, que pour Mossoul dont Bagdad est le débouché » qui montre le vrai chemin qui devrait être suivi dans cette question économique.

d) Le commerce entre Mossoul et la Syrie ne peut, bien entendu, servir en aucune façon à étayer la thèse britannique, elle peut au contraire servir uniquement la thèse turque, comme nous le verrons tout à l'heure.

II. La situation actuelle.

C'est une situation anormale et précaire sur laquelle nous n'insisterons pas.

III. La situation qui sera créée en donnant à la question de l'attribution du territoire contesté, la seule solution normale qu'elle comporte.

Le chemin de fer devant relier Mossoul à la Méditerranée est déjà arrivé à Nousseybin et se trouve, sauf une très petite fraction pour la libre utilisation de laquelle des accords particuliers existent déjà et pourront encore être complétés, entièrement en territoire turc.

Dès que la situation sera redevenue normale, ce chemin de fer sera, avant même d'avoir été prolongé, la seule voie que suivra le commerce de Mossoul avec la plus grande partie de la Turquie ainsi qu'avec la Syrie et l'Europe, et quelles que soient les statistiques que l'on consulte, l'ensemble de ce commerce dépasse incontestablement les trois quarts du commerce total de la région. L'intérêt que le territoire contesté aurait alors au

point de vue économique à faire partie intégrante de la Turquie, intérêt qui était prépondérant même dans la situation d'avant-guerre, serait considérablement accru. Il convient, à cette occasion, de faire observer que la voie du Tigre convient seulement aux produits lourds et d'un prix peu élevé, dirigés sur Bagdad et Basra pour être consommés sur place ou être exportés aux Indes. Même pour les céréales qui pourraient être exportées en Europe, le chemin allant vers la Méditerranée serait préférable à la voie du Tigre, beaucoup plus longue à cause de l'énorme détour que devraient faire ces marchandises pour arriver du Golfe Persique dans la Méditerranée.

Quoiqu'elle n'ait pas apporté à l'étude de la situation créée par ce chemin de fer toute l'attention nécessaire, la Commission a néanmoins senti cette vérité, car elle dit dans deux passages figurant à la page 67 du rapport :

« Du point de vue purement géographique, la ville de Mossoul est plus rapprochée de la Méditerranée que du Golfe Persique ; si les communications de Mossoul avec la Méditerranée passent actuellement par le désert, il est certain qu'il suffirait de reporter plus au nord cette route de transport, de la diriger par exemple, vers Nouzibin, terminus actuel du chemin de fer de la Méditerranée, pour qu'elle traversât des régions habitées où la sécurité et la rapidité des transports seraient plus garanties. La configuration de la frontière française dans le nord-est de la Syrie obligerait cependant cette route commerciale du nord, à traverser un territoire sous mandat français. »

* * *

« Lorsque le chemin de fer de Bagdad passera à proximité d'Arbil, l'influence économique de Mossoul se fera beaucoup moins sentir : peut-être pourrait-on faire des constatations

inverses si le chemin de fer de la Méditerranée était prolongé jusqu'à Mossoul. »

Nous croyons qu'après toutes ces explications, personne ne contestera plus qu'au point de vue économique l'intérêt du territoire contesté et d'être uni à la Turquie.

D'ailleurs, comme nous l'avons déjà déclaré, la vraie solution est celle préconisée à la page 90 du rapport où la Commission déclare :

« Le pays conteste, et nous l'avons dit, un territoire de transition entre la Turquie et la Syrie, d'une part, l'Irak et la Perse, d'autre part.

» Quelle que soit la Puissance qui assurera la souveraineté de ce territoire, il sera indispensable que des débouchés commerciaux lui soient assurés. Dans le cas où le pays contesté retournerait à la Turquie, il est évident que l'Irak, afin de profiter des ressources en vivres de ce pays, aurait un intérêt primordial à conclure un accord économique avec la Turquie ; ce dernier pays devrait évidemment consentir à un tel accord, puisque, Bagdad étant le seul débouché où se puisse écouter le surplus de la récolte, un tel accord serait dans l'intérêt même des habitants.

» Si le territoire contesté est attribué à l'Irak, il faudrait que non seulement toute liberté fût laissée à ses habitants de pouvoir commerçer avec la Syrie et la Turquie, mais que des facilités fussent également données aux villes frontières de Turquie, de manière qu'elles puissent emprunter la voie de Mossoul pour l'exportation de leurs produits et l'importation des objets manufacturés.

» Des accords analogues devraient être conclus dans le cas où le pays contesté serait partagé entre l'Irak et la Turquie. »

Son Excellence Monsieur Amery critique la thèse turque suivant laquelle des considérations d'ordre topographique-géographique, stratégiques, historiques et économiques n'ont jamais décidé dans l'histoire le transfert d'un territoire à un autre et dit à ce propos (voir Procès-Verbal N° 5, page 2) :

« Je ne voudrais pas infliger au Conseil une dissertation historique, mais je tiens tout au moins à émettre l'avis que toutes ces considérations, à des degrés divers, ont été soigneusement pesées et ont joué un rôle important dans les derniers règlements des frontières de l'Europe, et je me permettrai de suggérer, comme le fait la Commission elle-même, qu'elles devraient entrer en ligne de compte dans la présente discussion. Le seul cas où des considérations de cette sorte pourraient être tenues comme n'exerçant pas une influence très déterminante, est celui où elles seraient en opposition avec l'expression éclatante, ardente, indiscutable d'un sentiment national, en vue d'une solution fondée sur des motifs d'ordre national et ethnique, en une circonstance où une frontière nationale et ethnique pourrait ne pas coïncider avec une frontière économique et géographique mieux appropriée. »

La première partie de cette affirmation de Monsieur le Secrétaire d'Etat pour les Colonies de la Grande-Bretagne, ne correspond pas à la réalité en tant qu'il s'agit de régions d'une grande étendue et contenant une nombreuse population. En effet, lorsqu'il s'est agi de déterminer le sort d'importantes régions comme la Prusse Orientale, la Haute Silésie, etc., on a eu recours au plébiscite sans se contenter d'étudier les considérations géographiques, économiques, stratégiques, historiques, topographiques, etc. Les cas dans lesquels des changements de souveraineté ont eu lieu en invoquant des considérations de cette sorte furent toujours ceux où ces changements ont été effectués par suite de traités imposés. Le Représentant

de la Grande-Bretagne est, par contre, dans le vrai quand il parle de l'importance primordiale que l'on devrait attribuer aux vœux des populations exprimés d'une façon éclatante, ardente, indiscutable et nous sommes heureux de constater cet accord sur lequel nous reviendrons prochainement.

Traitant de la question religieuse, le Représentant Britannique déclare, à la page 21 du Procès-verbal N° 5, que la Commission « n'a nulle part dans son rapport suggéré qu'il pouvait y avoir là un point influant sur la question de la frontière future ». Si l'on s'en rapporte au rapport de la Commission, page 85, alinéas 7 et 8, on verrait qu'en recommandant un mandat prolongé ou le rattachement du vilayet de Mossoul à la Turquie, la Commission a également tenu compte de la différence de rite entre Sunnites et Chiites. Il est donc exagéré de dire que la Commission n'a tenu aucun compte de cette différence de rite dans ses recommandations pour le tracé de la frontière.

L'honorable Monsieur Amery dit plus loin :

« La frontière actuelle *qui est sur certains points*, comme l'a fait observer le Représentant de la Turquie, *en avant de la ligne provisoirement établie lors de l'armistice*, n'est pas une frontière que nous avons arbitrairement déterminée ; elle a été arrêtée à Bruxelles par la Société des Nations pour les deux partis. »

Si l'on se reportait à la carte annexée au Livre Rouge turc, on verrait que la plus courte distance entre la ligne d'armistice et la ligne de Bruxelles à l'endroit où elles sont le plus rapprochées est d'environ 150 km. (la ligne de Bruxelles ne figure pas sur cette carte, mais elle est très voisine de la limite septentrionale du vilayet de Mossoul).

Dans ces conditions l'expression « qui est sur certains points en avant de la ligne provisoire », employée par le Représentant Britannique ne manque pas d'être surprenante. Il en est de même de l'affirmation que cette frontière n'aurait pas été arbitrairement déterminée mais arrêtée à Bruxelles par la Société des Nations. On sait, en effet, et la première partie du Livre Rouge le démontre surabondamment, comment l'occupation britannique a pu parcourir les 150 km., précédemment signalés. A Bruxelles, on ne fit que stabiliser, dans ses grandes lignes, une situation déjà atteinte par les procédés qu'on ne pourrait qualifier que d'arbitraires.

Le Représentant de la Grande-Bretagne a affirmé que la Turquie avait reconnu le système mandataire en sollicitant et en réussissant à obtenir l'exequatur pour les consuls turcs à Beyrouth, Alep et Jérusalem.

La Délégation Turque se trouve dans l'obligation de contester cette assertion. Les consuls turcs ont été envoyés dans les villes sus-mentionnées parce que les besoins du commerce et de la défense des intérêts et des ressortissants turcs y rendaient leur présence nécessaire, mais cela n'implique nullement la reconnaissance du système mandataire de la part de la Turquie ; on ne veut d'ailleurs prétendre, tandis que les déclarations faites par ISMET PACHA à la Conférence de Lausanne n'ont été modifiées par aucune autre déclaration postérieure, que la Turquie a à son insu reconnu le système mandataire. Quant à l'Irak, le Gouvernement Turc n'y a même pas envoyé de consuls. Nous avons déclaré à maintes reprises et nous tenons à le répéter encore une fois, que ce qui se passe au sud du territoire contesté n'intéresse pas la Turquie. Pourtant puisque le Représentant Britannique a parlé de l'affection qu'aurait la population de l'Irak pour le régime auquel il se trouve actuellement soumis grâce à la force et qu'il s'en est servi comme d'un argument dans la discussion en cours, nous tenons à rappeler comment le vote pour le régime existant,

qu'on appelle du nom d'« alliance », fut obtenu de l'Assemblée de Bagdad. La lecture du compte rendu de la séance du 29 juillet 1924 de la Chambre des Communes est assez édifiante à cet égard. On y verrait que sur les 110 membres que compte cette Assemblée, on réussit à grand'peine, à la suite de la réception d'une lettre du Premier Ministre Britannique contenant des menaces voilées, à en réunir 69 et que sur ces 69 seulement 36 votèrent pour le Traité. Ainsi pas même le tiers de l'Assemblée n'a ratifié ce traité.

Il serait également intéressant d'analyser la composition de la petite minorité qui vota le Traité. Cette minorité comprenait tous les Ministres au nombre de huit, si nous ne nous trompons et une dizaine de soi-disant députés prétendant venir de la région de Suleymanieh ; or, lors des élections pour l'Assemblée de Bagdad, de même que lors du vote du Traité, Suleymanieh n'était pas sous l'occupation britannique, la garnison qui s'y trouvait ayant été contrainte de l'évacuer au début de septembre 1922 à la suite de rudes combats avec la population du sandjak. Ces députés ne représentaient donc rien et n'avaient pas plus le mandat pour parler au nom des habitants du sandjak que ne l'avaient ceux qui témoignèrent dernièrement à Suleymanieh par devant la Commission. C'étaient d'ailleurs en partie les mêmes personnes.

Cet événement montre, d'autre part, les procédés que les autorités d'occupation emploient, soit dans les questions de droit intérieur et constitutionnel, soit dans les questions de droit international, en faisant siéger dans l'Assemblée de Bagdad des personnes désignées comme étant les députés d'une province qui juridiquement fait partie de la Turquie. Le Gouvernement de la République a d'ailleurs en son temps protesté à ce sujet auprès du Gouvernement Britannique (voir Livre Rouge, documents 102 à 104).

4. L'honorable Représentant de la Grande-Bretagne cherche à infirmer celles des conclusions du rapport qui ne lui convien-

ment pas, telles que les conclusions juridiques, et accepte purement et simplement celles qu'il considère comme favorables à la thèse britannique.

La Commission n'a fait que se référer à un des premiers principes du droit international lorsqu'elle a affirmé que le vilayet de Mossoul doit juridiquement « être considéré comme faisant partie intégrante de la Turquie tant que cette dernière puissance n'aura pas renoncé à ses droits ». Son Excellence M. Amery, conscient de l'impossibilité de combattre cette vérité trop évidente, déclare que « le territoire contesté est *seulement sous la souveraineté de la Turquie, dans le sens purement technique de la jurisprudence internationale* ». Voudrait-on faire entendre par là que la souveraineté et les droits souverains des Etats n'auraient devant la force qu'un sens purement technique de la jurisprudence internationale ne répondant en réalité qu'à des conceptions illusoires ?

Il est constant, néanmoins, que la voix unanime de la doctrine et de la pratique internationale est tout à fait contraire au point de vue de l'honorable Représentant Britannique : elle ne connaît en effet qu'une seule souveraineté ; elle affirme que l'occupation du territoire d'un Etat n'y fait pas cesser les droits du premier, étant donné que l'occupation n'est qu'un état de fait impuissant à détruire l'état de droit existant.

La Grande-Bretagne, signataire des conventions de la Haye de 1899 et 1907 a, à l'instar de tous les autres Etats civilisés, reconnu officiellement cette règle de droit.

Monsieur le Représentant Britannique nous dit encore :

« Comme l'a fait observer la Commission, la souveraineté légale de ce territoire n'est pas déterminée tant que le Gouvernement Turc n'aura pas renoncé à sa souveraineté. » Nous ne

voyons rien de pareil dans le rapport de la Commission. Celle-ci dit littéralement ce qui suit :

« La Commission est d'avis que juridiquement le territoire contesté doit être considéré comme faisant partie intégrante de la Turquie tant que cette dernière Puissance n'aura pas renoncé à ses droits. Pour incorporer le territoire contesté, l'Irak n'a invoqué ni le droit de conquête ni aucun droit juridique. » etc. ...

Par conséquent, selon le rapport comme aussi dans la réalité des choses, la souveraineté de la Turquie sur le vilayet de Mossoul est une souveraineté légale bien déterminée. Une souveraineté existe ou n'existe pas ; si elle existe elle est légale et déterminée. Aussi n'est-il pas exact de dire que la souveraineté légale du territoire dont il s'agit n'est pas actuellement déterminée : Encore, contrairement à ce qui a été dit par l'Honorable Monsieur Amery, la souveraineté de la Turquie sur le vilayet de Mossoul ne peut prendre fin tant qu'une renonciation faite en conformité des règles internationales et internes régissant la matière ne serait pas intervenue, renonciation qui, comme on le sait, n'a pas eu lieu jusqu'à présent. Il serait très difficile d'invoquer des précédents en faveur de la thèse selon laquelle la souveraineté d'un Etat sur une partie de ses territoires pourrait prendre fin indépendamment de son consentement.

La question de droit est certainement un des facteurs essentiels de toute solution. Si l'on pouvait en faire abstraction, comme le désire le Représentant Britannique, on serait arrivé à cette conclusion absurde que la Turquie réclame un territoire sur lequel elle n'a aucun droit, ce qui impliquerait l'abandon préalable de tous ses droits en la matière. Or l'aspect réel de la question est tellement évident qu'il serait inutile de chercher à l'obscurcir. Cet aspect est le suivant :

Le vilayet de Mossoul, partie intégrante de la Turquie, sera-t-il, comme le demande le Gouvernement Britannique, détaché de celle-ci en faveur de l'Irak ? Il n'y a donc pas lieu de rechercher s'il y a des raisons pour attribuer cette province à la Turquie, puisqu'elle n'a cessé d'en faire partie intégrante au point de vue légal.

Par contre, il importe de savoir, et c'est là tout l'intérêt du litige, s'il existe des raisons propres à déterminer un changement dans la souveraineté y existante. Le Gouvernement turc croit avoir amplement démontré que parmi les considérations émises par le Gouvernement Britannique et critiquées longuement par la Commission il y en a qui, eussent-elles été trouvées en faveur de la thèse britannique, n'auraient la moindre influence sur l'issue de la question, alors qu'il y en a d'autres qui pourraient, à la condition d'être justifiées, avoir une importance capitale dans le règlement du différend.

La principale de cette dernière catégorie et la seule équitable est celle qui se rapporte à la volonté de la population, volonté dont la Turquie a d'ores et déjà fait dépendre la solution du litige.

La volonté populaire, en la prenant telle qu'elle fut pronostiquée par la Commission, donne ses préférences, entre la Turquie et l'Irak, à la première si l'idée de mandat, élément absolument étranger à la discussion, est écartée. Il devra l'être en tout état de cause, car la tutelle de la Société des Nations sur un territoire actuellement turc, outre qu'elle n'est point posée, se trouve être exclue par le pacte même de la Société des Nations.

Est-il besoin de revenir encore une fois sur l'allégation du Gouvernement Britannique selon laquelle le vilayet de Mossoul ne formerait pas l'objet même du différend ?

La Commission ne dit-elle pas à la page 17 qu'elle tient à relever « qu'elle ne peut pas partager le point de vue britannique selon lequel un plébiscite serait impossible parce qu'il

s'agirait d'un problème de frontière et non du sort du vilayet de Mossoul, argument qui a été avancé à maintes reprises dans les discours et les documents britanniques ; il est vrai que le litige concerne finalemnt un problème de frontières, mais il y a encore deux autres facteurs à prendre en considération. D'abord il est évident que les territoires entre les lignes proposées respectivement par les Gouvernements Britannique et Turc est trop étendue, pour qu'on puisse dire qu'il s'agit seulement d'une différence de tracé, etc. ... »

Monsieur le Représentant du Gouvernement Britannique, bien qu'il dut déjà reconnaître l'existence de la souveraineté turque sur le vilayet de Mossoul, prétend qu'il ne demande aucun changement et que la Turquie au contraire demande de mettre le dit vilayet sous la souveraineté étrangère. Il y a lieu de répondre à cette assertion en disant que la Turquie ne demande que le maintien de sa souveraineté légale par opposition à la demande britannique qui insiste sur la consécration de la situation de fait dénuée de toute légitimité.

C'est une chose vraiment étrange que de considérer comme étrangère la souveraineté turque sur le vilayet de Mossoul par comparaison aux droits inexistant de la Grande-Bretagne.

En ce qui concerne l'effet du régime politique de l'Irak sur le vilayet de Mossoul ainsi que la critique faite par la Délégation turque relativement à la suggestion de la Commission tendant à l'établissement d'un mandat sur le dit vilayet, M. Amery a déclaré que l'argumentation de la Turquie est un renversement complet de la situation et de la recommandation faite par la Commission. Il semble inférer des conclusions de la Commission que celle-ci, loin de demander un changement, aurait signalé l'opportunité de la continuation du régime existant.

Comme il a déjà été relevé, le mandat, en tant qu'il s'agit du vilayet de Mossoul, est, même du point de vue des Etats signataires du pacte, nul et non existant étant donné que selon

l'article 22 il ne s'applique qu'aux territoires qui ont cessé d'être sous la souveraineté des Etats qui les gouvernaient précédemment et que le vilayet de Mossoul n'a pas, comme il est unanimement reconnu, cessé d'être sous la souveraineté de la Turquie.

Or, envisager l'établissement d'un mandat sur le vilayet de Mossoul est précisément un changement profond qu'on voudrait apporter à son statut politique, changement qu'on ne peut pas envisager par le fait même que c'est une parcelle des territoires de la République Turque et, d'après le rapport, on ne peut le détacher de la Turquie sans y établir un mandat, ce qui ne saurait se concevoir.

Le Gouvernement de la République croit devoir d'autre part appeler l'attention toute particulière du Conseil de la Société des Nations sur un point important.

Le rapport de la Commission contient d'une part le récit de faits très nombreux qu'elle a constatés au cours de l'étude faite sur place, et d'autre part les conclusions auxquelles elle est arrivée. Il va sans dire que la valeur de ces conclusions dépend d'abord de la valeur des faits constatés, selon que ces derniers ont ou n'ont pas un caractère certain, net et précis et ensuite du degré de corrélation qui, existant entre ces faits et les conclusions formulées, permettrait de savoir jusqu'à quel point ces conclusions peuvent être déduites des faits recueillis.

Si l'on examinait les conclusions à la lumière de ce critère, comme on est obligé de le faire, on constaterait que le fondement sur lequel se base le Représentant britannique pour attribuer à la Commission la recommandation définitive de rattacher le vilayet de Mossoul à l'Irak sous mandat britannique, recommandation à laquelle le Gouvernement Britannique s'est empressé de se conformer, soit en déclarant sa disposition à accepter un mandat prolongé, soit en faisant voter à l'Assemblée Irakienne la continuation de l'alliance après 1928.

n'est point solide. En effet, nous lisons dans les conclusions finales de la Commission :

« En se tenant exclusivement sur le terrain de l'intérêt de la population en cause, la Commission *estime* qu'il y a un *certain* avantage pour ces populations, à ce que le territoire contesté ne soit pas divisé. Partant de cette considération et ayant donné une valeur relative à chacune de ces constatations de fait, la Commission estime que des arguments importants particulièrement d'ordre *économique* et *géographique*, ainsi que les *tendances* — *avec toutes les réserves formulées* — de la majorité de la population du *territoire pris dans son ensemble*, plaident en faveur du rattachement à l'Irak de tout le territoire au sud de la ligne conventionnelle de Bruxelles, pour autant que sont remplies les conditions suivantes : I° le Pays restera sous le mandat effectif de la Société des Nations pendant une période etc. ... »

» Si le contrôle de la Société des Nations devait prendre fin à l'expiration du traité de quatre années actuellement en cours entre la Grande-Bretagne et l'Irak, et si certaines garanties d'administration locale n'étaient pas données aux Kurdes, la Commission a la *conviction* que les préférences de la majorité du peuple eussent été à la souveraineté turque plutôt qu'à la souveraineté arabe. »

En ce qui concerne les arguments importants particulièrement d'ordre économique et géographique, nous croyons avoir démontré qu'ils ne peuvent pas déterminer, même en supposant qu'ils fussent favorables à l'Irak, ce qui n'est pas, un changement dans le statut du vilayet de Mossoul. Quant aux tendances de la majorité de la population, la Commission rappelle tout d'abord les réserves formulées dans le rapport au sujet des conditions dans lesquelles elles furent établies, réserves qui ne manquent pas d'en infirmer la valeur ; elle

laisse ensuite entendre que si le territoire n'est pas pris dans son ensemble, ces tendances ne plaident pas en faveur de l'Irak.

Or, pour ce qui est de la valeur des tendances populaires, la Commission dit, à la page 85 du rapport, que ces tendances « dans la région contestée, pourraient aider à trouver une solution qui ne lèse aucune des parties dans ses droits. Ces tendances vont *probablement* plutôt vers l'Irak si l'on compte d'après l'ensemble des *déclarations* données dans tout le territoire. Mais elles étaient trop *changeantes* et trop *conditionnelles* pour qu'on puisse fonder sur elles le statut politique futur du pays ».

En rapprochant la mention faite au sujet des tendances populaires dans les conclusions finales des considérations et constatations ci-dessus dont elles ont été inférées, il devient évident qu'une conviction nette et définitive ne s'était pas formée chez les Commissaires. Selon eux, ces tendances vont *probablement* plutôt vers l'Irak. Les déclarations desquelles on a inféré cette probabilité des tendances, sont « trop changeantes », « trop conditionnelles », « on ne peut pas fonder sur elles seules le statut politique futur du pays ».

N'est-ce pas alors cette probabilité des tendances qui fait dire à la Commission que la tendance de la majorité de la population plaide en faveur de l'Irak ? Cependant, les déclarations desquelles lesdites tendances se dégagent ne sont-elles pas trop changeantes, trop conditionnelles et non susceptibles de constituer le fondement du statut politique futur du pays ?

Cependant, la Commission ne fonde-t-elle pas ses conclusions sur ce semblant de tendance lorsqu'elle paraît recommander l'union du territoire avec l'Irak sous le mandat de la Société des Nations ?

D'ailleurs, c'est là une *estimation*, tandis que, par contre, la Commission est très catégorique pour le maintien du vilayet

de Mossoul sous la souveraineté Turque si le mandat n'était pas réalisé, car dans cette dernière alternative, elle exprime une *conviction*. Sans vouloir revenir sur les conséquences déjà exposées, qui découleraient de l'introduction de la notion du mandat, il y a lieu de relever que si on devrait interpréter les conclusions finales du rapport dans le même sens que le fait le Représentant britannique, on serait forcé de considérer la Commission comme ayant préconisé le contraire de tout ce qu'il a constaté et exposé dans le rapport. Le Gouvernement Turc demeure persuadé que le Conseil de la Société des Nations ne voudrait pas recommander une solution qui ne serait basée que sur une *simple probabilité* en dépit des droits incontestables de la Turquie.

5. Nous voulons maintenant parler des considérations ethniques, de celles relatives aux vœux des populations et de la question de Suleymanieh figurant dans l'exposé de Monsieur le Représentant Britannique.

Quoique ces questions soient en général traitées séparément dans l'exposé sus-mentionné, nous avons cru devoir les réunir pour pouvoir condenser davantage notre réponse.

Nous devons ici dissiper un malentendu qui pèse depuis la Conférence de Lausanne sur la question ethnique et l'embrouille continuellement, malentendu que l'exposé du 4 septembre dernier du Représentant de la Grande-Bretagne laisse subsister.

D'après Son Excellence Monsieur Amery, le Représentant de la Turquie aurait soutenu qu'il y aurait identité entre Turcs et Kurdes et que c'est en se basant sur cette identité que la Turquie réclamerait le maintien du territoire contesté sous sa souveraineté. Or rien de tel n'a été soutenu par la Délégation Turque à la séance du 3 septembre.

Voici comment, sans vouloir renouveler les discussions relatives aux origines des Kurdes, la Délégation Turque pose la question ethnique :

- a) la très grande majorité de la population du territoire contesté est kurde et turque ;
- b) la très grande majorité de la population d'une grande région de la Turquie contiguë au territoire contesté est également turque et kurde ;
- c) la population de l'Irak ne contient pas de kurdes et contient très peu de turcs ;
- d) en droit, le territoire contesté fait toujours partie intégrante de la Turquie.

Dans ces conditions, il serait vraiment extraordinaire de prétendre que ce territoire devrait être rattaché à l'Irak par suite de considérations d'ordre ethnographique, tandis qu'il est tout naturel de soutenir qu'il doit continuer à rester sous la souveraineté de l'Etat auquel il appartient de droit, Etat qui est habité et gouverné par les deux races formant la majorité de la population de ce même territoire.

La question ainsi posée est trop claire et lucide, pour qu'on puisse éléver une contestation quelconque à ce sujet ; c'est pourquoi on tâche de la déformer en disant qu'on ne songe pas rattacher purement et simplement le territoire contesté à l'Irak, pays essentiellement arabe, mais à en faire une sorte d'Etat autonome placé sous la tutelle britannique et n'ayant que de vagues liens avec l'Irak et l'on ajoute que telle est la volonté de la population du territoire. Avant d'en venir à la discussion relative aux vœux des populations nous devons dire, encore une fois, que la question portée devant le Conseil ne permet pas, comme nous l'avons déjà amplement expliqué, de donner une pareille tournure au débat.

Qu'il nous soit permis, entre temps, de faire une remarque : L'Honorable Représentant Britannique dit : (P.-V. N° 5, page 12) :

« Mais lorsqu'il s'agit de modifier un état de choses existant, d'aller à l'encontre de toutes les considérations géographiques, économiques et stratégiques déjà examinées, il faut, comme je l'ai dit, qu'il y ait un mouvement d'opinion très fortement et très clairement exprimé en faveur d'un tel changement. »

Nous devons dire que nous sommes, à ce sujet, entièrement d'accord avec Son Excellence Monsieur Amery. Il faudrait, en effet, *un mouvement d'opinion très fortement et très clairement exprimé pour que le territoire contesté puisse être détaché de la Turquie.*

Or cela n'est nullement le cas, comme nous l'avons vu et comme nous le verrons tout à l'heure.

Le Représentant Britannique cite dans son exposé (P.-V. 5, page 1, les phrases suivantes empruntées au rapport) :

« Si l'on peut ainsi constater que les sentiments pour l'Irak sont plutôt tièdes, il est cependant certain que les affirmations du Gouvernement turc selon lesquelles la majorité incontestable des populations du vilayet de Mossoul désirerait leur retour à la Turquie ne sont pas exactes. »

« ... Ces conclusions finales, si vagues qu'elles soient, ne peuvent donc que constater la faiblesse de la thèse turque pour autant que l'on considère *l'ensemble du vilayet* sans pouvoir affirmer la supériorité de la thèse britannique en ce qui concerne les districts et les races. »

Nous avons souligné les mots « *l'ensemble du vilayet* » figurant dans le rapport car ils vont servir à éclaircir la situation.

En effet, dans les trois sandjaks de Mossoul, Kerkouk et Erbil, les manifestations spontanées de la foule, effectuées dans les conditions et au milieu des dangers que l'on sait, sont suffisamment éloquentes et l'assertion de Monsieur Amery selon laquelle la manifestation qui éclata à Mossoul à la vue de Djévad Pacha et qui se trouve relatée à la page 8 du rapport, aurait été réglée d'une manière entièrement satisfaisante, est pour le moins incompréhensible, à moins qu'il ne veuille entendre par la façon entièrement satisfaisante dont l'incident aurait été réglé, les violences policières décrétées dans le rapport.

Le Représentant Britannique n'a d'ailleurs pas songé à nier ces manifestations, qui ne furent pas isolées, mais au contraire nombreuses et imposantes. Si l'on prenait en considération les vœux exprimés dans ces trois livas on verrait qu'une majorité pro-turque s'est manifestée malgré toute la pression exercée, les emprisonnements opérés, les menaces ou les promesses faites par les autorités d'occupation. Ceci prouve que si la population avait été entièrement libre, elle aurait, dans sa presque totalité, montré son attachement à la mère-patrie.

Pour le démontrer, il suffit de se reporter encore une fois aux détails contenus aux pages 77 et 78 du rapport au sujet des vœux exprimés par les populations de ces trois livas.

Il est nécessaire, à cette occasion, de relever encore une citation inexacte du rapport de Monsieur Amery, se trouvant à la page 17 du P.-V. 5, où il est dit :

« Elle (la commission) fait remarquer que quelques personnes appartenant aux classes pauvres ont émis des opinions en faveur de la Turquie. »

Or, dans le rapport (page 77), il est dit textuellement :

« Les personnes appartenant aux classes pauvres se prononcèrent, au contraire, souvent pour la Turquie. »

On constatera la différence.

Quand la Commission emploie l'expression de « l'ensemble du vilayet » elle le fait en tenant compte des témoignages d'une quinzaine d'individus recueillis dans la ville de Suleymanieh et qui ont prétendu parler au nom des 200,000 habitants de ce sandjak.

Or, la situation dans ce sandjak demande à être étudiée de près. Si l'on devait en croire l'honorable M. Amery, il y aurait dans ce liva un chef de brigands appelé Cheih Mahmoud dont les agissements contraires aux vœux de toute la population de la province auraient pour résultat d'y détruire toute tranquillité et tout repos.

Qu'on se rappelle bien que, depuis 1918, la ville de Suleymanieh a été prise et perdue à maintes reprises par les forces armées de la puissance occupante, qu'elle a été soumise à de nombreux et intensifs bombardements aériens, soit pour la punir d'avoir obligé la garnison britannique qui l'occupait à se retirer, soit pour l'obliger à capituler devant les forces d'occupation qui s'avançaient. Les documents 95 à 101 figurant dans le Livre Rouge turc et la citation suivante extraite du rapport du Vice-Maréchal de l'Air, J.-M. Salmond, commandant des forces britanniques en Irak, publiés dans le supplément de la *London Gazette* du 10 juin 1924, donnent une idée suffisante des péripéties traversées par cette ville ; à la page 4661, N° 18 de ce supplément, on lit (voir Livre Rouge, page 285) :

« Le soir du 15, des ordres furent jetés dans Suleymanieh par aéroplane ordonnant aux notables de sortir dehors pour

rencontrer la colonne à Sharchinar et un message aérien fut reçu pour arranger des patrouilles d'aéroplanes devant ouvrir le feu contre tous ceux qui essaieraient de s'échapper de la ville.

» Le matin suivant le 16, la colonne partit sous une pluie battante et fut rencontrée comme il avait été ordonné par une nombreuse députation de notables de la ville. Plusieurs notables néanmoins avaient fui la nuit précédente et une pluie sévère et persistante avait empêché les avions détachés à cet effet de faire des recherches sur la route et de les ramener en arrière. »

Ce qui donne un exemple très clair des procédés utilisés dans cette région.

Encore aujourd'hui les forces d'occupation sont à peine maîtresses des abords immédiats de la ville, tandis que sur cinq cazas que comprend le sandjak, trois n'ont jamais pu être occupés, malgré les plus violents combats.

Le rapport dit à ce sujet à la page 78 :

« Deux parties du territoire contesté n'ont pu être consultées au sujet de leurs préférences politiques, savoir les nahiés du liva de Suleymanieh où il n'y a pas d'administration, à cause du mouvement du Cheih Mahmoud... », et plus loin :

« La première de ces régions n'a pas une très grande importance ; même si elle était dans sa totalité pro-turque, ce qui est très incertain, elle ne pourrait changer l'impression générale en ce qui concerne les tendances politiques du liva de Souleymanieh. »

Nous tenons à remarquer que nous ne partageons nullement l'opinion émise par la Commission dans ce dernier alinéa,

puisque les parties non occupées du liva de Suleymanieh forment environ la moitié et même plus de ce liva.

Est-il possible de croire qu'un chef de brigands puisse mettre ainsi en échec une des plus grandes puissances du monde, dont les troupes protégées par une très forte aviation jouiraient en plus de l'appui de tous les habitants d'une grande province de 200,000 âmes et que ce chef de brigands réussisse à obliger les armées de cette grande puissance toujours soutenues par la population locale, à évacuer plusieurs fois la ville de Suleymanieh qui, comme le dit si justement l'Honorable Mr. Amery à la page 18 de son exposé, « *est le centre d'un vaste et important district, centre militaire aussi bien qu'administratif* ».

Tout le monde sentira que cette thèse est inadmissible et que la quinzaine de personnes interrogées à Suleymanieh ne représente que les autorités d'occupation et rien de plus. On conviendra également que toute la population désire une seule chose, la fin de l'occupation étrangère et le maintien des liens de leur pays avec la mère-patrie et que pour atteindre ce but, cette même population ne craint pas de lutter désespérément contre la plus grande puissance coloniale du monde.

Dans ces conditions il est facile de conclure que les vœux des populations ne sont nullement en faveur de l'Irak, ce que le rapport de la Commission reconnaît déjà, qu'elles ne sont pas non plus en faveur d'un mandat quelconque mais simplement en faveur de la Turquie.

Ce qui se passe dans le sandjak de Suleymanieh réduit également à néant toutes les affirmations britanniques relatives aux prétendus désirs des Kurdes, car près de la moitié de la population kurde du territoire contesté habite ce sandjak et d'après les dires des représentants autorisés du Gouvernement

britannique ce serait surtout dans ce sandjak que de tels désirs se manifesteraient.

Le Délégué turc ayant déjà répondu verbalement à la séance du 4 septembre aux insinuations de l'Honorable Monsieur Amery au sujet du mouvement réactionnaire qui éclata dans certaines parties de l'Anatolie orientale, nous ne reviendrons pas sur ce sujet.

Nous nous sommes étendus sur ces questions afin de démontrer une fois pour toutes que les vœux des populations du territoire contesté tels qu'ils furent recueillis par la Commission sont, si l'on excepte le sandjak de Suleymanieh, favorables à la Turquie et que pour ce dernier sandjak il y a lieu de considérer la situation tout à fait exceptionnelle dans laquelle il continue à vivre. Nous avons en même temps montré comment les prétendus désirs des Kurdes de vivre sous un mandat quelconque au lieu de jouir dans la République turque indépendante de tous les droits de citoyens, ne sont pas fondés et sont d'ailleurs impossibles à concevoir pour des gens qui toujours ont été fiers de faire partie d'un Etat indépendant et souverain et qui se sentirraient humiliés de vivre sous une tutelle étrangère quel que soit le nom dont on l'appelle.

De toute cette discussion un point pourtant devrait surtout être retenu et la Délégation turque a fait cette constatation avec un vif plaisir. C'est que l'Honorable Représentant de la Grande-Bretagne est d'accord avec le Représentant de la Turquie pour reconnaître qu'une importance de tout premier ordre devrait être accordée aux vœux des populations intéressées. L'accord des deux parties en cause sur ce point essentiel est de nature à alléger considérablement la tâche du Conseil, à assurer la tranquillité dans le territoire contesté quel que soit le pays auquel ce territoire serait rattaché et à préserver le prestige de tout le monde. Pour cela il suffirait de consentir au plébiscite. Pour le cas où encore une fois elle refuserait d'avoir recours

à ce procédé qui fut tant de fois appliqué en tant d'endroits, et qui, malgré les difficultés passagères qu'il peut parfois provoquer, assurera néanmoins le calme définitif dans le territoire en cause puisque son avenir aura été décidé conformément aux vœux de la majorité de ses habitants, la Grande-Bretagne démontrerait que tous les arguments de la thèse turque sont fondés et que la population du territoire contesté demande, sans qu'aucun doute soit possible à ce sujet, le retour à la mère-patrie.

Il a été souvent parlé plus haut des nombreuses démonstrations spontanées de la foule en faveur de la Turquie et des réponses d'une grande partie des témoins interrogés par la Commission qui malgré la situation difficile où ils se trouvaient et tant d'autres circonstances actuellement favorables à la Turquie, par suite de l'occupation étrangère, ont témoigné de leur attachement à la mère-patrie. Toutefois en s'appuyant sur le texte du rapport de la Commission et en citant ses phrases, chacune des deux parties croit pouvoir étayer sa thèse. Dans ces conditions il est incontestable que le meilleur moyen de faire cesser la controverse engagée serait d'avoir recours au plébiscite.

C'est ce qu'Ismet Pacha avait déjà demandé à Lausanne et ce que le Gouvernement turc avait invariablement redemandé ensuite à chaque occasion.

La délégation turque tient à déclarer encore une fois qu'elle ne saurait admettre que la population du territoire contesté soit incapable d'exprimer ses désirs par un vote librement effectué et de rendre possible le maintien de l'ordre pendant le plébiscite.

Le fait même que la Commission ait jugé cette population capable d'émettre un jugement sur les besoins économiques de son territoire montre qu'on peut la considérer comme également capable d'émettre plus facilement encore un jugement sur son rattachement à tel ou tel pays.

D'ailleurs la population de cette région ne diffère pas de bien des régions de la Turquie, elle est donc capable de faire connaître ses désirs comme peut le faire toute la population d'un Etat indépendant et la Délégation turque proteste contre toute affirmation selon laquelle les citoyens du vilayet de Mossoul ne mériteraient pas qu'on les consultât sur leur avenir.

En outre, la Commission dans son rapport spécifie qu'elle est entrée en contact avec les différentes classes de la population pour tâcher de recueillir leurs voix ; elle reconnaît donc que toutes ces classes peuvent exprimer leurs désirs ; s'il y a eu parfois parmi les 800 personnes interrogées des gens timides qui ont répondu évasivement aux questions posées, cela ne peut provenir que de la crainte inspirée par les autorités d'occupation ; les nombreuses démonstrations et manifestations auxquelles la Commission a assisté et la lutte âpre et ardente qui se poursuit dans le sandjak de Suleymanieh, montrent que la population en question sait, lorsqu'il le faut, risquer sa vie pour un idéal.

On comprendra tout le mérite de l'offre que fait la Turquie en proposant encore une fois le plébiscite, si l'on songe que la Commission a reconnu que l'Irak n'avait sur le territoire contesté aucune espèce de droit, que dans le cas prévu par le Traité de Lausanne la population préférerait la Turquie à l'Irak et que c'est seulement dans le cas où l'on aurait recours à des moyens anormaux, lesquels ne sauraient être envisagés dans le cas actuel, comme le Délégué turc l'a amplement démontré à la séance du 3 septembre du Conseil, qu'on pourrait songer à séparer Mossoul de la Turquie.

Actuellement l'Irak étant écarté du débat et la question se posant seulement entre la Turquie et la Grande-Bretagne, le territoire contesté devrait en toute logique rester turc. Eh bien, c'est dans une situation juridiquement si forte et rien que pour montrer la confiance absolue qu'elle a dans la légitimité de sa

demande, pour assurer le développement des bonnes relations entre les deux pays en cause, pour écarter toute cause de contestation et enfin pour montrer le respect qu'elle nourrit pour la volonté du peuple librement et clairement exprimée, que la Turquie consent au plébiscite. Afin d'écarter les arguments basés sur l'analphabétisme d'une partie de la population intéressée, la Turquie propose, comme elle l'a déjà fait, qu'on remette à chaque votant deux feuilles sur lesquelles seraient imprimées les drapeaux turcs et britanniques et qu'on l'engage à jeter dans l'urne le drapeau du pays qu'il préférerait.

Genève, le 8 septembre 1925.

